

N° 20 / JUILLET 2019

Twins

GRATUIT • NOT FOR SALE

MAGAZINE

PARTENARIAT ÉTAT - SECTEUR
PRIVÉ POUR UNE ÉCONOMIE
PERFORMANTE

GOVERNMENT - PRIVATE SECTOR
PARTNERSHIP FOR
A SUCCESSFUL ECONOMY

PIERRE Laporte

Directeur des Opérations de la Banque
mondiale en Côte d'Ivoire
Director of Operations of the World Bank
in Cote d'Ivoire

« Nous restons un partenaire
à l'écoute du gouvernement
ivoirien »

« We are attentive to the ivoirian
government concerns »

SECTEUR DU TRAVAIL

Voici les priorités du gouvernement pour les
travailleurs

LABOUR SECTOR

The Government's priorities for workers

HEALTH INFRASTRUCTURES

The Prime Minister launches the construction
works of Aboisso Regional Hospital Center

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Le Premier ministre lance
les travaux de construction
du CHR d'Aboisso



abm CONSULT

Notre expertise à votre service

Régie - Edition - Conception - Evénementiel - Cadeaux d'affaires



01 BP 6804 Abidjan 01
Office : 225 22 44 50 42
Fax : 225 22 44 11 31

E-mail : info@abm-consult.com / commercial@abm-consult.com
Site web : www.abm-consult.com

Vivre mieux ou mieux vivre C'est selon...

En tout cas, c'est l'ambition, du reste légitime, des populations ivoiriennes après l'embellie économique, traduite par des performances économiques remarquables, notamment par la reprise et le maintien d'une croissance moyenne annuelle de 8,9 %, faisant de l'économie de la Côte d'Ivoire, la plus dynamique de l'Afrique de l'ouest et l'une des plus performantes à l'échelle mondiale.

Vivre mieux...ou mieux vivre ... C'est selon...

Vivre, c'est-à-dire, pour parler comme l'écrivain Christophe Bobin, traverser le temps avec la sensibilité d'une rose.

En tout cas, les populations ivoiriennes émettent le vœu et ont besoin de vivre cette croissance dans leur quotidien...

Ce dont il s'agit ici, c'est donc de qualité de vie...

Polysémique par définition, le concept de qualité de vie renvoie à différents aspects de la vie urbaine, comme les conditions matérielles d'existence, les disparités socio-économiques, l'accès à des services et à des équipements de toutes sortes, l'organisation des activités dans l'agglomération, [...]. La qualité de vie en milieu urbain serait ainsi conditionnée à la fois par des facteurs objectifs, comme des aspects physico-morphologiques et socio-économiques du milieu urbain, mais aussi par des dimensions subjectives qui tiennent des valeurs, des perceptions et des aspirations de chacun » [Divay et al, 2004, p.60].

De façon globale, la notion de qualité de vie est apparue en un moment où la culture occidentale contemporaine s'est pensée comme un monde urbain, économique, social, politique et technique excessivement complexe et grandissant, ayant tendance à submerger la personne humaine, à l'envelopper et à la déterminer dans des processus qui lui font violence en attendant à sa liberté et à son bien-être.

Enfin, Schwab (cité dans Bates, Murdie et Rhyne, 1996) propose que la qualité de vie « [...] est la différence entre ce qui devrait être et ce qui est dans une collectivité — la différence entre le but et l'évaluation [...] ».

La mesure de la qualité de la vie exige l'analyse des conditions objectives, de même que l'évaluation subjective de ces conditions dans un lieu donné et leur comparaison entre plusieurs lieux.

En d'autres termes, la qualité de vie pourrait se définir comme étant les conditions à rassembler pour que les individus aient les possibilités et les capacités d'atteindre leurs objectifs et un équilibre personnel et social en relation avec les activités



Par **Mariam FADIGA FOFANA**,
Secrétaire exécutif du CCESP

dispersées sur les territoires urbains – et plus globalement avec les aménités de la ville.

G. Sénécal [2002, p.20] ajoute que d'autres éléments du milieu de vie, tels que « *la vitalité économique et l'équité sociale, qui se déclinent sous un nombre infini de questions spécifiques, comme la qualité des logements et leur caractère abordable* », sont pris en compte.

Vivre mieux...ou mieux vivre ... C'est selon...

Les autorités l'ont bien compris. Qui ont décidé d'initier un programme social gouvernemental...

Le Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat- Secteur Privé (SE-

CCESP), a bien voulu faire écho aux intentions du gouvernement.

En plaçant sa reprise sous le sceau de la dimension sociale de cette relance économique.

En témoigne le thème de la Journée Nationale de partenariat version 2019 : **Partenariat Etat / Secteur Privé face au défi d'une croissance durable et inclusive** ».

Objectif affiché : renforcer la vision partagée et complémentaire entre l'Etat et le Secteur Privé pour l'atteinte des objectifs de développement socio-économique de la Côte d'Ivoire à travers une meilleure inclusion économique des populations.

De façon spécifique, la JNP 2019 s'attèlera à : faire le point des initiatives de l'Etat, du Secteur Privé et des Partenaires techniques et Financiers pour consolider l'inclusion économique des populations; recueillir les attentes des parties publiques et privées pour accélérer l'inclusion économique ; identifier les meilleures politiques et les initiatives pour accélérer l'inclusion économique; faire des propositions en vue de renforcer la collaboration entre l'Etat et le Secteur Privé autour de la problématique de la croissance inclusive et de l'inclusion économique;

Vivre mieux...ou mieux vivre ... C'est selon...

Dans cette logique, TWINS magazine consacre sa vingtième édition au Groupe de la Banque Mondiale afin de faire un état des lieux (taux de décaissement) des appuis cette institution en Côte d'Ivoire ainsi que leurs impacts réels sur le quotidien des populations qui n'aspirent qu'à vivre mieux ou à mieux vivre... C'est selon...

Merci de l'accueil que vous lui réserverez.

P.3	MOT DE LA DIRECTRICE DE PUBLICATION
P.4	SOMMAIRE
P.6	EDITORIAL
P.8	ACTU
P.14	EVENT
P.36	A LA RENCONTRE DE
P.40	MODÈLE
P.41	FOCUS SUR LE CCESP
P.48	A LA UNE
P.66	ENTREPRENEURIAT
P.72	GRAND ANGLE
P.76	LUCARNE
P.80	TOUT SUR
P.86	ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
P.96	SANTÉ DE L'ECONOMIE.

**ENTREPRENEURIAT****Eau potable**

LES MINISTÈRES DE L'ARTISANAT ET DE L'HYDRAULIQUE MUTUALISENT LEURS EFFORTS POUR L'INSTALLATION ET L'ENTRETIEN DE CINQ MILLE MACHINES « ÉCO-SOLAIRES »

**ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES****Secteur du travail**

VOICI LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS

**À LA UNE**

Pierre LAPORTE, Directeur des Opérations de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire
« LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN AVEC L'ENSEMBLE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE SONT EXCELLENTES »

**SANTÉ DE L'ÉCONOMIE****Health infrastructures**

THE PRIME MINISTER LAUNCHES THE CONSTRUCTION WORKS OF ABOISSO REGIONAL HOSPITAL CENTER

P.5	FOREWORD
P.7	EDITORIAL
P.12	NEWS
P.38	MEETING WITH
P.40	MODEL
P.44	FOCUS ON CCESP
P.58	NEWS
P.68	ENTREPRENEURSHIP
P.73	SPOTLIGHT
P.78	LOOKING AT
P.73	ALL ABOUT
P.92	BUSINESS ENVIRONMENT
P.101	ECONOMIC HEALTH

**NEWS**

Pierre LAPORTE, Director of Operations of the World Bank in Cote d'Ivoire
 "THE RELATIONSHIPS BETWEEN THE IVORIAN GOVERNMENT AND THE ENTIRE WORLD BANK GROUP ARE EXCELLENT".

**ENTREPRENEURSHIP****Potable water**

THE MINISTRIES OF CRAFTS AND HYDRAULICS JOIN THEIR EFFORTS FOR THE INSTALLATION AND MAINTENANCE OF FIVE THOUSAND «ECO-SOLAR» MACHINES

**BUSINESS ENVIRONMENT****Labour Sector**

THE GOVERNMENT'S PRIORITIES FOR WORKERS

**ECONOMIC HEALTH****Infrastructures sanitaires**

LE PREMIER MINISTRE LANCE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CHR D'ABOISSO



Devine qui vient dîner ce soir et ouvre LA PORTE

Par Charles ZOKO SÉBÉ

Rédacteur en Chef / zokosebe@yahoo.fr
www.inspecteurgeneralzoko.ci

« Devine qui vient dîner ce soir »

En 1968, le film de Stanley Kramer, *Guess who's coming to dinner*, sorti le 12 décembre 1967 aux États-Unis, Oscar de la meilleure actrice, Oscar du meilleur acteur (avec un Sydney Poitiers génialement sublime), Oscar du meilleur film, aura séduit plus d'un.

Bel hymne à la tolérance, abordant sans ambages les difficultés des couples interracialisés, cette délectable comédie, subtile et savoureuse, refoulant à travers une union mixte les bonnes mœurs (de l'époque) et interrogeant alors la tolérance de la société, donne un aperçu des contradictions de notre quotidien.

Vous avez dit contradictions?

Contradictions dans la vie de tous les jours...comme celle de la présence de la Banque Mondiale dans nos pays dits indépendants !

Contradictions...mais Cultissime, sans aucun doute.

CONTRADICTIONS...

La notion de contradiction semble bien connue, que ce soit au sein d'un discours, en logique, ou encore au sein de phénomènes physiques. Des propositions contradictoires ou des situations contradictoires sont, dans le langage courant comme en logique formelle, incompatibles et témoignent d'une erreur ou d'une situation qui ne peut pas perdurer.

En fait, cette vision n'est qu'une apparence. Dans la réalité, les contradictions perdurent et elles sont mêmes d'une grande importance.

Il en va de même pour le rôle de la Banque Mondiale dans nos pays.

De fait, avec ses 189 États membres, le groupe de la Banque Mondiale, dont la création remonte à 1944 avec son siège situé à Washington et ses quelque 10 000 agents répartis dans plus de 120 bureaux installés dans le monde entier,

poursuit deux objectifs ambitieux : réduire à 3 % la proportion de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar à l'horizon 2030, mettant ainsi fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération et favoriser, dans chaque pays, la croissance du revenu des 40 % les plus pauvres, promouvant ainsi, une prospérité partagée.

En réalité, la Banque mondiale (BM), institution spécialisée de l'Organisation des Nations unies (Onu) est un sous-ensemble du Groupe de la Banque mondiale qui est constitué de 5 organisations financières internationales : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ; l'Association internationale de développement (IDA) ; la Société financière internationale (IFC) ; l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ; le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Les financements du Groupe de la Banque mondiale sont destinés à appuyer des investissements dans un vaste éventail de secteurs : éducation, santé, administration publique, infrastructure, développement du secteur financier et du secteur privé, agriculture, gestion de l'environnement et des ressources naturelles, etc.

Voilà qui explique la présence de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire...

Car, si les principaux résultats macroéconomiques enregistrés en Eburnie sont flatteurs depuis quelques temps, au point que notre pays pourrait rejoindre le groupe des pays à revenu intermédiaire d'ici une quinzaine d'années, notre économie reste à être inclusive...avec le même nombre d'Ivoiriens pauvres qu'en 2008, soit environ 10,7 millions de personnes. En 2015, près de 46 % des Ivoiriens vivaient encore avec moins de 750 francs CFA par jour (environ 1,3 dollars).

De plus, les infrastructures, mal réparties et peu diversifiées, nécessitent une gestion plus transparente.

Par ailleurs, avec une dette publique vulnérable ; un secteur public et un secteur externe moins percutants ; un secteur privé affaibli par la pression fiscale et un environnement des affaires moins favorable ; la finance, les industries extractives, l'énergie et les télécommunications moins dynamiques ;...Il y a de quoi solliciter l'accompagnement des institutions financières et du groupe de la Banque mondiale notamment, pour plus de lisibilité et de performance.

Et ouvre la porte !

Et depuis le 1^{er} novembre 2015, Pierre Frank LAPORTE, est l'homme choisi par cette institution pour ouvrir la porte de l'émergence à notre pays.

Avec des prérogatives s'étendant à la Guinée, au Bénin, au Burkina Faso et au Togo, cet économiste, ancien ministre seychellois des Finances, néanmoins ex-gouverneur de la Banque centrale des Seychelles, est un homme averti. Avec dans ses nouvelles fonctions, trois principales priorités : fournir un leadership stratégique, superviser les opérations en Côte d'Ivoire en préservant la qualité du portefeuille, et conduire et soutenir ses collaborateurs pour mettre en œuvre la nouvelle stratégie pour l'Afrique, tout en réalisant les ajustements nécessaires du fait des réalités et opportunités propres à l'institution.

Quels sont les livrables de cette feuille de route?

Pour en savoir plus, Twins 20 ouvre la porte à LAPORTE.

Bonne lecture et à très bientôt.

Guest Who's Coming to Dinerand **THE DOOR**

By **Charles ZOKO SEBE**,
Chief editor / zokosebe@yahoo.fr
www.inspecteurgeneralzoko.ci

Guess Who's Coming to Dinner
Guess Who's Coming to Dinner is a 1967 American comedy-drama film produced and directed by Stanley Kramer, and written by William Rose. Guess Who's Coming to Dinner, a groundbreaking movie about an interracial romantic relationship. It is a Hollywood film, starring Sidney Poitier as an African-American man who is engaged to Joanna Drayton, a white woman with liberal parents. The film depicts the reactions of the couple's parents to their prospective union, ultimately emphasizing an acceptance of interracial marriage and limited African-American integration into white society. As such it is a hymn to tolerance and it outlines the issue of contradiction in our society?
Did you talk about contraction?
Contradictions are part of our daily life ... like the presence of the World Bank in our so-called independent countries!

CONTRADICTIONS...

In everyday language as well as in formal logic, contradiction appears as something incompatible, a mistake that should be sorted out... This is a sort of illusion. In practice, contradictions are part of life and are sometimes useful. The presence of the word bank can be associated to this situation.

In fact, with its 189 member states, the World Bank Group works to find lasting solutions to end poverty and foster a peaceful environment with shared happiness.

The institution has two ambitious goals: ending extreme poverty and promoting shared prosperity.

World Bank Group financing is intended to support investments in a wide range of sectors: education, health, public administration, infrastructure, financial and private sector development, agriculture, environmental and natural resource management etc.

This justifies the presence of this financial institution in Côte d'Ivoire... Although the main macroeconomic results recorded by Côte d'Ivoire have been so good that the country could join the group of middle-income countries in the next fifteen years, our economy remains to be inclusive ... with the same number of poor Ivorians as in 2008, or about 10.7 million people. In 2015, nearly 46% of Ivorian people still lived on less than 750 CFA francs a day (about \$ 1.3).

Moreover, with a vulnerable public debt; a less effective public sector and external sector; a private sector weakened by the tax burden and a less favorable business environment;

finance, extractive industries, energy and telecommunications sectors are less dynamic;

These are arguments to ask for the support of financial institutions and the World Bank Group in particular for more performance.

THEN OPEN THE DOOR!

And since November 1, 2015, Pierre Frank LAPORTE, is the one selected by this institution to help our country reach the standards of emergence. Economist, former Seychelles Minister of Finance, former governor of the Central Bank of Seychelles with prerogatives extending to Guinea, Benin, Burkina Faso and Togo, he is "Well-Informed Man" With three new key priorities in his new role: providing strategic leadership, overseeing operations in Côte d'Ivoire while preserving the quality of the portfolio, leading and supporting his staff to implement the new strategy for Africa, while making the necessary adjustments because of the realities and opportunities related to the institution.

For a better understanding of its mission let us open the door to LAPORTE.

Good reading and see you soon.

Twins

BIMESTRIEL GRATUIT ÉDITÉ PAR
**le Comité de Concertation
État-Secteur Privé**

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Mme Mariam FADIGA FOFANA

RÉDACTEUR EN CHEF : Charles ZOKO SÉBÉ

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Georges COPRÉ

SECRÉTARIAT DE LA RÉDACTION : Ébenisaire N'CHO

RÉDACTION : Serges SÉKÉ / Suzanne ALLÉGBÉ / Ismaël Coulibaly / Yacouba CISSÉ / Abou-Bakr GBOHOU / Souleymane SANGARÉ / Louis Parfait BROU / Kadiata FADIKA / Patrice BAN / Eugène N'DRI / Roger APPÉ / Marina KOUAKOU / Fatou DIALLO

TRADUCTION : Dr Yssouf TOURÉ, Mohamedou KONÉ et Marcel SAHAN

RÉVISION : F. E. Christopher

COLLABORATION : Mme Mariama Diarra BAKAYOKO / Mme Ghislaine N'Zue Abé CHIA / Souleymane OULAI / Mory FADIGA / OUATTARA Béma

RÉGIE / ÉDITION : Abm Consult

Email : info@abm-consult.com,

Site web : www.abm-consult.com

Contact : + 225 22 44 50 42 - Fax : +225 22 44 11 31

INFOGRAPHIE : Le SAG

Dépôt légal : N° 11407 du 18 août 2014

TIRAGE : 5000 exemplaires

FORMATION PROFESSIONNELLE LE VICE-PRÉSIDENT DUNCAN RÉCEPTIONNE LE BÂTIMENT RÉNOVÉ DE L'IPNETP



« La disponibilité d'un capital humain de qualité, avec une jeunesse et des cadres bien formés, agissant en tant qu'acteurs de développement, est un passage obligé pour asseoir une économie et une administration performantes. Et, comme j'ai coutume à le rappeler, avec insistance, en citant le philosophe français Jean Bodin, « il n'est de richesse que d'hommes », a indiqué le vice-président de la République, Daniel Kablan Duncan. Le numéro deux ivoirien a fait cette déclaration, le 28 mars dernier, lors de la cérémonie de réception du bâtiment D et des ateliers rénovés et équipés de l'Institut pédagogique national et l'Enseignement technique et professionnel (Ipnetp) de Cocody. La réhabilitation de cet institut a été possible grâce au Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (Proforme). Qui a été financé par l'Union Européenne (UE) à hauteur de 18.645.045.459 F CFA. Ce sont au total 10 établissements de formation professionnels qui ont été réhabilités et équipés ; 1661 cadres formés ainsi que 7800 apprenants qui ont suivi des formations qualifiantes. La ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, Kandia Camara, a traduit toute sa gratitude à l'UE et plaidé pour d'autres Proformes. « Notre volonté commune est de permettre à la jeunesse ivoirienne d'être le moteur de l'émergence. La formation professionnelle est cruciale et c'est un défi pour la Côte d'Ivoire de former les jeunes qui atterrissent sur le marché de l'emploi. La formation professionnelle doit répondre à un besoin, celui du secteur privé », a souhaité l'ambassadeur de l'UE en Côte d'Ivoire, Jobst Von Kirchmann. Le directeur de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), Li Yong, a réitéré sa disponibilité à accompagner les autorités ivoiriennes dans la formation des jeunes. Le directeur de l'Ipnetp, Zacharia Berthé a été décoré ainsi que plusieurs enseignants et membres de l'administration de cet institut.

FDFP : 23 CONVENTIONS DE FINANCEMENT DE PROJETS DE FORMATION À PLUS D'UN MILLIARD FCFA AU PROFIT DE 7731 BÉNÉFICIAIRES.

La nouvelle équipe dirigeante du Fonds de développement de la formation professionnelle (FDFP) a procédé, lors de plusieurs sessions de commissions permanentes, les 10 et 17 avril et 29 mai 2019, à la validation de 52 projets collectifs, au profit de 7731 bénéficiaires. Sur les 52 projets agréés, 23 conventions ont été signées au cours d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée le mardi 11 juin 2019, au siège du FDFP pour un montant global de plus d'1 milliard FCFA. Il s'agit de projets offrant un apprentissage pour l'acquisition de compétence en vue de l'intégration dans un domaine d'activité ou l'insertion professionnelle et renforcement des capacités pour une progression dans l'exercice de l'activité ou une reconversion. La cérémonie a eu lieu en présence du secrétaire général du FDFP, Ange Léonid Barry-Battesti, Michel Zadi, porte-parole des promoteurs ainsi que Maniga Sadia, porte-parole des récipiendaires.



FINANCEMENT DES PME

LA SGCI OFFRE 350 MILLIARDS F CFA SUR 4 ANS

C'est une bonne nouvelle pour les PME ivoiriennes. La Société Générale de Côte d'Ivoire (SGCI) vient de signer une convention avec le secrétariat d'Etat chargé de la promotion des PME pour le financement des PME à hauteur de 350 milliards F CFA sur 4 ans, le 20 mai 2019. Cette convention a été signée entre le directeur général de la SGCI, Ayméric Villebrun et le secrétaire d'Etat auprès du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la promotion des PME, Félix Miezán Aboblé, pour mettre en place « une nouvelle approche d'accompagnement » des PME. Le but de cette convention est de favoriser l'émergence d'un tissu d'entreprises performantes et porter le pays vers une croissance économique dynamique.



Par Louis Parfait Brou et Patrice Ban

CONGRÈS MONDIAL DE L'UNION POSTALE : LA CÔTE D'IVOIRE PRÊTE À ABRITER LES ASSISES DE 2020

Claude Isaac Dé, ministre de l'Economie numérique et de la Poste, a fait une déclaration à l'occasion de la session 2019 du conseil de l'Union internationale des Télécommunications (UIT). Dans son adresse, le ministre a exprimé ses sincères remerciements et toute sa gratitude pour cette marque de confiance renouvelée en notre pays qui s'apprête à accueillir toute la communauté postale à son Congrès mondial de 2020. Claude Isaac Dé a également félicité les autres pays membres du présent conseil, élus ou réélus, en particulier ceux qui y



siègent pour la première fois, mais aussi les fonctionnaires élus, constituant le staff dirigeant de l'organisation.

« La Côte d'Ivoire prend la pleine mesure des enjeux et défis, et a conscience des responsabilités qui sont les siennes », a-t-

il dit. De même, le patron de l'Economie numérique et de la Poste a rassuré sur le respect des engagements pris et solennellement annoncés lors de la PP18, notamment celui de rehausser sa contribution financière au sein de l'UIT en la portant désormais à deux parts contributives, soit une multiplication par huit (8) de son niveau initial. En outre, il a réitéré la disponibilité des autorités ivoiriennes à collaborer de façon pleine et entière, et à contribuer activement aux travaux afin qu'ils puissent ensemble répondre aux attentes des différents mandants. Rappelons que lors de la 22ème Conférence des Plénipotentiaires à Dubaï, à la fin de l'année 2018 (la PP-18), la Côte d'Ivoire, après plusieurs années d'absence, a été élue pour réintégrer le Conseil de l'UIT.

ECONOMIE : UN STATUT DE L'ENTREPRENANT POUR ACCOMPAGNER LES PME



Le gouvernement ivoirien veut offrir un statut digne de son nom aux entrepreneurs ivoiriens. L'objectif, selon le secrétaire d'Etat auprès du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la Promotion des Petites et moyennes entreprises (PME), Félix Anoblé Miézan, est de permettre à l'Ivoirien, qui n'a pas de grands moyens, qui n'a forcément pas besoin d'un grand financement, de prendre son envol, d'évoluer progressivement. « Le statut de l'entrepreneur va développer une politique pour pouvoir les accompagner parce que c'est à partir de ces micro-entreprises que nous allons créer les

petites entreprises, desquelles naîtront les moyennes entreprises, qui deviendront des grandes entreprises appartenant à des Ivoiriens (...) qui pourront attaquer le marché ivoirien après avoir développé une économie de taille forte », a argumenté M. Anoblé, qui s'exprimait autour du thème : « PME et développement économique et social en Côte d'Ivoire : enjeux et défis ». Et d'ajouter que cette identification va permettre à l'entrepreneur de bénéficier d'un encadrement particulier, d'une formation, d'une fiscalité étudiée, d'un suivi particulier, d'une protection sociale étudiée qui sera différente de celle des grandes entreprises.

CITHA 2019 À ABIDJAN : CE QUE GAGNE LA CÔTE D'IVOIRE

Dans une interview, Siandou Fofana, ministre du Tourisme, donne les retombées pour la Côte d'Ivoire avec l'organisation de la conférence de l'investissement touristique et hôtelier africain (CITHA) à Abidjan, le 19 juin prochain. Pour la deuxième année consécutive, « cette conférence permettra de recueillir l'ensemble des problématiques liées aux secteurs hôtelier et touristique, et de mettre en relation des acteurs clés pour appuyer le secteur privé dans la promotion du développement hôtelier et para-hôtelier. Aller à la rencontre

des investisseurs qui seront présent à la CITHA est primordial pour mener à bien nos différents chantiers », a soutenu Siandou Fofana. Selon lui, elle donnera au secteur du tourisme de notre pays, aujourd'hui 3ème secteur exportateur du pays, d'être un véritable relais de croissance économique, et une solution pour équilibrer la balance commerciale, d'amorcer également le développement territorial en dehors d'Abidjan, afin de désengorger la capitale économique et développer le tourisme dans les villes secondaires, etc. Il faut retenir que la Côte d'Ivoire a annoncé un plan ambitieux de développement du tourisme dénommé « Sublime Côte d'Ivoire », requérant 3 200 milliards de FCFA d'investissements

d'ici 2025. Placée sous le haut patronage du ministre du Tourisme, cette nouvelle édition de la CITHA est co-organisée par Horwath, Proparco et Radisson Hotel Group, avec le soutien de Gassim.





PROJET DE SOLUTIONS NUMERIQUES POUR LE DESENCLAVEMENT DES ZONES RURALES ET L'e-AGRICULTURE



Financement Groupe Banque Mondiale : Crédit IDA N° 6244-CI

Le Gouvernement ivoirien, depuis la fin de la crise post-électorale en 2011, a pris le pari de faire de la Côte d'Ivoire, un pays émergent d'ici à l'horizon 2020. C'est pourquoi, les politiques mises en place en faveur de la relance économique sont axées sur la modernisation de tous les secteurs d'activités. L'une des ambitions du Gouvernement est de rendre efficiente la mise en œuvre de la réforme du secteur agricole par le moyen des Technologies de l'Information et de la Communication qui constituent un facteur de développement économique, de bonne gouvernance, de compétitivité, de création d'emplois, de diffusion du savoir et d'amélioration de la fourniture de services divers. Ces technologies ont un impact considérable sur tous les secteurs d'activités et constituent l'un des plus importants domaines de création de valeur pour l'économie ivoirienne.

L'Objectif de Développement du Projet est d'accroître l'accès aux services numériques dans les zones rurales et l'usage des plateformes numériques pour améliorer la productivité agricole et l'accès aux marchés.

LES RESULTATS ATTENDUS

La population locale, en particulier les femmes et les petits exploitants agricoles, bénéficie d'une augmentation de la couverture des services TIC et de l'augmentation de l'utilisation des TIC (accès vocal, SMS et Internet) ;

Du fait de l'utilisation accrue de solutions numériques, les petits exploitants agricoles dans les zones ciblées enregistrent une hausse :

- Des rendements des cultures sélectionnées (volume de production par hectare ou par petit exploitant) ;
- Du volume des ventes des cultures sélectionnées ; et de la réduction des pertes post récolte pour les organisations de producteurs sélectionnées et soutenues par le projet.

Des solutions numériques pour le développement rural sont accessibles, avec des plateformes électroniques opérationnelles et utilisées par :

- Les utilisateurs finaux tels que les petits exploitants ; et
- Les services administratifs publics et de gestion sociale chargés du suivi et d'orientation des politiques de développement rural + le nombre de km de routes d'accès rurales réhabilitées ou entretenues.

LES ZONES D'INTERVENTION DU PSNDEA

La zone d'intervention du Projet couvre les régions du Bounkani (Bouna) ; du Poro (Korhogo) ; du Tchologo (Ferkessedougou) ; de la Bagoué (Boundiali) ; du Kabadougou (Odienné) ; du Folon (Minignan) ; du Haut Sassandra (Daloa) ; de la Marahoué (Bouaflé) ; du Gôh (Gagnoa) et du Lôh-Djiboua (Divo).

Dans ces régions, les spéculations ciblées par le projet sont le Riz, le Maïs, le Manioc, l'Igname, la Banane plantain, les cultures maraîchères, le karité, le Poulet traditionnel et la pintade.

LES COMPOSANTES DU PROJET

Pour atteindre les Objectifs de développement du projet, le projet proposé comprend quatre composantes (pour un coût total estimé à 70 millions dollars EU) :

COMPOSANTE 1 : EXTENSION DE LA CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE DANS LES ZONES RURALES ET ISOLÉES CIBLÉES.

Elle consiste à étendre la couverture des services TIC dans les zones rurales, ce qui conduira à une augmentation du nombre de producteurs agricoles, d'administrations publiques, d'entreprises agricoles et des autres acteurs de la chaîne de valeur agricole pouvant accéder aux services de communications mobiles (voix et SMS) et à internet ;

- (Sous-composante 1.1) : **Analyse et évaluation de l'environnement des TIC : cadre juridique et institutionnel ;**
- (Sous-composante 1.2) : **soutenir l'extension de la couverture des services numériques dans les zones rurales ciblées** en utilisant des mécanismes de PPP à accès libre.

A travers les critères de sélection, six régions prioritaires ont été identifiées pour la composante 1 : i) les Régions du Kabadougou, du Folon ; ii) les Régions du Poro, du Tchologo, de la Bagoué ; iii) et la région du Bounkani. Ces six régions sont particulièrement touchées par les problèmes de la faiblesse de la connectivité et de la productivité, ainsi que par des questions liées aux impacts du changement climatique.



Échanges entre le Coordonnateur Henri DANON et les acteurs de Daloa.

COMPOSANTE 2 : SERVICES NUMÉRIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE.

Elle vise la fourniture de services numériques agricoles dans la culture et la commercialisation des spéculations ciblées par ce projet. Les activités proposées jetteront les bases d'une meilleure diffusion des technologies pour assurer une amélioration de la productivité et des systèmes agricoles durables, ainsi qu'un meilleur accès aux informations sur les marchés. Les activités de cette composante contribueront également à améliorer la gestion des données, des informations et des connaissances dans la planification, la conception, la mise en œuvre et la fourniture de services agricoles aux acteurs des filières agricoles (notamment les petits exploitants agricoles) à travers l'utilisation d'outils et d'applications numériques appropriés, les objets connectés (Internet of Things - IoT), et le Big Data.

Sous-composante 2.1 : Agriculture intelligente et organisations de producteurs.

Cette sous-composante appuie les agriculteurs organisés autour d'un produit d'intérêt commun et renforce leurs capacités en matière de gestion de la production et de commercialisation intelligentes sur le plan climatique, etc.

Sous-composante 2.2 : Renforcement de capacité en outils numériques. Le principal objectif de cette sous-composante est de renforcer les capacités des agences agricoles concernées à tous les stades de la collecte et de la gestion des données, afin d'améliorer la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes de développement agricole durable aux niveaux national et local.

Sous-composante 2.3 : Plateforme Numérique pour le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Le principal objectif de cette sous-composante est de renforcer le système de communication du MINADER.

Sous-composante 2.4 : Développement de services numériques. Le principal objectif de cette sous-composante est de fournir des services numériques aux petits agriculteurs dans les zones du projet pour une productivité accrue. Cette sous-composante s'attaquera aux problèmes ci-dessous rencontrés par les petits agriculteurs dans les zones du projet ciblé : i) l'absence de données, d'informations et de connaissances sur l'agriculture et le climat, facilement accessibles, abordables, utiles, presque en temps réel, fiables et pertinentes pour obtenir des conseils à temps de sorte à améliorer la productivité des cultures et de l'élevage et générer des revenus, etc.

COMPOSANTE 3 : RÉHABILITATION DES ROUTES RURALES.

Cette composante s'attaquera aux problèmes d'accès aux marchés par les petits agriculteurs dans les zones ciblées par le projet. Elle mettra l'accent sur les routes rurales essentielles permettant l'accès aux zones de production et aux marchés ciblés dans les zones de Divo, Daloa, Gagnoa, Korhogo, Boundiali et Bouna.

Sous-composante 3.1 : Etudes techniques. Cette sous-composante financera les études de faisabilité technique, les évaluations environnementales et sociales

Sous composante 3.2 : Travaux de réhabilitation des pistes rurales. Cette sous-composante financera les travaux de réhabilitation d'environ 560 km et d'entretien de 2400 km.

Les chaînes de valeur identifiées par les Ministères en charge de l'Agriculture et des Ressources Animales comme prioritaires (avec un accent mis sur les denrées de consommation courante) pour cette composante sont : a) **le maïs, le manioc, le riz ; b) la banane plantain, l'igname ; c) le karité ; et d) la volaille (poulet traditionnel et pintade).** En tenant compte des régions où ces chaînes de valeur sont prédominantes, la composante ciblera les régions suivantes : les régions déjà prises en compte dans la Composante 1 (les Régions Kabadougou et Folon, les Régions Poro, Tchologo, Bagoué et la Région du Bounkani) plus les Régions du Haut Sassandra-Marahoué, et les Régions du Gôh, Lôh-Djiboua. Ces cultures s'inscrivent en majorité dans le secteur agricole informel. Les producteurs et les agriculteurs pour ces cultures sont principalement des femmes.

COMPOSANTE 4 : GESTION DU PROJET.

Elle comprend la gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation du projet et la communication.

Cette composante contribue à la création d'une Unité d'Exécution du Projet (UEP) et couvrira la formation, les équipements de bureau, les coûts de fonctionnement, les audits et les communications ainsi que le Suivi et évaluation (S&E), les études environnementales et sociales, leur mise en œuvre et/ou le suivi de leur mise en œuvre.

Les bénéficiaires du projet sont constitués d'un groupe cible d'environ 1,2 million d'habitants pour la Composante 1 (soit environ 55 % des 2,2 millions d'habitants du nord du pays qui ne sont toujours pas couverts par un réseau sans fil) et de 6,1 millions d'habitants pour la Composante 2 (les 2,2 millions d'habitants de la partie nord du pays plus les 3,9 millions d'habitants du centre-ouest du pays). La grande majorité de ces habitants sont de petits exploitants agricoles. Ce sont entre autres :

- Les populations rurales en particulier les Femmes, les Jeunes, et les Petits producteurs agricoles ;
- Les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) (Interprofessions, Plateformes, Sociétés coopératives, Groupements, Associations, ONG, Autres) ;
- Les structures déconcentrées de l'Administration : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ; Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) ; Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) ; Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINSÉDD) ;
- Représentations locales ; Structures sous tutelle : Agence Nationales d'Appui au Développement Rural (ANADER) ; Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) ; Fond Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA) ; Centre National de Recherche Agricole (CNRA) ; Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV) ; Société pour le Développement des forêts (SODEFOR).



Association des coopératives de karité et de produits maraichers de DOROPO

PROFESSIONAL EDUCATION : **OPENING CEREMONY OF THE IPNETP RENOVATED BUILDING CHAIRED BY THE VICE-PRESIDENT DUNCAN**

During his speech, The Vice President, Daniel Kablan Duncan asserted that: “the availability of High-quality human resources, with a high rate of youth and well-trained executives development actors, are necessary steps for a successful economy and administration. As I use to quote from the french philosopher, Jean Bodin, there is no wealth but men.” This speech was made, on March 28, during the opening ceremony of the IPNETP renovated building in Cocody. The rehabilitation of this institute was made possible by the Support Program for Vocational Training and Youth Inclusion (Proforme). It was financed by the European Union (EU) with 18,645,045,459 F CFA, namely 10 vocational training institutions were rehabilitated, equipped, 1661 executives have been trained, 7800 learners have attended qualifying training. The Minister of National Education, Technical Education and Vocational Training, Kandia Camara has expressed her gratitude to the EU and advocated for additional Proforme

initiatives. The Director of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), Li Yong reiterated his willingness to support the Ivorian authorities in the training of young people initiatives.



CONGRESS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION, **CÔTE D'IVOIRE IS READY TO HOST THE 2020 SESSION.**



Claude Isaac Dé, Minister of the Digital Economy and the Post office, has made a speech during the 2019 session of the International Telecommunication Union Council (ITU). During his speech, he has expressed his gratitude for this renewed confidence in our country, which is preparing to welcome the entire Postal Community during its 2020 World Congress. In addition, the head of the digital economy and the post office has reaffirmed the respect of the commitments made and solemnly announced during the PP18, mainly the enhancing of the financial contribution within the ITU. In addition, he has reaffirmed the willingness of the Ivorian authorities to work in order to meet the expectations of different representatives.

FDFP : **FUNDING 52 JOINT PROJECTS FOR 7731 RECIPIENTS**

On April 10 - 17 and May 29, 2019, the new management team of the Fund for the Development of Vocational Training (FDFP) approved 52 collective projects of more than 2 million FCFA, for 7731 recipients. Of the 52 approved projects, 23 agreements were signed during an official ceremony that took place on Tuesday, June 11, 2019, at the head office of the FDFP for an amount of more than 1 million FCFA. These projects offer learning opportunity to reinforce the capacity building of the recipients but also help them integrate to more profitable businesses. The ceremony was attended by the secretary general of the FDFP, Ange Leonid Barry-Battesti, Michel Zadi, spokesman for the promoters and Maniga Sadia, spokesman for the recipients.



CITHA 2019 IN ABIDJAN : THE BENEFITS FOR THE COUNTRY



During an interview, Siandou Fofana, Minister of Tourism, spoke about the benefits of the organization of the conference of the Tourist Investment and African Hotel Industry (CITHA) held in Abidjan, on June 19th. According to him, the tourism sector of our country, which is the 3rd largest exporting sector of the country, is a genuine economic growth driver, and an alternative to improve the balance of trade and boost the development of secondary cities, etc.

FINANCING SMEs : THE SGCI OFFERS 350 BILLION CFA OVER 4 YEARS

This is a good news for the Ivorian SMEs. The “Société Générale de Côte d’Ivoire (SGCI)” has just signed an agreement with the State Secretariat for the promotion of SMEs on May 20, 2019. It is an offer of 350 billion CFA francs over 4 years. This convention was signed by SGCI’s General Director, Villebrun Ayméric and the Secretary of State to the Minister of Trade, Industry and SME Promotion, Félix Miezan Anoblé. The purpose of this agreement is to promote the emergence of a successful companies’ network



ECONOMY : THE STATUS OF THE ENTREPRENEUR TO SUPPORT THE SME SECTOR

The Ivorian government aims at supporting the Ivorian entrepreneurs. The goal, according to the Secretary of State to the Minister of Trade, Industry and Promotion of SMEs, in charge of the Promotion of Small and Medium-sized Enterprises (SMEs), Anoblé Miézan Félix, is to allow the vulnerable ivorian population to launch their own business. The identification project will allow entrepreneur to benefit from a particular supervision, training, studied taxation, particular follow-up, particular social protection which will be different from that of the large companies.

COMITÉ DE CONCERTATION ÉTAT/SECTEUR PRIVÉ

RPF RÉSEAU DES POINTS FOCUX

Le réseau pour une économie performante

ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE

abm CONSULT

Notre expertise à votre service

Régie - Édition - Conception - Événementiel - Cadeaux d'affaires

Événementiel

Vous aurez plaisir à offrir!

abm CONSULT
01 20 00 00 00
01 20 00 44 52 42
01 20 00 44 11 01

Site : www.abm-consult.com
Site web : www.abm-consult.com

DIASPORA IVOIRIENNE AUX ETATS-UNIS : LE PREMIER MINISTRE IVOIRIEN, AMADOU GON COULIBALY, ENCOURAGE LES IVOIRIENS À ENTREPRENDRE EN CÔTE D'IVOIRE



Le Chef du gouvernement a eu à un accueil chaleureux

Prenant part à la 2ème édition du Forum des Compétences de la Diaspora de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis, le 13 avril 2019 à Washington DC, le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a exhorté les Ivoiriens à investir au pays pour créer des emplois.

Le chef du gouvernement les a invités à saisir les opportunités qui s'offrent à eux en Côte d'Ivoire.

« Le secteur de l'agro-industrie et la transformation de nos matières premières sont des secteurs porteurs. Je vous exhorte à y investir et à attirer vos amis du secteur privé américain à venir entreprendre en Côte d'Ivoire », a-t-il dit. Pour motiver ses compatriotes, Amadou Gon Coulibaly les a rassurés quant aux formalités et facilités de création d'entreprises mises en place, notamment la digitalisation.

Le Premier ministre a rappelé le contexte socio-économique favorable pour les investissements.

Avec une forte croissance de 8% en moyenne par an, un niveau de pauvreté passé de 51% en 2011 à 46% en 2015 et un climat des affaires des plus attractifs.

Pour l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire aux États-Unis, Mamadou Haidara, le forum visait à lancer la réflexion sur la sensibilisation de la diaspora ivoirienne à la culture d'entreprise.



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

Par Ismael Coulibaly

LE PREMIER MINISTRE AMADOU GON COULIBALY A PARTICIPE AUX REUNIONS DE PRINTEMPS DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI

Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a conduit la délégation ivoirienne aux Réunions de Printemps de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), le 10 avril 2019, à Washington DC.

A l'agenda de cette mission, des rencontres avec les hauts responsables du Groupe Banque mondiale, du FMI et d'autres partenaires au développement, en vue de renforcer les relations entre la Côte d'Ivoire et les Institutions de la finance et du développement international.

Amadou Gon Coulibaly a présenté les potentialités économiques

et l'environnement des affaires du pays aux investisseurs.

Cette mission intervient après plusieurs évaluations positives sur la situation socio-politique du pays par le FMI, le Millenium Challenge Corporation (MCC) des Etats-Unis, le « Doing Business » de la Banque mondiale et l'Indice Mo Ibrahim sur la gouvernance africaine.

Le Chef du gouvernement a été accueilli à l'aéroport International Dulles par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire aux États-Unis, Mamadou Haidara.



Le Chef du gouvernement a été reçu par Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour les Infrastructures.



Le Premier ministre et Gilbert Kaplan.



Le Premier ministre à son arrivée.



Visite, le 25 mai, du site pk 24 avec le DG du FODI, Bley et le DG de l'AGEDI, Ouattara avec les 3 intervenants du panel venant du Mali du Kenya et du Sénégal.



Le DG du FODI assistant à un panel avec le conseiller technique Bombo.



Vue d'ensemble des participants de l'atelier.



Participation du DG du FODI au panel sur le digital.



Intervenants du panel 2 sur le volet juridique.



Les invités présents aux panels.



Le déjeuner servi à la pause.



Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles

FONDS DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES



Mobilisation des ressources

- ➔ Les Levées de fonds
- ➔ La collecte des redevances industrielles



Financement des activités liées aux infrastructures industrielles

- ➔ La purge des droits coutumiers
- ➔ L'indemnisation des cultures
- ➔ La réhabilitation des zones industrielles existantes
- ➔ La création de nouvelles zones industrielles



Société d'Etat au capital social de 10 000 000 FCFA sise a Cocody-Deux plateaux
les Vallons Abidjan Côte d'Ivoire - 06 BP 2552 Abidjan 06 (RCI)

- Email : secretariat.fodi@gmail.com www.fodi.ci

Tel: +225 22 41 26 63 / 22 51 47 90 / 22 41 26 68

FÊTE DU TRAVAIL : LE PREMIER MINISTRE AMADOU GON COULIBALY REND HOMMAGE AUX TRAVAILLEURS IVOIRIENS, NOTAMMENT AUX AGRICULTEURS

A la fête du Travail qu'il présidait le 1er mai 2019 à la Primature à Abidjan, le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a rendu hommage aux travailleurs ivoiriens, notamment aux agriculteurs pour leurs efforts ayant permis au pays de réaliser les performances de croissance socio-économique et de développement enregistrées ces dernières années.

« Je voudrais rendre un hommage appuyé aux premiers travailleurs de notre pays, les producteurs agricoles, ceux qui font la richesse de notre nation et qui sont toujours à la tâche, avec courage et abnégation », a déclaré Amadou Gon Coulibaly. Déplorant les fluctuations du marché international, à la base de la baisse des revenus des producteurs agricoles, le Premier

ministre a rassuré que le gouvernement mettra tout en œuvre pour que les producteurs aient des revenus conséquents afin de vivre décemment de leur travail.

Concernant la baisse actuelle du cours de l'anacarde, Amadou Gon Coulibaly a indiqué qu'un plan d'achat sera mis en œuvre par le Conseil du Coton et de l'Anacarde en vue de faire respecter le prix plancher fixé par le gouvernement à 375 F CFA le kilogramme.

Mais, pour le Premier ministre, la solution durable réside dans la transformation locale des matières premières agricoles pour garantir des revenus plus stables aux producteurs.



Le Premier ministre Amadou GON...



... saluant les travailleurs



Premier ministre et Soro Mamadou, secrétaire général de la Centrale Syndicale Humanisme.



FONDS DE DÉVELOPPEMENT
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LA FORMATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT



ABIDJAN

☎ (225) 21 75 05 05 / 21 35 12 04 ☎ (225) 21 75 05 97 / 21 75 05 92 ☎ 20 BP 1068 Abidjan 20
📍 Treichville, Maison de la Formation, Boulevard Valéry Giscard D'estaing.

BOUAKÉ

VOIE PRINCIPALE D'ABIDJAN
FACE TRESOR
20 BP 1068 ABJ 20
Tél : 31 65 67 53
Fax : 31 65 67 52

SAN PEDRO

FACE GLACIER QTER MITORO
CARR. ASSO.
BP 1460 SAN PEDRO
Tél : 34 71 70 70
Fax : 34 71 70 73

ABENCOUROU

QTER PLATEAU, FACE COLLEGE
CATHOLIQUE KIRMAN
BP 666 ABENCOUROU
Tél : 35 91 22 10
Fax : 35 91 35 43

DALDA

COMMERCE PRES DE LA PIERA
CARRIERE LA PHIE APRILLE
BP 2121 DALDA
Tél : 32 78 11 01
Fax : 32 75 47 36

KOIKOHO

VOIE PRINCIPALE D'ABIDJAN
FACE TRESOR
20 BP 1068 ABJ 20
Tél : 31 65 07 53
Fax : 31 65 67 52

GRAND BASSAM

MAISON DE L'APPRENTI
QUARTIER CAROP II
Tél : 21 00 98 65
Fax : 21 30 38 64

www.fdfp.ci

LANCEMENT DES ACTIVITÉS DE L'OBSERVATOIRE DE LA QUALITÉ DES SERVICES FINANCIERS DE CÔTE D'IVOIRE

Les activités de l'Observatoire de la qualité des services financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI) ont été officiellement lancées à la fin avril par le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances, Adama Koné. Selon lui, il s'agit, à travers cet observatoire, d'offrir aux acteurs, notamment les clients et usagers, des voies de recours plus efficaces, tout en veillant à la bonne appropriation des informations par les bénéficiaires des dispositifs existants et à la compréhension de la réglementation relative au contenu de l'offre des produits et services, des logistiques de tarification et des normes de qualité.



Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Koné.



Assahoré Konan Jacques, directeur général du Trésor, lors de son allocution



Issa Fadiga, directeur général de la CNCE.



Photos de famille.



Certifié ISO 9001 : 2015 

- **GENIE CIVIL**
- **ENERGIE**
- **RECHERCHE**

DOMAINES D'ACTIVITES :

- ✓ Essais de laboratoire
- ✓ Etudes de sols et fondations
- ✓ Contrôle qualité
- ✓ Recherche appliquée
- ✓ Expertise
- ✓ Sécurel
- ✓ Audits électriques
- ✓ Economie d'énergie
- ✓ Formation technique



Tél. : 21 21 23 00 / 21 21 23 01 - Fax : 21 25 36 71
www.lbtp.org - info@lbtp.org / lbtp@aviso.ci

Le 25/04/2019, s'est déroulé la cérémonie officielle de lancement de la nouvelle identité visuelle Princesse Tatie.

Cette cérémonie a débuté par une conférence de presse, puis un dîner en rose qui s'est tenu dans les locaux d'Abidjan, sis à Treichville, rue des carrossiers.

C'est 31 organes de presse qui ont participé à la conférence qui s'est tenue le 25 Avril 2019 à 17h00 au siège de la SUCAF-CI à Abidjan, avec :

- 14 représentants de la presse écrite
- 14 représentants de la presse en ligne
- 3 représentants de chaînes radio.

Des dossiers de presse ont été remis aux différentes personnes présentes afin d'avoir de plus amples informations sur la SUCAF-CI, la marque Princesse Tatie, les changements, ainsi que le dispositif de

communication pour accompagner ces changements. Les questions abordés portaient principalement sur :

- Les changements intervenus sur la marque et les nouveaux emballages
- L'impact de ces changements sur le consommateur
- Les mesures de lutte contre la fraude.

Quant au Dîner en rose s'est tenu à partir de 18h30 au siège de la SUCAF-CI, avec la participation de 110 Personnes,

Après les mots de Bienvenue du DGA, la nouvelle Princesse Tatie a été dévoilée par le PCA. Puis les différents dispositifs de communication pour accompagner les changements ont été exposés..

Sur ce, les convives ont été invités aux buffets. Le repas s'est soldé par la prestation de l'artiste Meiway et la coupure du gâteau.



Conférence de presse du Jeudi 25 Avril dans les locaux SUCAF-CI à Abidjan



Coupure officielle du gâteau pour clôturer le Dîner en rose par Mme Rose-line Baroan, SG de SUCAF-CI et M. Jean Pierre CHAMPEAUX



Prestation de l'artiste Meiway.



Mots de bienvenu du Dîner en rose du DGA de SUCAF-CI, M. Jean Pierre CHAMPEAUX



Présentation des dispositifs de communication accompagnant les changements d'identité visuel par Mme Edwige SOL-LOZA, responsable commerciale et marketing



Bienvenue
chez
les fabricants
des petits
bonheurs



INFORMATIONS JURIDIQUES ET CONTACTS

SUCAF CI - Société Anonyme de droit ivoirien
créée en 1997 à Abidjan au capital
de 21.200.000.000 francs CFA (soit 32.319.192 Euros)

Adresse du siège social :
PERKE I - BP 130 Ferkessédougou
Tél. : (225) 21 21 57 57 / 21 21 48 67

Adresse du bureau d'ABIDJAN :
22 rue des Carottiers - 01 BP1967 Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 57 57 / Fax : (225) 21 24 20 20

Contact Mail : info@sucafci@sucafci.com

SITA 2019 : LE MINISTRE SIANDOU FOFANA PRÉSENTE LA STRATÉGIE « SUBLIME CÔTE D'IVOIRE »

Présidant la cérémonie d'ouverture de la 9ème édition du Salon international du Tourisme d'Abidjan (SITA 2019), le 27 avril à Abidjan, le ministre ivoirien du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, a indiqué que la Côte d'Ivoire est résolument engagée pour le développement du tourisme.

« La stratégie «Sublime Côte d'Ivoire» témoigne



La coupure du ruban symbolique.

de l'ambition du gouvernement ivoirien résolument engagé pour le développement du secteur du tourisme et des loisirs », a indiqué Siandou Fofana. La mise en œuvre de cette stratégie répartie en neuf projets et neuf réformes mobilisera 3 200 milliards de FCFA d'investissements publics et privés. Elle devra permettre au pays d'être la 5ème destination touristique africaine avec 5 millions de touristes internationaux à l'horizon 2025. Siandou Fofana a rappelé les performances de la Côte d'Ivoire, notamment le flux touristique qui est passé 3 083 246 en 2016 à 3 938 972 pour l'année 2018, soit une croissance de 22% générant des recettes de 1 114 milliards de FCFA. Pour le ministre ivoirien du tourisme, le SITA 2019 qui se tient autour du thème « Synergie du tourisme en Afrique, une force économique », est une occasion pour les pays africains de démontrer leur capacité à créer ensemble des événements de dimension sous-régionale et internationale. Le ministre burkinabè de la Culture, des Arts et du Tourisme, Abdoul Karim Sango, était présent à cette cérémonie avec un parterre de personnalités représentant une trentaine de pays hôtes.



La cérémonie d'ouverture.



Le stand de Côte d'Ivoire Tourisme.



Les stands artisans.

Par Kadidiata FADIKA

COOPÉRATION : LA BANQUE MONDIALE OCTROIE 245 MILLIARDS FCFA POUR 3 PROJETS D'ENVERGURE

Le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Koné, et le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Pierre Laporte, ont signé des accords de financement de trois nouveaux projets, d'une valeur cumulée de 245 milliards FCFA, le jeudi 19 avril 2019, au 20ème étage de l'immeuble Sciam. Il s'agit de projets concernant notamment le projet d'achat stratégique et d'harmonisation des financements et des compétences de santé (SPARK), d'un montant de plus

de 128 milliards de FCFA (220 millions de dollars), le projet d'amélioration de la gouvernance pour la délivrance des services de base aux citoyens, d'un montant de plus de 58 milliards de FCFA (100 millions de dollars) et celui d'appui au développement de l'enseignement supérieur du même montant (100 millions de dollars). Le ministre ivoirien de la Santé et de l'Hygiène publique, Aka Aouélé, était à cette cérémonie.



Pierre Laporte et Adama Koné, lors de la signature de la convention et l'échange des parapheurs.



Les ministres Aka Aouélé et Adama Koné en compagnie de Pierre Laporte.



Une vue de la rencontre.



La photo de famille.

AGEDI

AGENCE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

QUI SOMMES NOUS ?

L'AGEDI est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial créé par Décret N°2013-298 DU 2 Mai 2013.

LES MISSIONS DE L'AGEDI :

Au titre de la création des zones économiques à usage industriel :

- 1- élaborer des programmes de création des zones industrielles
- 2- élaborer des études et de procéder à l'aménagement et à l'équipement des zones économiques à vocation industrielle ;
- 3- entreprendre directement ou indirectement tous travaux d'infrastructure ou de superstructure lui permettant de créer des zones économiques à vocation industrielle, en vue de les louer aux Promoteurs industriels.

Au titre de l'attribution des lots :

- 1- recevoir et instruire les dossiers de demande de terrains à usage industriel introduits au Guichet unique du CEPICI (Centre de Promotion des investissements en Côte d'Ivoire) par les promoteurs industriels ;
- 2- mettre les terrains à la disposition des demandeurs ;
- 3- engager et suivre les formalités visant la délivrance des actes administratifs relatifs au bail.

Au titre de la gestion des zones économiques à usage industriel :

- 1- assurer le suivi de la mise en valeur, par les bénéficiaires, des terrains attribués ;
- 2- déterminer les garanties éventuelles à présenter par les bénéficiaires de lots ;
- 3- réaliser les travaux d'entretien des parcs et zones industrielles.
- 4- contrôler la régularité des occupations et des activités exercées sur les zones industrielles ;
- 5- faire respecter les procédures de retrait des lots industriels.

PROCEDURES ET CONDITIONS D'OCCUPATION DES TERRAINS À USAGE INDUSTRIEL

La procédure d'occupation d'un terrain à usage industriel se fait en trois étapes :

- 1- L'obtention d'une lettre d'autorisation de mise en valeur de terrain à usage industriel et du permis de construire ;
- 2- L'obtention d'un arrêté d'occupation de terrain à usage industriel ;
- 3- La conclusion d'un bail emphytéotique.

LETTRE D'AUTORISATION DE MISE EN VALEUR DE TERRAIN A USAGE INDUSTRIEL ET PERMIS DE CONSTRUIRE

Les étapes de délivrance de la lettre se présentent comme suit:

- 1- dépôt d'un dossier de demande de terrain industriel selon un modèle défini et disponible au CEPICI ;
- 2- transmission du dossier sans délai à l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI) ;
- 3- instruction du dossier de demande par l'AGEDI dans un délai maximum de 20 jours ouvrables avec avis d'une commission de validation.
- 4- Le Ministre en charge de l'industrie dispose de 10 jours ouvrables pour signer la lettre.

Avec l'assistance de l'AGEDI, le bénéficiaire de la lettre engage la demande de Permis de Construire conformément à la réglementation en vigueur.

Dès l'obtention du permis de construire, le bénéficiaire d'une Lettre d'autorisation de mise en valeur de terrain à usage industriel dispose de vingt-quatre mois au maximum pour la mise en valeur industrielle du terrain.

La mise en valeur industrielle du terrain consiste à mettre en place les infrastructures industrielles et l'outil de production de l'activité telle que déclarée par l'opérateur.

En cas de retard dû à un cas de force majeure, un délai supplémentaire de six mois est accordé à l'opérateur économique, renouvelable une fois, par le Ministre de l'industrie. Pendant la période de mise en valeur, le bénéficiaire d'une Lettre d'Autorisation de Mise en Valeur de terrain à usage industriel est tenu de fournir une caution bancaire équivalente au montant de la redevance de deux trimestres

Le bénéficiaire d'une Lettre d'Autorisation de Mise en Valeur de terrain à usage industriel ne peut contracter une hypothèque portant sur ledit terrain, louer ou céder les impenses qu'il a érigées.

L'ARRÊTÉ D'OCCUPATION DE TERRAIN À USAGE INDUSTRIEL

L'arrêté d'occupation de terrain à usage industriel est pris par le Ministre chargé de l'Industrie après établissement du constat de mise en valeur industrielle du terrain.

L'arrêté d'occupation de terrain à usage industriel confère un droit d'occupation du terrain pour une durée de dix ans.

L'arrêté d'occupation de terrain à usage industriel ne peut être assimilé à un bail emphytéotique ou à une promesse de bail emphytéotique.

LE BAIL EMPHYTEOTIQUE

Dès l'obtention de l'arrêté d'occupation de terrain à usage industriel, le bénéficiaire peut solliciter un bail emphytéotique. Cependant, il est tenu de le faire avant le terme de la validité dudit arrêté.

Le Bail emphytéotique est signé pour le compte de l'Etat par le Ministre chargé de l'Industrie et le Ministre chargé de la Construction et de l'Urbanisme.

Il est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'AGEDI engage et suit, pour le compte de l'opérateur économique, toutes les formalités auprès du Ministère en charge de l'Industrie et du Ministère en charge de la Construction et de l'Urbanisme, en vue de la signature du bail emphytéotique, dans un délai maximum de quarante-cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

LES INTERDICTIONS ET SANCTIONS

Le non-respect des clauses suivantes, entraîne le retrait du lot à usage industrielle, après une mise en demeure de 1 mois.

- Défaut de paiement de la redevance pendant 2 trimestres
- Le non-respect du cahier de charges applicable à la zone
- La sous-location
- Le changement de destination du lot sans accord préalable de l'AGEDI



AGEDI

AGENCE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

Des zones industrielles
performantes pour une industrie
dynamique et forte

- Création des zones économiques à usage industriel

- Gestion des zones économiques à usage industriel

- Attribution des lots

MINISTERE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE
ET DE LA PROMOTION DES PME

Cocody Danga, Rue des Jasmins, 08 BP 4131 Abidjan 08
Tel : +225 22 44 17 88 / 22 44 74 20
Site internet : www.agedi.ci, E-Mail : infos@agedi.ci

FORUM ÉCONOMIQUE : CHEFS D'ENTREPRISE IVOIRIENS ET PORTUGAIS ÉCHANGENT SUR DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

En marge de sa visite d'Etat de 48 heures en Côte d'Ivoire, le Président portugais S.E.M Marcelo Rebelo DE SOUSA a été reçu, le jeudi 13 juin 2019, par la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, à l'occasion d'un forum économique ivoiro-portugais. Face à des chefs d'entreprise ivoiriens qui ont effectué nombreux le déplacement pour la circonstance, le Président portugais a exprimé sa volonté de voir se raffermir les liens d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et son pays. Dans un discours au ton presque enjoué, le Président portugais a salué le nouvel élan qu'ont pris les rapports de coopération ivoiro-portugais. "C'est le début d'une longue relation", a-t-il affirmé devant le vice-président

ivoirien, S.E.M Daniel Kablan Duncan qui était à ses côtés. Pour rappel, dans le cadre de la visite d'Etat du Président Alassane Ouattara à Lisbonne (capitale du Portugal) pour le renforcement de la coopération ivoiro-portugaise, cinq accords avaient été signés le 12 septembre 2017. Ils ont porté sur les activités rémunérées des membres de la famille des personnels diplomatiques et consulaires, la coopération culturelle, la coopération technique en matière de pêche maritime et d'aquaculture, la salubrité de la ville d'Abidjan et la coopération scientifique entre l'Université Alassane Ouattara de Bouaké et l'Université Minho de la ville de Bragha.



Le Président portugais Marcelo Rebelos De Sousa et le Vice-président Duncan.



Le vice-Président et Marcelo Rebelos De Sousa, Président Portugais



Le Président Portugais, Le vice-Président et Jean Marie Ackah, président de la CGECI, pendant leurs allocutions.



Une vue des officiels



La photo de famille.

PORTAIL CITOYEN « MILIÉ » : PLUS DE 200 REQUÊTES ENREGISTRÉES DEPUIS SON LANCEMENT EN FÉVRIER 2019

Au cours de l'émission « Les Salons de Radio Côte d'Ivoire », le 28 avril 2019 à Abidjan, la ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou-Coffie, a indiqué que la plateforme citoyenne « Milié » a enregistré plus de 200 requêtes depuis son lancement en février 2019.

« Le portail citoyen « Milié » dont le lancement a été présidé par le Premier ministre, nous a donné de constater que les Ivoiriens avaient des attentes non manifestées. De 13 ou 14 appels au Call center, nous sommes passés avec ce portail, à 200 requêtes des usagers du service public », a indiqué Raymonde Goudou-Coffie. Elle s'est réjouie de son appropriation très rapide par les populations. Le portail citoyen « Milié » (ma chose, ma propriété en langue baoulé) est une plateforme interactive de recueil, de traitement et de gestion des préoccupations du citoyen. Il permet, selon la ministre, d'améliorer l'accès au service public, et participe à la modernisation et à l'efficacité de l'administration. Outre le portail citoyen, la ministre a rappelé les autres outils ou instruments qui contribuent à la modernisation de l'administration. Elle a cité, entre autres, la maison du citoyen, le e-démarche ainsi que le profilage et la codification. Cette émission qui avait pour thème « Modernisation de l'administration ivoirienne : enjeux et perspectives », a été réalisée avec la collaboration du Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG).



Raymonde Goudou-Coffie, ministre en charge de la modernisation de l'Administration.



Une vue de l'application.



Le Premier ministre ivoirien a procédé au lancement du portail.



La ministre Raymonde Goudou et son homologue Mohamed Abdel Kader.





Pour adhérer au Programme de Renouvellement du Parc Automobile de transport public, les transporteurs doivent satisfaire les étapes suivantes:

ETAPE 1

ADHESION AU PROGRAMME

- ✓ Ses besoins en véhicules à travers les pièces suivantes:
 - Facture proforma
 - la ligne que le transporteur compte exploiter pour l'interurbain et le périurbain, la ville de transport pour l'urbain;
- ✓ et en joignant les pièces qui prouvent qu'ils sont des personnes morales dans le domaine du transport à savoir:
 - photocopie des cartes de transport des véhicules de transport public de la société;
 - photocopie du statut et règlement intérieur de la société;
 - photocopie du registre de commerce;
 - photocopie du contrat de bail de la société;
 - la déclaration d'existence fiscale de la société;
 - photocopie de la pièce d'identité du gérant de la société;
 - relevé d'identité bancaire de la société;
 - photocopies de la carte de transporteur au nom de la société;
 - et produire un compte d'exploitation et ou un plan d'affaire sur la durée du prêt et un bilan d'activité des trois dernières années d'activités.

NB: ces pièces doivent être reliées en un seul document de quatre (04) exemplaires. Les photocopies doivent être daires et lisibles.



ETAPE 2

GESTION DE LA DEMANDE

- ✓ Ouvrir un compte dans la banque qui octroie le prêt et transmettre une copie du relevé d'identité bancaire au FDTR;
- ✓ s'engager par écrit à:
 - équiper tout véhicule acquis à travers le FDTR d'un système de tracking;
 - souscrire à un contrat d'entretien et de réparation couvrant au moins la durée du prêt;
 - souscrire à un contrat d'assurances tous risques pour la durée du prêt;
 - signé une acceptation du retrait du véhicule dès trois impayés;
 - accepter le suivi-évaluation de l'activité liée aux véhicules sous prêt;
 - signer une déclaration sur l'honneur (code de bonne conduite);
 - s'engager à une mise à niveau;
 - apposer sur le véhicule un autocollant et un numéro du FDTR et du transporteur.



ETAPE 3

AVANT LA REMISE DU VEHICULE

- ✓ certifier qu'il est équipé d'un système tracking
- ✓ produire le certificat d'entretien et de réparation couvrant au moins la durée du prêt;
- ✓ produire le contrat d'assurances tous risques pour la durée du prêt;
- ✓ signer une acceptation de retrait du véhicule dès trois impayés;
- ✓ signer une acceptation de suivi-évaluation de l'activité liée aux véhicules sous prêt par le FDTR;
- ✓ signer une déclaration sur l'honneur (code de bonne conduite);
- ✓ s'engager à une mise à niveau;
- ✓ apposer sur le véhicule un autocollant de numéros d'appel du FDTR et du transporteur.



TICAD 7 : LA CÔTE D'IVOIRE SE PRÉPARE

Un séminaire d'affaires sur la qualité des infrastructures en Afrique a eu lieu à la Maison de l'Entreprise, siège social du Patronat ivoirien, le 12 juin 2019 pour préparer la participation de la Côte d'Ivoire à la 7ème édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) prévue du 28 au 30 août 2019 à Yokohama au Japon.

Une vingtaine d'entreprises japonaises et plusieurs opérateurs économiques ivoiriens ont pris part à ces assises qui permettront de créer des partenariats d'affaires qui vont être finalisés pendant la TICAD 7 », a expliqué M. Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME qui a ouvert ces assises au nom de son collègue du Plan et du Développement, Mme Nialé Kaba.



Au centre, le ministre Souleymane Diarrassouba en charge du Commerce et de l'Industrie.



Au centre, le directeur de cabinet, Tanoh N'Grouman Joseph.



Une vue de la table de séance avec les officiels ivoiriens et japonais.



Une vue des échanges B to B.



Photo de famille.



OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE



M. Amara SANOGO
Officier dans l'Ordre National
Directeur Général



MISSION PRINCIPALE

L'office National de l'Assainissement et du Drainage a pour mission d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale, notamment par :

POUR TOUTS VOS PROBLÈMES
D'ASSAINISSEMENT CONTACTEZ LE
CENTRE D'APPEL DE L'ONAD AU
22 50 80 50

A VOTRE
ECOUTE
24H/24

NOS AXES STRATEGIQUES

- ▶ Planifier et réglementer le développement de l'assainissement et du drainage
- ▶ Appuyer la mobilisation des ressources financières du secteur
- ▶ Réhabiliter et développer les infrastructures d'assainissement collectif et de drainage
- ▶ Renforcer l'entretien et l'exploitation des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage
- ▶ Améliorer la gestion de l'assainissement autonome
- ▶ Sensibiliser la population, renforcer les capacités des acteurs publics et privés et développer la coordination

Agir pour un Cadre de vie assaini

Tutelles

● TECHNIQUE



MINASS

● FINANCIÈRE



Secrétariat d'Etat auprès
du Premier Ministre chargé du
Budget et du Portefeuille de l'Etat

Partenaires



SODECI S.B.



OFFICE NATIONAL DE
L'ASSAINISSEMENT DU SENEGAL



OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION

À LA RENCONTRE DE...

P36

MODÈLE

P40

FOCUS SUR LE CCESP

P41

Zoom sur...

MEETING WITH...

P38

MODEL

P40

FOCUS ON CCESP

P44

Zoom on...

SECTEUR DE LA SANTÉ

La Côte d'Ivoire n'y consacre que 6% de son budget

En Côte d'Ivoire, seulement 6% du budget national sont consacrés à la santé. Ce faible taux du budget a des répercussions négatives sur le système de santé ivoirien. Il entraîne tout d'abord des dépenses directes des ménages et de l'aide extérieure, des inefficacités élevées et une performance mitigée par rapport

,aux indicateurs clés de santé. Au regard de ces chiffres alarmants, la pérennisation des programmes prioritaires de santé, et des systèmes de financement innovants apparaissent comme des solutions idoines pour remettre le système de santé ivoirien sur les rails. Cependant, les besoins de

financement de la politique sanitaire ivoirienne sur la période 2016-2020 sont chiffrés à 1600 milliards FCFA. Selon la déclaration d'Abuja de 2001, chaque Etat africain doit consacrer 15% de son budget national aux dépenses de la santé. C'est donc pour faire face à tous ces défis que la Côte d'Ivoire a organisé, du 15 au 18 avril dernier le dialogue national sur le financement de la santé. Cet événement a réuni plus de 1000 participants (les élus locaux, la société civile et les partenaires au développement).

Les objectifs de ce dialogue sont clairs : assurer le plaidoyer nécessaire auprès des parties prenantes du secteur de la santé en vue d'obtenir leur engagement ferme en faveur du financement adéquat et durable du secteur. Mais aussi de définir les stratégies idoines pour accroître le financement, tant domestique qu'externe, des priorités nationales du secteur de la santé et améliorer son efficacité en Côte d'Ivoire.

Cela va accroître les efforts afin de tendre vers la Couverture sanitaire universelle en Côte d'Ivoire et contribuer ainsi à l'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable (ODD).



AKA Aouélé, ministre de la Santé.



Une vue des participants.

Boostez votre compétitivité !

Grâce au Programme National de
Restructuration et de Mise à niveau (PNRMN)

Obtenez jusqu'à
100% (*) de Subventions



(*) sur la phase d'assistance technique

Ce programme s'adresse aux entreprises industrielles manufacturières pour les aider à améliorer leurs performances sur toute la chaîne de valeur.

Le Programme est mis en œuvre par l'ADCI, l'Agence pour le Développement et la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire.

Il permet aux entreprises d'obtenir des subventions allant de 80 à 100% sur toutes les actions d'accompagnement réalisées :

- Diagnostic global
- Conseil d'experts et techniciens spécialisés
- Montage de dossiers de financement pour la mise à niveau des équipements et services
- Accompagnement auprès du système bancaire pour l'accès au crédit à MLT structuré

Le PNRMN, un programme cofinancé par l'Etat de Côte d'Ivoire et la BAD

HEALTHCARE SECTOR

Only 6% of the Ivorian budget

In Côte d'Ivoire, only 6% of the national budget is spent on healthcare. This low budget rate hampers the development of the Ivorian health system. Indeed, it increases both the household spending

and inefficiencies and leads to a mixed picture of the key health performances. The sustainability of priority healthcare programs and innovative financing systems are appropriate solutions to

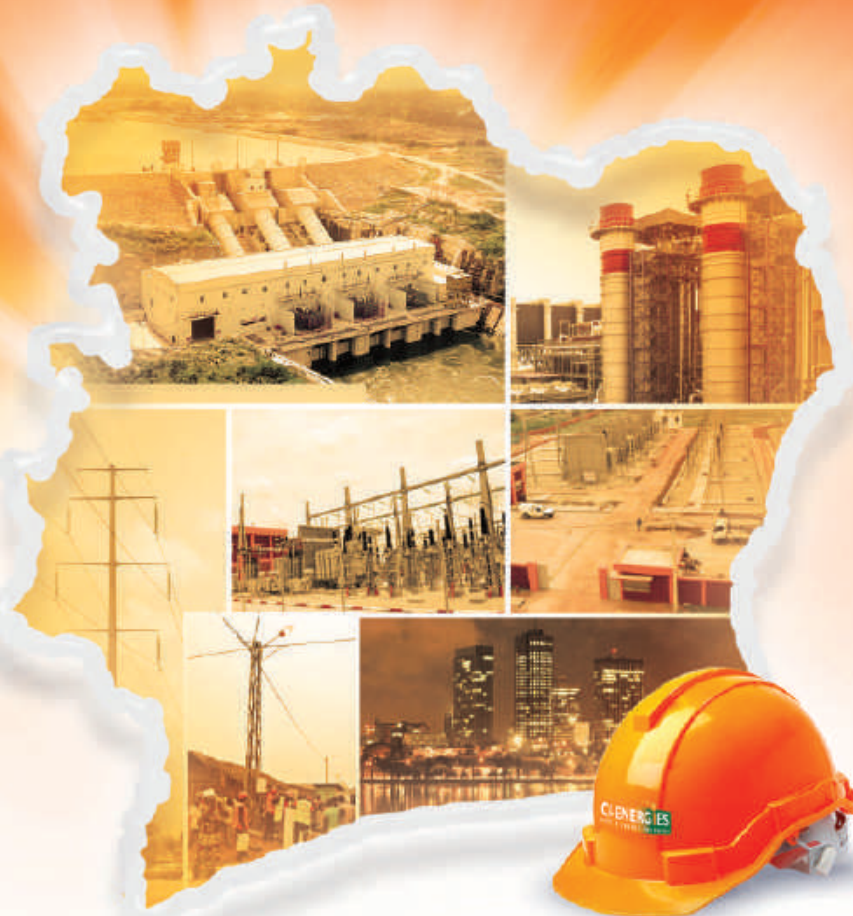
improve the Ivorian healthcare system. Let remind the financing needs of Ivorian healthcare policy over 2016-2020 are estimated at CFAF 1,600 billion. According to Abuja Declaration in 2001, every African state must spend 15% of its national budget on healthcare expenditures. To meet this issue, the country organized the national dialogue on health financing from 15 to 18 April. This event brought together more than 1000 participants (local elected officials, civil society actors and development partners).

The meeting called for not only a strong financial and sustainable involvement of the healthcare system stakeholders, but also a setting of suitable strategies to increase both external and domestic funding, the development of the national healthcare system priorities.

This will increase efforts to move towards Universal Health Coverage in Côte d'Ivoire and thus contribute to the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs).



CONSTRUIRE LA CÔTE D'IVOIRE ÉLECTRIQUE



MISSIONS

- Planifier l'offre et la demande en énergie électrique
- Accroître les capacités de production y compris dans le domaine des énergies renouvelables
- Améliorer la qualité de la fourniture de l'électricité par le développement des réseaux de transport et de distribution
- Améliorer l'accès à l'électricité à travers l'électrification rurale
- Gérer les flux financiers du secteur de l'électricité

OBJECTIFS À L'HORIZON 2025

- Porter la capacité de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire à 4 000 MW
- Construire plus de 3 500 km de lignes haute tension
- Doubler la capacité de transit dans le Grand Abidjan avec 10 nouveaux postes sources
- Renforcer les interconnexions avec les pays voisins en construisant les réseaux électriques avec le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone
- Installer 750 postes de distribution d'électricité
- Achever l'électrification des 8 198 localités que compte la Côte d'Ivoire

ECONOMIE

La commande publique 2019 en Côte d'Ivoire estimée à plus de 2 138,6 milliards FCFA

Depuis quelques années, l'Etat ivoirien s'engage aux côtés des opérateurs économiques en vue d'une meilleure compétitivité des entreprises. Cela s'est traduit, pour l'année 2019, à une commande publique se chiffrant à plus de 2 138,6 milliards de francs CFA. Représentant environ 30% du budget de l'Etat.

Ce qui traduit un fort intérêt de l'Etat à soutenir les opérateurs économiques ivoiriens. Le temps d'un atelier organisé en mai dernier par le Cadre permanent de concertation (CPC) sur le thème « Information et sensibilisation des banques sur le contenu de la Convention-cadre », le Directeur général du Trésor et de la comptabilité publique, Jacques Konan Assahoré, a fait remarquer que ce montant de la commande publique apparaît comme un « levier » de compétitivité et un moteur de développement, constituant sans aucun doute une opportunité d'affaires pour les PME ivoiriennes ».

« La commande publique s'entend comme l'ensemble des contrats passés avec une entité publique (Etat, collectivité territoriale, EPN) en vue de satisfaire ses besoins en biens et

services. » Témoignant ainsi du poids, moteur de croissance, qu'elle représente. C'est pourquoi, conscientes du rôle déterminant de l'investissement public dans le développement économique et social, et soucieuses de la promotion de l'entrepreneuriat et du développement des PME/PMI, l'administration financière publique et l'Association professionnelle des banques et établissements financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI), regroupées au sein du Cadre permanent de concertation (CPC), ont signé en mars 2015, une Convention-cadre de financement de la commande publique. Toutefois, des insuffisances ont été relevées quant à la promotion de cet accord. Le patron du Trésor et de la comptabilité publique, qui préside également le CPC, a indiqué que le secteur bancaire n'a pas été suffisamment sensibilisé sur l'intérêt que revêt cette Convention-cadre, encore moins sur son contenu. « Or l'atteinte des objectifs inscrits dans ladite convention, à travers sa mise en œuvre efficiente par les parties signataires, demeure largement tributaire de la qualité de l'information dont les banques disposent et de leur sensibilisation sur son contenu ». Le

CPC ayant, quant à lui, pour missions entre autres de faciliter le dialogue entre l'administration financière publique et les acteurs du système bancaire en vue d'améliorer le financement de la commande publique.

Il faut rappeler que depuis quelques années, l'Etat ivoirien s'est engagé dans l'amélioration de sa politique économique et a fait plusieurs innovations en vue d'assainir la gestion des finances publiques et renforcer l'efficacité et la crédibilité du système de ses marchés publics.

Parmi ces innovations, il est noté la mise en place de Baobab, un système de gestion de la relation client du Trésor public qui offre un outil interactif de traitement des préoccupations et de suivi des dossiers en ligne.

Toujours dans cette optique, en 2015, le gouvernement ivoirien avait déjà procédé à la modification du code des marchés publics et qui fait obligation à chaque autorité contractante de réserver 20% de la valeur prévisionnelle de la commande publique aux PME. Une mesure devant renforcer la participation de ces entreprises locales à la commande publique.

ECONOMY

More than 2 138.6 billion FCFA for public procurement in 2019

In recent years, the Ivorian State has been working with the economic operators to improve the competitiveness of businesses. This resulted in 2019 to a public procurement amounting to more than 2 138.6 billion CFA francs, representing about 30% of the budget of the State.

This reflects a strong interest of the state to support the Ivorian economic operators. During a workshop organized last May by the Permanent Consultative Framework (CPC) on the issue of «Information and awareness of banks

on the content of the Convention Framework », the General Manager of Treasury and Public Accounting, Jacques Konan Assahoré focused on this important amount of the public procurement which is a real business opportunity for Ivorian SMEs".

That is why, aware of the decisive role of public investment in the economic and social development, and concerned with the promotion of entrepreneurship and the development of SMEs / SMIs, the Public Financial Administration and the Professional Association of Banks and

financial institutions of Côte d'Ivoire (APBEF-CI), throughout the Permanent Consultative Framework (CPC), signed in March 2015, a framework agreement for financing public procurement.

However, shortcomings were noted in the promotion of this agreement. The head of the Treasury and Public Accounting, who also chairs the CPC, said that the banking sector has not been sufficiently sensitized on the interest of this Framework Convention. Thus initiatives should be taken to sort out this issue.

Par Patrice Ban

DIALOGUE PUBLIC/PRIVÉ /INSTALLATION DES PLDPP

Une mission du CCESP à San Pedro

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale du dialogue public-privé validée en février 2017, une délégation du Secrétariat exécutif du comité de concertation Etat /secteur privé (CCESP) a séjourné dans la ville portuaire de San Pedro du lundi 08 au jeudi 11 avril 2019. Le but de cette mission était de recueillir les données du terrain nécessaires pour affiner le projet d'installation des plateformes locales de dialogue public/privé (PLDPP) dans cette localité. Elle précède la mise en place des plateformes locales de DPP dans les principaux pôles économiques régionaux, en liaison avec les parties prenantes du Dialogue Public/Privé. Cette première étape à consister à présenter le projet de plateformes locales aux parties prenantes locales et recueillir leurs orientations ; disposer d'une cartographie exhaustive des parties prenantes clés au projet ; s'imprégner des mécanismes existants du dialogue public/privé ; recueillir les problématiques spécifiques auxquels le secteur privé est confronté ; définir une feuille de route pour l'opérationnalisation des PLDPP, etc. A cela s'ajoutent plusieurs autres activités dont des réunions d'information avec les structures de l'administration publique et les organisations patronales et consulaires du secteur privé ; séances de travail avec les organes exécutifs des collectivités (Conseil régional et Mairie), visite du port autonome de San Pedro et l'usine de TAFISSA Cacao, etc. Pour le succès de cette mission, il importe de saluer le concours et les appuis multiformes des autorités préfectorales, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire et du Port autonome de San Pedro. Une telle disponibilité épouse la volonté de l'Etat de bâtir une croissance économique durable et inclusive tirée par différents pôles économiques à l'échelle nationale, conformément aux orientations du Plan national de Développement 2016-2020.

A la suite donc de celle-ci, les premières actions vont porter sur la validation en interaction avec les acteurs du cadre opérationnel de la PLDPP, la mobilisation des partenaires stratégiques au projet (MEF, MIS, CCI-CI, PIDUCAS), la finalisation de l'arrêté interministériel des PLDPP, la mise en place du Secrétariat technique de la PLDPP (organisation des premières réunions) et la préparation du lancement officiel des activités de la PLDPP. Il convient de souligner que la délégation du CCESP était composée de M. Georges Copré, conseiller technique (chef de délégation), M. Jean Serges Seke Esso, conseiller technique (membre de l'équipe projet) et M. Ismaël Coulibaly, conseiller technique (membre de l'équipe projet). Notons, également, que pour la phase pilote de ce projet, le choix s'est porté sur les locomotives économiques de Korhogo, Bouaké et San Pedro. Et, conformément au plan d'actions pour le déploiement de ces plateformes, des missions exploratoires doivent être organisées dans les différents chefs-lieux de ces pôles économiques... Elles visent à mobiliser les parties prenantes et à recueillir les données du terrain susceptibles de finaliser le cadrage du projet avant le déploiement effectif des plateformes locales de DPP en Côte d'Ivoire.



Remise de présent aux membres du corps préfectoral.

DIALOGUE PUBLIC/PRIVÉ :

Les organes et missions du CCESP

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale du dialogue public/privé validée en février 2017, le Secrétariat exécutif du comité de concertation Etat/secteur privé (CCESP) a décidé de la mise en place de plateformes locales de dialogue public/privé (PLDPP) dans les villes de Bouaké, Korhogo et San Pedro. En attendant l'installation officielle du comité local de concertation Etat/Secteur privé (CLCESP) de la ville portuaire, voici une idée de ce qui sera la composition de ce cadre permanent d'échanges dans cette localité. Comme organes : un comité local de concertation Etat/secteur privé (présidence assurée par le Préfet de Région), un secrétariat technique assuré par un représentant permanent du CCESP, une plateforme du secteur privé animée et coordonnée par la délégation régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire. Et les membres sont issus des agents de l'administration publique et secteur privé. Les missions de ce comité local sont entre autres : la médiation, la veille et prospective, la vulgarisation des réformes. Pour son fonctionnement, le comité local se réunit au moins une fois tous les six mois pour faire le point des travaux du secrétariat Technique, valide et assure le suivi du plan d'actions annuel de la plateforme, etc.

LE PROJET FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS : un puissant moteur d'investissement dans le capital humain et d'inclusion productive des ménages en situation d'extrême vulnérabilité

«On est dans mon champ, moi-même mon champ que j'ai fait avec mon argent que j'ai bénéficié. Ça fait un carré et demi. Quand j'ai reçu l'argent (premier paiement du Projet Filets Sociaux Productifs), j'ai dit que j'allais faire un champ, donc j'ai appelé les jeunes pour défricher. Ça fait 7500 F ».

Ces propos sont extraits du témoignage de K. A. T. K. Veuve et mère de deux (02) enfants scolarisés à sa charge, dame K. A. T. K. est bénéficiaire du Projet Filets Sociaux Productifs d'Adikro ; village de la sous-préfecture de Mamini, dans le département de Brobo (dans la région du Gbêké). Avec les allocations trimestrielles d'un montant montant de 36 000 F CFA régulièrement perçues depuis mars 2017 dans le cadre du projet, elle travaille à améliorer le vécu quotidien des membres de son ménage composé de sept (07) personnes dont sa mère et ses petits-enfants.

Pour ce faire, elle s'impose comme ligne de conduite, une gestion rationnelle ressources allouées, dans la perspective d'une autonomisation financière visant à préparer la sortie du projet prévue pour octobre 2020 pour les premiers ménages bénéficiaires.

Cet exemple, parmi tant d'autres, est un témoignage assez éloquent qui milite en faveur de la capacité du projet à transformer les conditions de vie des bénéficiaires afin de les sortir de leur situation de précarité. En effet, depuis sa mise en vigueur le 25 octobre 2015, les retours d'expérience de terrain du projet, en attendant une évaluation d'impact plus précise, font état de ce que parmi les 50 000 ménages bénéficiaires actuels, plusieurs développent de bonnes pratiques d'inclusion sociale et productive dans les 882 villages des 16 régions d'intervention du projet.

A ce propos, au niveau de la productivité, les bonnes pratiques s'énumèrent en termes de constitution en associations/coopératives agricoles (plus de 200 associations) et d'initiatives individuelles et/ou collectives d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) telles que la création/agrandissement de



Professeur Mariatou KONE, Ministre de tutelle.

parcelles cultivées (riz, haricot, maïs, manioc, igname...), la création/agrandissement de fermes pour l'élevage de volailles, de porcs, moutons, de cabris...

Au plan social, les bénéficiaires, grâce aux allocations perçues, ont investi dans le capital humain, à travers l'établissement de documents administratifs (CNI, attestations d'identité et extraits de naissance), la scolarisation des enfants, l'accès aux soins de santé des membres du ménage (paiement des ordonnances médicales), de même que la participation aux actions de solidarité et de renforcement de la cohésion sociale à travers les activités de groupe.

Ces résultats tangibles sont le fruit de mesures d'accompagnement se traduisant par un encadrement de proximité développé par des travailleurs sociaux qualifiés en la matière, en faveur des ménages bénéficiaires et d'un appui technique et financier de la Banque Mondiale avec un apport initial de 50 millions de USD et un financement complémentaire de 100 millions de USD pour la période 2020-2024.

Le Directeur des Opérations de cette prestigieuse institution financière en Côte d'Ivoire, Monsieur Pierre LAPORTE, a été, à une date récente, témoin de ces bonnes pratiques d'inclusion sociale et productive développées par les bénéficiaires du Projet Filets Sociaux Productifs et conformes aux attentes, en terme d'objectifs visés.



Veuve K.A.T.K. dans son champs.



Bénéficiaire du village de Madinin en activité/Korhogo.

En effet, conduisant une délégation dans le cadre d'une mission s'inscrivant dans la perspective d'une supervision des différents projets de la Banque Mondiale réalisés dans la partie du Nord du pays, il a visité Madinin, village bénéficiaire du projet, situé dans la Sous-préfecture de Korhogo à environ 30 km.

Au cours de cette visite qui s'est déroulée le vendredi 24 mai 2019, les membres de la délégation ont pu toucher du doigt les réalités pratiques de la mise en œuvre du projet, comme en témoigne les photos d'illustration.

Au-delà des transferts monétaires et des mesures d'accompagnement précédemment évoqués, le Projet Filets Sociaux Productifs poursuit parallèlement l'objectif de la mise en place des fondements d'un système de filets sociaux incluant un Registre Social Unique des ménages pauvres et vulnérables (RSU).

Celui-ci devrait être une porte d'entrée de toutes les interventions en matière de protection sociale, particulièrement la prise en charge des personnes vulnérables.

En tant qu'outil d'aide à la décision, le RSU doit, à terme, permettre à large échelle, d'identifier et de consigner progressivement des informations sur la situation socio-économique des ménages pauvres et vulnérables en Côte d'Ivoire. Il permettra une synergie d'action intersectorielle et favorisera la réalisation d'économies d'échelle en matière de collecte et de gestion de données sur les ménages vivant dans des situations de vulnérabilité.

Sous l'impulsion de la Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, à travers l'Unité de Gestion du Projet (UGP), le processus de mise en place de cet important outil de planification a été amorcé et se poursuit. Les différents documents techniques y afférents ont été élaborés et validés dans un processus inclusif et participatif. Un projet de décret portant création, organisation et fonctionnement du RSU est également disponible et suit son cours d'adoption.

Ces résultats satisfaisants obtenus à mi-parcours, valent aujourd'hui au projet, une phase d'extension qui a démarré en décembre 2018. Celle-ci a permis la prise en compte de 15 000 ménages bénéficiaires additionnels dès janvier 2019, portant ainsi le nombre de bénéficiaires de 35 000 à 50 000 ; soit environ 300 000 personnes touchées. A ce jour, ces ménages perçoivent régulièrement leurs allocations trimestrielles de 36 000 F CFA par paiement électronique, via les téléphones portables et cartes SIM qui leur ont été gracieusement offerts.

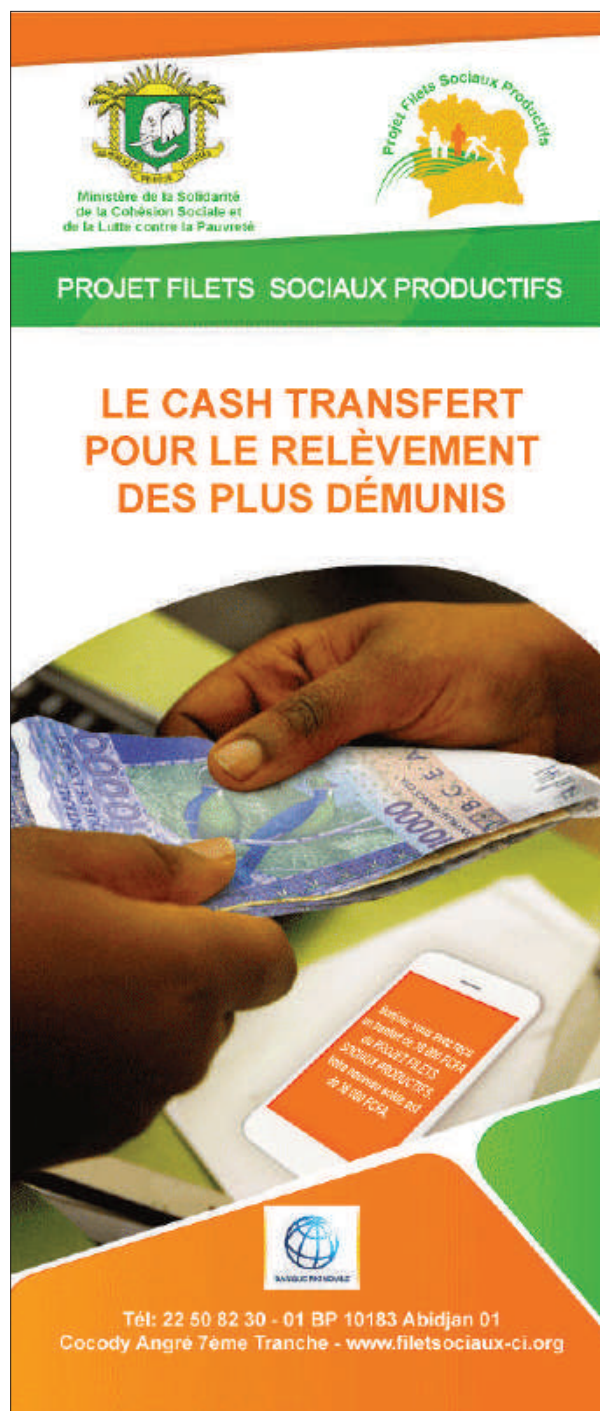
Cette phase d'extension se poursuivra de sorte à couvrir progressivement l'ensemble du territoire national. L'objectif, dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv), est de passer de 50 000 ménages à 100 000 en 2019 et au moins 125 000 en 2020. Le volume de transfert à juin 2019 se chiffre à 11 350 000 000 F CFA.



Association de bénéficiaires pour des AGR.

A ce propos, outre la Banque Mondiale qui a consenti un financement additionnel de plus de 89 millions d'Euros, la Banque Africaine de Développement (BAD), dans le cadre des échanges avec le Premier Ministre pour le financement du PSGouv, s'est engagée au titre de la mobilisation des ressources. Ces financements complémentaires sont porteurs d'espoirs, dans la mesure où ils permettront de consolider les acquis du projet et d'envisager la possibilité de l'étendre à d'autres régions en dehors de celles de la zone Centre, Nord et Ouest, à d'autres villages et à d'autres ménages, y compris de nouveaux critères de ciblage incluant le milieu urbain pauvre.

Sercom UGP-FSP



**Ministère de la Solidarité
de la Cohésion Sociale et
de la Lutte contre la Pauvreté**

Projet Filets Sociaux Productifs

PROJET FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS

**LE CASH TRANSFERT
POUR LE RELÈVEMENT
DES PLUS DÉMUNIS**

Attention: vous devez être
un membre de l'ASSOCIATION
DE BÉNÉFICIAIRES
DU PROJET FILETS
SOCIAUX PRODUCTIFS
pour recevoir le montant
de 36 000 F CFA.

ASSOCIATION PRO MOUV

Tél: 22 50 82 30 - 01 BP 10183 Abidjan 01
Cocody Angré 7ème Tranche - www.filetsociaux-ci.org

PRIVATE AND PUBLIC SECTORS DIALOGUE / PLDPP INSTALLATION

A CCESP visit in San Pedro

As part of the implementation of the National Strategy for Public Private Dialogue adopted in February 2017, a delegation of the Executive Secretariat of the State Private Sector Consultative Committee (CCESP) visited the port city of San Pedro from Monday to Thursday April 08-11, 2019. The purpose of this mission was to collect the required field data to improve the installation project of the local public private dialogue platforms (PLDPP) in this locality. This first step is to present the local platforms project to

the stakeholders and to seek their view; have a comprehensive map of key project stakeholders; to give more information on the existing mechanisms for private public dialogue; to collect the specific issues met by the local private sector; to define a roadmap for the implementation of the PLDPPs, etc. In addition, several other activities were in the agenda. A meeting with the public administration structures and private sector employers' and consular organizations were set. Working sessions with the executive bodies of the communities (Regional

Council and Town Hall), visit of port authority of San Pedro and the TAFISSA Cacao factory, etc were also part of the agenda. It should be noted that the CCESP delegation was composed of Mr. Copre Georges, Technical Advisor (Head of Delegation), Mr. Seke Esso Jean Serges, Technical Advisor (member of the project team) and Mr. Ismaël Coulibaly, Technical Advisor (member of the project team). It should also be noted that for the pilot phase of this project, the economic locomotives cities of Korhogo, Bouaké and San Pédro were selected.



PUBLIC / PRIVATE DIALOGUE :

CCESP bodies and missions

As part of the implementation of the National Strategy for the promotion of the Dialogue between the state and the private sector adopted in February 2017, the Executive Secretariat of the Private Sector Consultative Committee (CCESP) has decided to set up local public private sector dialogue platforms (PLDPP), in the cities of Bouaké, Korhogo and San Pedro. The different bodies are: a local committee of State / private sector consultation (chaired by the Préfet de Région), a technical secretariat run by a permanent representative of the CCESP, a private sector platform managed by the regional delegation of the Chamber of Commerce and Industry of Côte d'Ivoire. The missions of this local committee are among others: mediation, monitoring, prospection and dissemination of reforms. For a sound management, the local committee meets at least once every six months to review the work of the Technical Secretariat, validates and monitors the annual action plan of the platform, etc.



Présentation brève

Le PRICI don additionnel concerne 13 centres urbains à savoir Abidjan ; Abengourou ; Adzope ; Bondoukou ; Bouaké ; Bouna ; Daloa ; Divo ; Korhogo ; Man ; San-Pedro Séguéla et Soubré.

Objectif de développement : Son objectif est d'améliorer l'accès aux infrastructures de base dans les zones urbaines et rurales ciblées, et d'apporter une réponse immédiate et efficace en cas de crise ou d'urgence . Un point d'honneur est mis sur le développement des communes à travers le Programme d'investissement Communal (PIC) le Programme d'Entretien Communal (PEC) et le Programmes d'appui à la gestion Communale (PAGEC) qui concerne les communes de Port-Bouet, Koumassi, Yopougon, Bouaké, Daloa, Divo, Korhogo et San-Pedro.

FINANCEMENT

Part État : 35,36 milliards de Fcfa
Part Bailleur : 35,36 milliards de Fcfa
Part Commune : 3,53 milliards de Fcfa



Aménagement du Drain de Yopougon (KIMI – Lokoa)



Cuvette d'Akéikoï

Assainissement

- Stockage d'environ 8.000m³ d'eau pour la cuvette d'Akéikoï sur 4000m²
- Construction d'un canal d'environ 3,5Km à Yopougon



Voirie de Cocody – Abidjan Mall – carrefour Iki



Voirie San-Pedro

Voirie urbaine

- Plus de 14 Km de routes aménagées à Abidjan, Abengourou, San-Pedro, Daloa, Divo, Adzopé Bondoukou, Bouna



Voirie Daloa



Reprofilage de voie San-Pedro

Appui à la Gestion Communale

- 79 km de route reprofilées
- 3 700 m³ de point à temps (PAT) traités à Daloa et San-Pedro
- 20 km d'ouvrage curés
- 120 salles de classe réhabilitées dans 20 écoles de 12 groupes scolaires et 1 école maternelle
- 950 jeunes recrutés
- Plus de 20 milliards de F CFA injectés dans l'économie nationale
- Plus de 1 200 emplois générés au profit des jeunes et des femmes.



Groupe Scolaire Vridi Canal

« Je repars satisfait des progrès réalisés »

PIERRE LAPORTE,

Directeur des Opérations de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire

P48-P57

À la une

“ I am particularly satisfied with these steps forward ”

PIERRE LAPORTE,
Director of Operations of the World Bank in Cote d'Ivoire

P58-P63

News

Par Abou-Bakr GBOHOU



PIERRE Laporte

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE EN CÔTE D'IVOIRE

“ Notre enveloppe en Côte d'Ivoire passera alors à 3,1 milliards de dollars d'ici fin-juillet 2019 ”

Directeur pays pour la Banque mondiale, en charge de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée et du Togo depuis le 1^{er} novembre 2016, M. Laporte a bien voulu nous accorder une interview exclusive au terme de sa mission dans notre pays.

Que retenir-vous de votre séjour en terre ivoirienne ?

J'ai passé trois belles années en Côte d'Ivoire où j'ai trouvé des gens formidables, un peuple ouvert et extraordinaire qui tient au développement de son pays. Ma mission tire à sa fin et je repars satisfait des progrès réalisés. Le pays doit continuer ses efforts en vue de maintenir et accélérer le rythme de sa croissance actuelle, l'une des plus belles performances économiques du continent, pour la rendre durable et inclusive. Et tout cela ne pourra être fait sans la paix et la stabilité. Je n'ai aucun doute sur la capacité des acteurs ivoiriens à s'entendre pour préserver la paix et la stabilité de leur pays. Je souhaite plein succès à la Côte d'Ivoire dans sa marche vers le développement.

En quoi a consisté votre fonction en tant que directeur des opérations de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire ?

Ma mission en Côte d'Ivoire est identique à celle de la Banque mondiale que je représente dans ce pays. C'est-à-dire appuyer tous les efforts de développement en Côte d'Ivoire afin de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir la prospérité partagée. Cela consiste à donner l'assistance technique et financière nécessaire pour accélérer le rythme d'une croissance économique durable et inclusive. Cela dit, la Banque mondiale intervient dans un ensemble de secteurs, allant du développement durable au développement du capital humain. Elle aide également les pays à renforcer leur stabilité macroéconomique et à bâtir des institutions plus fortes à travers une série de réformes indispensables aux investissements privés et l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance. Hormis ces différents domaines d'intervention, la Banque mondiale soutient les efforts des Etats sur une série de problématiques comme le défi du changement climatique ou les questions du genre. Un autre aspect important de ma fonction, c'est de maintenir des relations fortes avec notre client, notamment le gouvernement, mais



“ J’ai passé trois belles années en Côte d’Ivoire où j’ai trouvé des gens formidables, un peuple ouvert et extraordinaire qui tient au développement de son pays. ”

aussi avec toutes les parties prenantes : les autres partenaires au développement, le secteur privé, la société civile, le monde universitaire, etc. C'est la même mission en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Burkina Faso et au Togo. Les 4 pays sont sous ma responsabilité au sein de la Banque mondiale.

Quels sont les engagements de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire ?

Nous intervenons dans une multitude de secteurs. Dans le domaine du développement durable par exemple, nous apportons une assistance technique et financière dans l'agriculture, l'énergie, l'eau et l'assainissement, les transports,



Projet d'Intégration Port-Ville du Grand Abidjan

Présentation brève

Le Projet d'Intégration Port-Ville du Grand Abidjan (PACOGA) a été initié, par le Gouvernement Ivoirien avec le concours de la Banque Mondiale en vue d'appuyer le développement urbain durable de l'agglomération du Grand Abidjan à travers une meilleure intégration du Port dans la ville d'Abidjan. Il permettra d'améliorer les opérations portuaires et les chaînes logistiques une meilleure planification et gestion de l'espace urbain et une mobilité urbaine durable. Il contribuera également à l'amélioration de l'infrastructure des transports urbains, des Services logistiques et de la compétitivité.

Objectif de développement : L'objectif de développement du projet est d'appuyer l'amélioration de la gestion urbaine, l'efficacité logistique, l'accessibilité au port, la mobilité urbaine dans l'Agglomération du Grand Abidjan, et apporter une réponse immédiate à une crise ou urgence éligible.



FINANCEMENT

Part État

08 Milliards de F CFA

Part Bailleur

171 Milliards de F CFA

Secteur Privé

38 MILLIARDS

Soit un total de:

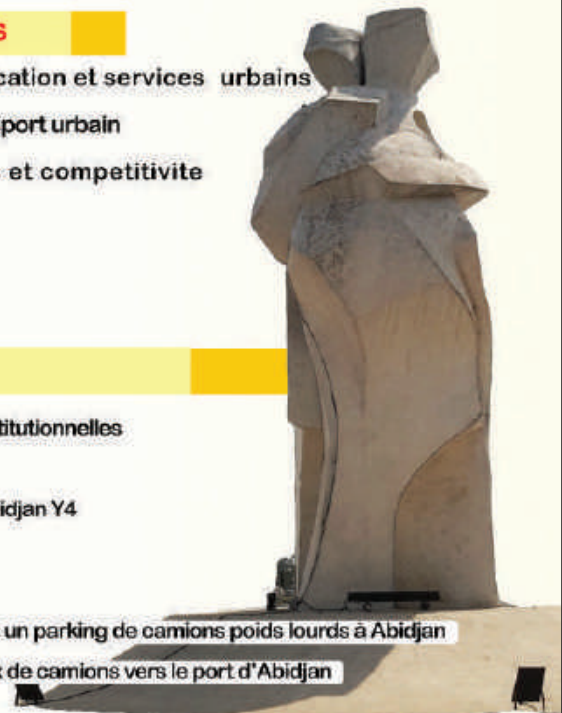
217 MILLIARDS de F CFA

COMPOSANTES

- 1 - Gouvernance, planification et services urbains
- 2 - Infrastructures de transport urbain
- 3 - Services logistiques et compétitivité

ACTIVITES MAJEURES

- Amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles
- Renforcement des services urbains
- Construction de la Section 2 de l'autoroute de contournement d'Abidjan Y4
- Réhabilitation de la voirie du port
- Aménagement du carrefour Akwaba
- Construction d'une plateforme logistique métropolitaine, y compris un parking de camions poids lourds à Abidjan
- Mise en place d'une plateforme informatique pour la gestion du flux de camions vers le port d'Abidjan
- Renforcement des capacités dans le secteur de la logistique





l'environnement, entre autres. De cette même façon, nous finançons des projets dans l'éducation, la santé, la protection sociale... en vue d'aider la Côte d'Ivoire à développer son capital humain. La Banque mondiale est aussi une institution qui est en phase avec les innovations technologiques. Par exemple, la Banque a décidé récemment de soutenir l'initiative du continent africain pour le développement de son économie digitale.

Nous croyons fermement que les innovations technologiques offrent une panoplie d'outils qui peuvent nous aider à transformer notre approche au développement en Afrique.

Notre enveloppe (engagement financier) en Côte d'Ivoire s'élève à 2,6 milliards de dollars américains (ndlr environ 1517 milliards FCFA), avec environ 500 millions de dollars qui doivent être approuvés par notre conseil d'administration d'ici fin juin 2019. L'enveloppe passera alors à 3,1 milliards (ndlr environ 1809 milliards FCFA) d'ici fin juillet 2019.

Quel est le bilan de vos actions et l'état des lieux de votre collaboration avec le gouvernement ivoirien ?

Je voudrais tout d'abord saluer les autorités de la Côte d'Ivoire pour leur franche collaboration avec la Banque mondiale. Les relations entre le gouvernement ivoirien avec l'ensemble du groupe de la Banque mondiale sont excellentes. Il est également important de souligner et de saluer ici, les efforts entrepris par les dirigeants ivoiriens en vue de maintenir le rythme de la croissance actuelle. La Côte d'Ivoire a de très bons résultats en

termes de croissance et d'équilibre macroéconomique. Il faut le reconnaître aussi, il y a encore beaucoup de défis à relever dans divers secteurs : le social, le capital humain, les infrastructures... et, la Banque mondiale est prête à soutenir la Côte d'Ivoire sur tous les plans pour relever ces défis. La preuve : de 2012 à 2019, la Banque mondiale a triplé ses engagements en Côte d'Ivoire, que ce soit en matière d'amélioration des infrastructures, du

relèvement du capital humain, d'appui au secteur privé, etc.

“ La Côte d'Ivoire a de très bons résultats en termes de croissance et d'équilibre macroéconomique. Il faut le reconnaître aussi. Il y a encore beaucoup de défis à relever dans divers secteurs : le social, le capital humain, les infrastructures...”

Quel regard portez-vous sur les performances socio-économiques de la Côte d'Ivoire et les perspectives à court et moyens termes ?

Comme le démontre notre huitième rapport sur la situation économique en Côte d'Ivoire, pour la septième année consécutive depuis 2012, le taux

de croissance du PIB a dépassé les 7% en 2018. Ce taux est l'un des plus rapides au monde et le plus élevé au sein de l'espace UEMOA. Si ce rythme est maintenu, la Côte d'Ivoire pourrait rejoindre le groupe des pays à revenu intermédiaire dans une quinzaine d'années. Ce qui serait une très bonne chose. Les perspectives pour l'économie ivoirienne restent donc favorables.

Que voyez-vous comme risques à court, moyen et long termes pour la Côte d'Ivoire ?

Les risques économiques pour la Côte d'Ivoire sont relativement bien connus. Sur le plan extérieur, le pays reste vulnérable aux variations des prix de ses produits de base. En outre, le resserrement de la politique monétaire sur les marchés



Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires

Présentation brève

Le Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) a été initié en Juin 2017, avec un financement conjoint de la Banque Mondiale et de l'Etat de Côte d'Ivoire à hauteur de 78 milliards de FCFA pour une période de 05 ans en vue de développer de nouveaux pôles de croissance économique en dehors d'Abidjan. La première phase du projet va concerner les villes pilotes de Bouaké (Région du Gbèkè) et San Pedro (Région de San-Pedro) qui sont des pôles de développement stratégique.

Objectif de développement : Le PIDUCAS vise à créer des conditions de compétitivité dans les villes secondaires ciblées pour les développer et les rendre plus attractives afin de soutenir les investissements, la croissance et réduire la pauvreté dans le pays.



FINANCEMENT

PART Etat : 35,36 milliards de Fcfa

PART Bailleur : 35,36 milliards de Fcfa

Ressources pour le financement des activités

78,6 MILLIARDS DE FCFA



RÉSULTATS ATTENDUS

Le PIDUCAS vise à :

- Renforcer la performance des infrastructures économiques clés à travers le financement des travaux de réhabilitation et de construction et des infrastructures économiques clés dans les villes cibles ;
- Soutenir le développement du secteur privé à travers la création d'un environnement favorable à la croissance des entreprises locales ;
- Améliorer les institutions, la réglementation et l'aménagement urbain par le renforcement des capacités des services en matière d'aménagement urbain et de prestation de services administratifs

COMPOSANTES

- 1 Composante 1** Amélioration de la performance des infrastructures Économiques
38,94 milliards F cfa
Financé à 100% par l'IDA
- 2 Composante 1** Soutien au développement du secteur privé
15,72 milliards f cfa
Financé à 100% par l'IDA
- 3 Composante 1** Amélioration de la fonctionnalité urbaine et du cadre de vie des villes de bouaké et san-pedro
14,86 milliards f cfa
Financé à 100% par l'IDA

ACTIVITES MAJEURES

- Aménagement de la traversée de Bouaké par la route nationale A3
- Aménagement de la voie d'accès de Tolakouadiokro à GESTOCI (Bouaké)
- Renforcement de la rue des grumiers (San-Pedro)
- Aménagement de voies de desserte de l'aéroport, du port et de la zone touristique balnéaire (San-Pedro)
- Soutien au développement du secteur privé



“ Les risques économiques pour la Côte d’Ivoire sont relativement bien connus. Sur le plan extérieur, le pays reste vulnérable aux variations des prix de ses produits de base. (...) Sur le plan interne, le risque porte surtout sur l’ajustement budgétaire. ”

internationaux et régionaux pourrait rendre les emprunts non concessionnels plus onéreux, ce qui pourrait affecter l’assainissement budgétaire prévu et la viabilité de la dette à moyen et long termes. Les risques climatiques ne sont pas non plus négligeables sur la production et les exportations des produits agricoles.

Sur le plan interne, le risque porte surtout sur l’ajustement budgétaire. Si la maîtrise des comptes de l’Etat est globalement confirmée par le maintien de recettes domestiques supérieures aux dépenses courantes (une des règles d’or en finances publiques) et par un service de la dette inférieure à 15% des revenus, le niveau relativement bas des recettes fiscales de l’Etat autour de 16% du PIB constitue une contrainte majeure pour le financement des besoins de l’Etat, qui restent importants tant en matière d’infrastructures physiques que de dépenses sociales dans les années à venir.

Le dernier rapport sur la situation économique de la Côte d’Ivoire, élaboré par votre institution, met l’accent sur des messages clés notamment sur le besoin de trouver un nouveau moteur de croissance qui devra provenir du Secteur Privé et générer des gains de productivité et sur l’importance de parvenir à une croissance plus inclusive. A quelles réalités nous renvoient ces messages ?

Concrètement, que les entreprises privées existantes puissent trouver les conditions pour s’étendre et que de nouvelles entreprises puissent se mettre en place. Cela suppose des efforts à la fois au niveau de l’amélioration du climat des affaires, de la gouvernance, des infrastructures et du capital humain, ainsi qu’une politique active pour promouvoir les atouts économiques de la Côte d’Ivoire.

Quelles réformes le gouvernement pourrait-il mettre en place afin de renforcer le développement du secteur privé ?

Je voudrais tout d’abord féliciter le gouvernement ivoirien pour les progrès accomplis en matière d’amélioration du climat des affaires. Selon le dernier rapport Doing Business de la Banque mondiale, la Côte d’Ivoire a amélioré son score de 22 places par rapport au classement de l’année précédente. La Côte d’Ivoire a figuré pour la troisième fois en l’espace de six ans parmi les 10 pays qui ont le plus réformé leur environnement des affaires dans le monde.

Malgré ces progrès accomplis par le gouvernement ivoirien, le climat des affaires reste toujours perfectible. Le pays s’est classé 122^{ème} sur 190 lors du dernier classement du Rapport Doing Business. Pour stimuler le développement du secteur privé, nous encourageons les autorités ivoiriennes à mettre en œuvre les réformes suivantes, que nous considérons comme étant essentielles :

- Elaborer une loi sur les zones économiques spéciales en vue de faciliter l’accès des investisseurs au foncier industriel ;
- Accélérer la mise en œuvre de la réforme sur l’identifiant unique du foncier en vue de sécuriser la propriété foncière ;
- Poursuivre les efforts de modernisation du tribunal de commerce (y compris le registre du commerce et du crédit mobilier) afin d’améliorer l’efficacité de son fonctionnement et de faciliter l’accès des entreprises aux financements ;
- Mettre en place un guichet unique portuaire au niveau des ports d’Abidjan et de San Pedro en vue de fluidifier le commerce transfrontalier.

Nous sommes confiants quant à la capacité et l’engagement du gouvernement ivoirien à poursuivre les réformes nécessaires visant à rendre la Côte d’Ivoire plus attractive et une destination privilégiée des investisseurs.

En 2019, la Banque mondiale a prévu financer dix (10) projets, Quels sont les domaines concernés et leur impact en matière de création d’emplois ?

Il s’agit de 2 projets dans les secteurs de l’éducation et de l’enseignement supérieur d’un montant de 200 millions de dollars, d’un projet santé (200 millions), d’un projet gouvernance (100 millions), d’un projet transports et TIC (300 millions) et bien d’autres encore dans les secteurs de l’eau, de la protection sociale, et des appuis budgétaires... pour un montant global



Projet d'Appui à la Modernisation du secteur des transports et facilitation du commerce sur le Corridor Abidjan-Ouagadougou

PRESENTATION BREVE

Le Projet d'Appui à la Modernisation du secteur des transports et facilitation du commerce sur le Corridor Abidjan-Ouagadougou (PAMOSSET) a été initié en Décembre 2016, par le Gouvernement Ivoirien et la Banque Mondiale en vue d'intervenir dans 04 domaines sensibles : Renforcement des capacités des acteurs publics et des opérateurs de l'industrie de transport de marchandises;

Mise en place d'un système pour le renouvellement du parc de camions lourds; Appui à la modernisation des services de douane et à la facilitation du commerce dans la section ivoirienne du corridor; Sécurité routière sur la section ivoirienne du corridor. D'un montant de 45 millions de dollars US, le PAMOSSET s'inscrit dans le cadre du Plan National de Développement (PND) élaboré par l'Etat de Côte d'Ivoire et le Nouveau Cadre de Partenariat Pays (CPP), sur la période 2016 – 2020. La durée du projet est de quatre (04) ans.

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT : L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est d'Améliorer l'efficience et la sécurité des services de transport sur la section ivoirienne du corridor Abidjan – Ouagadougou, en vue de la facilitation du commerce et des échanges.



RESULTATS ATTENDUS

Le projet vise à soutenir l'Etat de Côte d'Ivoire à travers :

- La réduction du coût moyen de transport d'un conteneur de 40 pieds d'Abidjan à Ouagadougou (de 3 500 à 3 150 dollars US).
- La réduction de la durée moyenne de transit du port d'Abidjan à la frontière du Burkina Faso (de 96 à 60 heures).
- La réduction du nombre d'accidents et de tués de la route sur la portion ivoirienne du corridor Abidjan – Ouagadougou (de 110 à 55 tués par an).
- La réduction d'émission des gaz à effet de serre par an dont particulièrement le CO₂, sur la partie ivoirienne du corridor Abidjan – Ouagadougou grâce au renouvellement d'environ 300 camions.



FINANCEMENT

Part État : **8,6 Milliards de F CFA**

Part Bailleur : **17,2 Milliards de F CFA**

Montant global : **25,6 Milliards de F CFA**



ACTIVITES MAJORES

- Construction et équipement d'un centre moderne pour les examens du permis de conduire à Abidjan,
- Formation de 1 500 gestionnaires d'entreprises de transport routier, de 3 500 conducteurs routiers et du personnel de cabinets de formation.
- Soutien à la mise en place d'un programme de renouvellement du parc de camions lourds pour assurer le remplacement des vieux camions par des camions modernes exerçant principalement sur le corridor.

“ Aucun projet ne peut démarrer s’il n’a au préalable pris en considération les questions du genre et des impacts sociaux et environnements. ”

de 1, 250 milliard de dollars. Ces différents projets devraient contribuer à créer des dizaines de milliers d’emplois directs et indirects.

Quels sont les instruments de financement utilisés pour les différents projets ? Et quel est le taux de décaissement pour ces projets ? Les objectifs de décaissement ont-ils été atteints ?

La Banque mondiale a mis en place un ensemble d’institutions et d’instruments pour soutenir le développement et lutter contre la pauvreté. Notre première source de financement pour la Côte d’Ivoire, ce sont les ressources de l’Association internationale de développement (IDA) qui constituent la majeure partie de notre appui financier. Il y a au sein de l’IDA une gamme d’instruments dont les ressources IDA basiques, l’IDA Scale Up facility, les garanties IDA, etc. La Côte d’Ivoire fait aussi partie d’un nombre restreint de pays IDA qui bénéficient également des ressources de la BIRD, une institution dédiée aux économies plus avancées mais qui, dans certaines circonstances exceptionnelles, donne des financements à des pays IDA. Le projet de Compétitivité de la chaîne des valeurs de l’anacarde en Côte d’Ivoire est le seul projet agricole à bénéficier d’un BIRD Enclave en Afrique. La Côte d’Ivoire est également l’un des plus grands bénéficiaires des ressources de la SFI (Société financière internationale) et de MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements), deux institutions du groupe de la Banque mondiale dédiées respectivement au secteur privé et aux investissements directs étrangers. La Côte d’Ivoire bénéficie également d’une variété de projets soutenus par les fonds fiduciaires. En ce qui concerne le taux de décaissement, le pays a atteint, en moyenne, 25% sur les trois dernières années, dépassant ainsi la cible de 20% minimum visée pour la région Afrique. Pour cette année, il faudrait attendre la fin de l’année fiscale 2019, pour connaître le taux exact.

Que va entreprendre la Banque mondiale afin de soutenir le programme social du gouvernement ?

Nous restons un partenaire à l’écoute du gouvernement ivoirien. Nous sommes prêts à répondre à ses sollicitations. Déjà la Banque mondiale finance plusieurs projets sociaux en Côte d’Ivoire, à l’image du projet des Filets sociaux productifs (PFSP) dont ont déjà bénéficié 35 000 ménages vulnérables et qui vont désormais s’étendre à 100 000 ménages. Nous restons à la disposition de la Côte d’Ivoire pour aider le pays à lutter contre la pauvreté et à accélérer son développement. ***Vous êtes également le Directeur des opérations de la Banque***

“ La Banque mondiale intervient dans un ensemble de secteurs, allant du développement durable au développement du capital humain. ”



mondiale pour le Togo, le Bénin, et le Burkina Faso. Les problématiques rencontrées sont-elles les mêmes, ou y a-t-il des spécificités propres à chacun de ces pays ?

Je dirais oui et non. Il y a beaucoup de défis communs aux 4 pays qui sont sous ma responsabilité. Par exemple, ces 4 pays font face à une performance relativement faible de leur capital humain ou à un problème d’accès aux services publics ou aux services sociaux de base (électricité, eau potable, éducation, soins de santé, etc.). En même temps, si on essaie de comparer la Côte d’Ivoire et le Burkina Faso, ce sont un pays côtier pour l’un, et un pays enclavé, pour l’autre. Dans ce cas de figure, les défis et les besoins en termes d’infrastructures seront nécessairement différents. Au-delà de cet aspect géophysique, nous savons tous que le Burkina Faso fait face aujourd’hui à un défi sécuritaire spécifique et plus complexe que ceux auxquelles font face les pays côtiers. Il est donc évident que les interventions de la Banque mondiale dans ces pays, seront différents les unes des autres en fonction du pays.

Quel bilan faites-vous de vos actions en faveur de la réduction de la pauvreté et de la gestion durable des ressources naturelles ?

En termes de réduction de la pauvreté, des chiffres publiés par le gouvernement ivoirien montrent que la pauvreté a baissé entre 2011 et 2015. Nous attendons de nouvelles statistiques qui



Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable

BRÈVE PRÉSENTATION

Le Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable (PREMU) initié en février 2017 par la banque mondiale, vise à renforcer l'accès à l'eau potable dans les villes de l'intérieur. Le montant global du projet s'élève à 29 Milliards de FCFA. Les localités ciblées sont: Agboville, Béoumi, Bingerville, Ferkessedougou, Korhogo, N'Douci, N'Zianouan et Tiassalé.

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT: L'objectif de développement assigné au projet est d'améliorer la qualité et d'accroître l'accès au service d'approvisionnement en eau dans les zones urbaines sélectionnées. Le projet permettra également de renforcer les capacités de l'ONEP pour la planification et la gestion financière du secteur de l'alimentation en eau potable en milieu urbain.



RÉSULTATS ATTENDUS

- Restauration des services d'eau en continus et de qualité à environ 369 000 personnes;
- Accès à des sources d'eau améliorées pour environ 180 000 personnes supplémentaires;
- Amélioration de la planification, du suivi et de la gestion financière du secteur.



- Construction de station de traitement d'eau
- Construction de réservoirs de stockage



- Extension des réseaux de distribution
- Installation de 10.000 branchements sociaux
- Renforcement du système d'alimentation électrique



- N'Douci/Tiassalé : 3,8 Milliards de FCFA
- N'Zianouan : 2,98 millions \$ US
- Agboville : 5 Milliards de FCFA
- Korhogo/Ferkessedougou : 6 Milliards de FCFA
- Bingerville : 3,72 Milliards de FCFA
- Béoumi : 2,78 Milliards de FCFA

devraient être publiées bientôt pour savoir la situation réelle sur les 4 dernières années. Mais sans être excessivement optimiste, l'on peut espérer, au moins en termes de pourcentage, un recul de la pauvreté depuis 2015, vu les taux de croissance élevés que la Côte d'Ivoire a enregistré ces dernières années. Cela dit, la plupart des observateurs sont du point de vue que la croissance pourrait être plus inclusive. Partant de là, l'appui de la Banque mondiale vise à aider le pays à parvenir à une croissance plus inclusive, qui est essentiel à la réduction de la pauvreté et à une distribution plus équitable de la richesse.

Quelle est votre implication par rapport aux questions qui touchent au genre ? Et quelle est la place de la société civile dans vos actions ?

Le groupe de la Banque mondiale a une stratégie pour le genre, axée sur la réduction des écarts en matière d'éducation, de santé et d'alphabétisation, l'accompagnement des petites et moyennes entreprises (PME) dans les domaines de l'agriculture, des technologies, de la communication, l'emploi, l'appui aux femmes entrepreneures, l'accès à la propriété foncière et aux terres. Et le volet genre est systématiquement intégré et pris en compte dans tous les projets du groupe de la Banque mondiale. Aucun projet ne peut démarrer s'il n'a au préalable pris en considération les questions du genre et des impacts sociaux et environnementaux. Pour ce qui est des organisations de la société civile, elles sont des partenaires clés et incontournables. Elles font partie des parties prenantes au dialogue et participent ainsi à l'élaboration et à la mise en place du Cadre de partenariat pays (CPF), au même titre que le secteur privé et les autres partenaires. Nous avons un engagement avec la société civile.

Quels secteurs pourraient bénéficier le plus de l'intégration d'un plus grand nombre de femmes et de la société civile ?

La femme à un rôle aussi important et déterminant que celui des hommes et, doit avoir sa place dans tous les secteurs de l'économie et de la chaîne des valeurs. Il en est de même pour la société civile.

La Banque mondiale réalise chaque année, un rapport détaillé sur la situation économique en Côte d'Ivoire. La 8^{ème} édition a porté sur l'amélioration de la mobilité urbaine à Abidjan.

Croyez-vous que les autorités y portent une oreille suffisamment attentive ?

C'est une combinaison de facteurs. Le premier, c'est que la thématique correspond à une question stratégique de développement économique de la Côte d'Ivoire. Le deuxième, c'est qu'elle soit alignée avec le programme de la Banque mondiale, et le troisième, c'est qu'elle réponde à un besoin des autorités ivoiriennes. Ce rapport qui sera à sa 9^{ème} édition est pris au sérieux par les autorités de Côte d'Ivoire, en témoignent leur implication active et la présence du Premier ministre, du ministre de l'Économie et des Finances et de plusieurs membres du gouvernement à chaque lancement. A court terme, il a très souvent été suivi d'actions ou accéléré certaines prises



de décisions. A titre d'exemple, après les recommandations de notre dernier rapport sur la mobilité urbaine, le gouvernement a annoncé quelques mois plus tard, la mise en place d'une Autorité de régulation du transport intérieur (ARTI). A long terme, le rapport peut aussi influencer le dialogue sur la stratégie économique du pays.

Avez-vous constaté des avancées et des réformes dans les secteurs que vos rapports ont déjà passés au crible ?

Je répondrai par l'affirmatif et il faut, encore une fois, saluer les efforts du gouvernement ivoirien allant dans ce sens. Il y a des réformes dans certains secteurs, c'est le cas dans la représentativité

des femmes à des postes électifs avec l'instauration d'un quota de 30% de femmes. Ce qui est en partie, une prise en compte des recommandations de notre rapport de Juillet 2017 « Et si l'émergence était une femme ? » Bien évidemment, ce n'est pas encore le cas dans tous les secteurs, et nous souhaitons voir plus de réformes à un rythme plus accéléré, mais il faut reconnaître que le gouvernement ivoirien fait de réels efforts. Pas uniquement avec les rapports sur les perspectives économiques, ils ont fait beaucoup de réformes avec le Doing Business. Comme expliqué un peu plus haut, en 2019, la Côte d'Ivoire a gagné 17 places passant du 139^e au 122^e rang.

“ Malgré les progrès accomplis par le gouvernement ivoirien, le climat des affaires reste toujours perfectible. ”



PIERRE
Laporte

DIRECTOR OF OPERATIONS OF THE WORLD BANK IN CÔTE D'IVOIRE

“ The investment for Côte d’Ivoire will reach 3.1 billion US dollars at the end of July 2019 ”

What are your impressions from your stay in Côte d'Ivoire ?

I spent three beautiful years in Côte d'Ivoire where I found great people, open and extraordinary people who are strongly committed to the development of their country. My mission is coming to an end and I am satisfied with the progress achieved.

What was your role as the Director of World Bank Operations in Côte d'Ivoire ?

My mission in Côte d'Ivoire is similar to that of the World Bank. That is, supporting all development efforts in Côte d'Ivoire to end extreme poverty and promote shared prosperity. This consists in providing technical and financial assistance needed to accelerate sustainable and inclusive economic growth. The World Bank is involved in a range of sectors, from sustainable development to the development of human capital. It also helps countries to strengthen their macroeconomic stability and build stronger institutions through a series of reforms essential for private investment and the improvement of the business and governance climate.

What are the World Bank's commitments in Côte d'Ivoire?

We operate in a multitude of sectors. In the area of sustainable development, for example, we provide technical and financial assistance in agriculture, energy, water and sanitation, transport, the environment and so on. In the same way, we finance projects in education, health, social protection ... in order to help Côte d'Ivoire develop its human capital.

Our financial commitment in Côte d'Ivoire amounts to 2.6 billion US \$ (about CFAF 1517 billion), with about 500 million US \$ to be approved by our Board of Directors by the end of June 2019. This amount will then increase to 3.1 billion (about 1809 billion FCFA) by the end of July 2019.

Could you make a review of your collaboration with the Ivorian Government?

First of all; I would like to thank the authorities of Côte d'Ivoire for their true collaboration with the World Bank. The relationship between the Ivorian



“ I spent three beautiful years in Côte d'Ivoire where I found great people, open and extraordinary people who are strongly committed to the development of their country. ”

PROJET MULTISECTORIEL DE NUTRITION ET DU DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE (PMNDPE)

CE QU'EST LE PMNDPE

Le PMNDPE s'inscrit dans le cadre du Plan National de Développement 2016-2025. Il se veut un Projet novateur tant dans l'approche méthodologique que dans ses principes d'intervention en se basant sur deux principes qui sous-tendent le Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) : la convergence et la décentralisation.

SON BUT ET SA VISION

- Le PMNDPE vise à améliorer les résultats en termes de nutrition et de développement des enfants dans un contexte de développement global du pays.
- En termes de vision, il s'agit de « *Garantir à l'ensemble de la population un statut nutritionnel optimal en vue d'améliorer son bien-être et soutenir durablement une croissance inclusive et le développement du pays* ».

SON SLOGAN

« La Nutrition et le Développement de la Petite Enfance, un départ sûr pour la vie ».

SES PRINCIPAUX BENEFICIAIRES

- Les femmes en état de grossesse et les enfants de moins de 2 ans ;
- Les groupes cibles additionnels: les enfants âgés de 2 à 5 ans, les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) et les adolescentes.

SES LOCALITÉS DE MISE EN OEUVRE

Le PMNDPE intervient dans 14 régions administratives situées au Nord, au Nord-Est, au Nord-Ouest, au Centre et au Centre Ouest du pays : Gontougo, Bounkani, Tchologo, Poro, Bagoué, Folon, Kabadougou, Bafing, Worodougou, Béré, Haut-Sassandra, Marahoué, Bélier, Iffou.

SES COMPOSANTES ET SES PRINCIPALES ACTIVITES

Le tableau ci-dessous, résume les principales activités par composante du Projet.

Composantes	Activités
Composante 1 : Interventions en matière de nutrition et de DPE	
1.1 - Nutrition et stimulation à base communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau des sous-préfectures pour l'action communautaire : <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation et organisation des communautés, intégrant la création de groupes de soutien communautaire (FRANC) ; - Communication pour le changement social et de comportement ; - Soins aux enfants, stimulation des enfants et éducation parentale dans les communautés ; - Assainissement total piloté par les communautés ; - Autonomisation des femmes et des adolescentes, y compris la formation à l'alphabétisation fonctionnelle.
1.2 - Prestation de services de nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Soins de santé primaires maternels et infantiles ; - Vulgarisation agricole portant sur la production, la conservation et la transformation des aliments des ménages ; - Filets sociaux pour les mères et enfants démunis et/ou vulnérables ; - Formation à l'alphabétisation fonctionnelle.
1.3 – FBR pour la nutrition en santé publique	<ul style="list-style-type: none"> - Services de santé primaires maternelle et infantile et de nutrition pour les centres de santé ; - Coûts de démarrage
Composante 2 : Gouvernance et gestion de la nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une plateforme multisectorielle décentralisée de prestation de services de nutrition à base communautaire et capacité nationale de supervision et d'établissement de rapports ; - Coordination stratégique, technique et opérationnelle multisectorielle à tous les niveaux ; - S&E, recherche opérationnelle, études, systèmes d'information et gestion des connaissances ; - Renforcement des politiques et programmes sectoriels pour l'amélioration de la nutrition des enfants et des résultats de développement
Composante 3 : Gestion du Projet	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts opérationnels - Assistance technique - Gestion fiduciaire



government and the entire World Bank Group is excellent. It is also important to highlight and appreciate the efforts being made by Ivorian leaders to maintain the current growth. Côte d'Ivoire has very good results in terms of growth and macroeconomic balance. However, there are still many challenges to be met in various sectors: social, human capital, infrastructure sectors... and the World Bank is ready to support the country to meet these challenges...

What is your analysis of the country performance and the short and medium-term prospects?

As our eighth report on the economic situation in Côte d'Ivoire shows, for the seventh consecutive year since 2012, the GDP growth rate has exceeded 7% in 2018. This rate is one of the fastest in the world and the highest within

“ The World Bank operates in different sectors, from sustainable development to the development of human capital. ”

the WAEMU zone. If this rate is maintained, Côte d'Ivoire could join the group of middle-income countries in about fifteen years. The prospects for the Ivorian economy remain favorable.

What are the short, medium and long term risks for Côte d'Ivoire?

The economic risks for Côte d'Ivoire are relatively well known. On the external front, the country remains vulnerable commodities price fluctuations. In addition, tighter monetary policy in

international and regional markets could affect planned fiscal consolidation and medium- and long-term debt sustainability. Climate risks are also important on the production and exports of agricultural products.

Internally, the risk is mainly related to fiscal adjustment. The relatively low level of state tax revenue around 16% of GDP is a major issue to financing the needs of the state.

What reforms could the government set to strengthen private sector development?

To stimulate the development of the private sector, we encourage the Ivorian authorities to implement the following reforms:

- Develop a law on special economic zones to facilitate access of investors to industrial land;

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



Bank
Trésor
LE PARTNER ÉCONOMIQUE EN LIGNE
DE LA Banque de l'État

**LE PLAISIR DE VIVRE
LA BANQUE EN LIGNE**

www.ebanktresor.ci





- Accelerate the implementation of the reform on the unique identifier of land in order to secure land ownership;
- Continue the modernization efforts of the Commercial

“ No project can start if it has not previously considered gender issues, social and environmental impacts. ”

Court to improve the efficiency of its operations and facilitate companies' access to financing;
 - set a single port office at the ports of Abidjan and San Pedro to simplify cross-border trade.

The World Bank has planned to finance ten (10) projects in 2019, what are these projects?

We have 2 projects in the sectors of education and higher education of \$ 200 million, a health project (\$ 200 million), a governance project (\$ 100 million), a transport and ICT project (300 million) and many more in the sectors of water, social protection, and budget support ... for an overall amount of 1, 250 billion dollars. These different projects should help create tens of thousands of direct and indirect jobs.

What will the World Bank do to support the Government's social program?

The World Bank is financing several social projects in Côte d'Ivoire, such as the productive social nets project (PFSP), which has already benefited from 35,000 vulnerable households and will now be extended to 100,000 households. We remain available to help the country fight against poverty and accelerate its development.

What assessments do you make from your initiatives for poverty reduction and the sustainable management of natural resources?

In terms of poverty reduction, the statistics published by the Ivorian government show that poverty has decreased from 2011 to 2015. We expect new statistics that should be published soon to know what the real situation over the last 4 years is. But without being excessively optimistic, we expect a decline in poverty since 2015, given the high growth rates that Côte d'Ivoire has experienced in recent years.

What is your involvement related to gender issues? And what is the place of civil society in your actions?

The gender issue is systematically taken into account in all World Bank Group projects. No project can start if it has not previously considered gender issues, social and environmental impacts. As far as civil society organizations are concerned, they are key and unavoidable partners. They are stakeholders in the dialogue and thus participate in the development and implementation of the Country Partnership Framework (CPF), along with the private sector and other partners.

Which sectors should be widely opened to women and civil society?

Women's role is as important and decisive as that of men. **THEY MUST** be involved in the different sectors of the economy and the value chain. This should also be the case for the civil society.

ENTREPRENEURIAT
P66

Vitrine des Affaires

ENTREPRENEURSHIP
P68

Business Storefront

EAU POTABLE

Les ministères de l'Artisanat et de l'Hydraulique mutualisent leurs efforts pour l'installation et l'entretien de cinq mille machines « éco-solaires »



Dr Assad Farag, patron de ECO Innovation Group, et le ministre Sidiki Konaté.

Une séance de travail entre le ministère de l'Artisanat et celui de l'Hydraulique a eu lieu le 28 avril dernier au cabinet du ministre de l'Artisanat. L'objet de cette rencontre était la présentation d'un projet de fourniture, d'installation et d'entretien de cinq mille machines stations d'eau « éco-solaires » dans le pays. Selon Mme Thérèse Abé, directeur de cabinet du ministère de l'Hydraulique, le coût du projet est estimé à plus de cinquante 50 milliards F CFA. Il sera mis en œuvre par la société allemande ECO Innovation. A cela s'ajoute un projet pilote de mille machines en cours de fourniture qui nécessitera, pour les zones bénéficiaires, une formation de vingt artisans et une mise en place d'un cadre de gestion. Le résultat final, c'est d'aboutir d'ici cinq ans sur cinq mille machines stations d'eau « éco-solaires » effectivement installées.

Pour sa part, le ministre de l'Artisanat, Sidiki Konaté, a émis des réserves sur ce projet, indiquant que les premiers n'ont pas fonctionné à 50% et il s'est interrogé de savoir si la même situation ne se présentera pas. Aussi, a-t-il insisté sur la problématique de l'installation et de la maintenance puis du suivi permanent des œuvres, avant de marquer son adhésion audit projet d'une portée sociale importante. C'est pourquoi, il a suggéré la mise en place d'une brigade de sécurité, formation d'artisans pour la maintenance des panneaux solaires avec l'installation d'un centre d'apprentissage et de formation en énergie solaire.

“Le gouvernement a donné la nomenclature des métiers en Côte d'Ivoire constituée de 8 branches pour 245 ordres de métiers”, a-t-il relevé, ajoutant que la Chambre des métiers est

une chambre consulaire qui a des maîtres artisans responsables de la formation. De son côté, Dr Assad Farag, patron de ECO Innovation Group, chargée de l'exécution de ce projet, a souligné les avantages liés à cette technologie hydraulique, à savoir la purification de l'eau, la facilité des drainages d'eau pour l'agriculture, afin d'assurer une alimentation saine à la population, etc. Il a également insisté sur la formation, la fourniture, l'installation et l'entretien des technologies de ECO Innovation Group.

Notons que le gouvernement ivoirien a mis en place un programme dénommé « programme social du gouvernement 2019-2020 », aux fins d'améliorer les conditions de vie des populations ivoiriennes.

Je fais
CONFIANCE
à Sania...



MCCANN

...pour la qualité de leurs produits

Je sais ce qui est important pour le bien-être de ma famille.
Une bonne nutrition, c'est le point de départ d'une bonne santé.
Je peux toujours compter sur le savoir-faire et l'expérience de
SANIA pour des produits savoureux et de qualité irréprochable
dans lesquels j'ai entièrement confiance !

Sania *cie*



POTABLE WATER

The Ministries of Crafts and Hydraulics join their efforts for the installation and maintenance of five thousand «eco-solar» machines



A working session between the Ministry of Crafts and the Ministry of Hydraulics took place on April 28 at the Minister of Crafts. The purpose of this meeting was the presentation of a project to supply, install and maintain five thousand eco-solar water station machines in the country.

According to Mrs. Abé Therèse, director of the Ministry of Hydraulics, the cost of the project is more than fifty billion CFA. The project will be implemented by the German company ECO Innovation. A pilot project of one thousand machines will be realized and it requires a training of twenty artisans and a setting up of

a management framework. The final objective is to install five thousand «eco-solar» water stations by five years. As for the Minister of Crafts, Sidiki Konaté, he has expressed some reservations about this project. Indeed, as he said, the first project did not work properly and he wondered whether the same situation would happen again. As such, he laid the emphasis upon the maintenance and the permanent follow-up of the works. While expressing his support to the project implementation, he called for the setting of a security team, the training of craftsmen for the maintenance of solar panels by the installation of a training center in solar energy technology. Dr. Assad Farag, head of ECO Innovation Group, underlined the advantages of the hydraulic technology, namely the purification of water, water drainage for the agriculture, to ensure a healthy diet for the population, etc. He also emphasized the training, supply, installation and maintenance of ECO Innovation Group technologies.

LE PROJET SWEDD EN CÔTE D'IVOIRE

Intitulé du projet	Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique dans le Sahel (SWEDD)
Présentation du Projet	<p>- Initiative régionale regroupant 7 pays : Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Bénin.</p> <p>- Financement Banque Mondiale : 15 milliards.</p> <p>- Durée du Projet : 2015-2023.</p> <p>- Appui Technique : UNFPA et OoAS.</p> <p>- Bénéficiaires directs et indirects : Femmes et Adolescents (es), Hommes ; agents de prestation publique et communautés.</p> <p>Trois composantes principales</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la demande en services de Santé de la Reproduction Maternelle Infantile et Néonatale et accroître l'autonomisation des femmes et des filles (SRMIN). 2. Renforcer les capacités régionales afin d'améliorer l'offre en produits de SRMIN et en personnel sanitaire de qualité. 3. Favoriser l'engagement politique et renforcer les capacités d'élaboration des politiques et de la mise en œuvre du projet. <p>Zones d'intervention : Nord-Ouest (Minignan, Odienné et Touba) ; Nord (Korhogo, Ferkessedougou et Boundiali) ; Nord-Est (Bondoukou) ; Centre (Yamoussoukro) ; Ouest (Bouaflé, Daloa et Man) ; Sud-Ouest (San-Pedro) ; Abidjan (Abobo, Adjamé, Attécoubé et Koumassi).</p>
Objectif du Projet	Améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité, et d'accroître la génération et le partage des connaissances.

SWEDD Côte d'Ivoire
Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique dans le Sahel

Composante 1-2 COMMUNAUTAIRE
EDUCATION - GENRE

MENTORS MASCULINE
2900 DM/CDFP
5800 Bénéficiaires de 14 à 24 ans

APPUI ALIMENTAIRE
Bénéficiaires : 2000 jeunes filles de la 6^{ème} à la 3^{ème}
RÉGIONS : BOUO / GONTOUGO

FORMATIONS MENTORS FEMMINES
1121 Espaces sûrs
22 620 filles de 8 à 24 ans
Dans Régions de La Côte d'Ivoire

MENTORS FEMMINES
17 DREN
924 Espaces sûrs
Bénéficiaires : 2000 jeunes filles de la 6^{ème} à la 3^{ème}

"SWEDD, C'est pour nous !"

TROIS SOUS-PROJETS D'AUTONOMISATION SONT MISE EN ŒUVRE AU PROFIT DES JEUNES FEMMES ET DES FILLES

Le sous projet genre touche 22620 jeunes filles déscolarisées et non scolarisées (de 8 à 24 ans) dans les espaces sûrs issus des 10 régions ci-dessus, 5800 jeunes adolescents (14-24) ans et un appui d'AGR au profit de 5292 Jeunes filles déscolarisées/non scolarisées.

Le sous projet éducation permet de toucher 28 000 filles scolarisées vulnérables (de la 6^{ème} à la 3^{ème}) dans les espaces sûrs issus de 12 directions régionales du Ministère de l'éducation nationale (DREN).

Un appui alimentaire est apporté à 28000 jeunes filles vulnérables (6^{ème} – 3^{ème}) dans 10 collèges de Bondoukou et Korhogo. 82% des filles bénéficiaires ont amélioré leurs performances et 85% ont une moyenne supérieure à 10.

Le sous projet santé est mis en œuvre dans 5 districts sanitaires (BOUAFLE, ZUENOULA, SINFRA, ISSIA, VAVOUA). 396 Agents de Santé Communautaires (ASC) sont formés et équipés pour offrir le service de Planification Familiale en milieu rural, péri urbain et urbain à travers des visites à domicile, des animations de groupe, la distribution des produits contraceptifs et la référence des clientes vers les centres de santé. Leurs actions touchent 225 281 filles dont 152 707 adolescentes (10-19 ans) et 76 376 jeunes filles (20-24 ans)

En outre, l'INFAS sélectionné comme centre d'excellence pour le Master en science Infirmière et Obstétricale contribue à la revalorisation des enseignements de base des personnels soignants et le repositionnement de la profession dans les ressources humaines de la santé.

SWEDD
Côte d'Ivoire
Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique dans le Sahel

Composante 2-2 SANTE

MODELE NPSF
15 Districts
121 ESPC
POPULATIONS BÉNÉFICIAIRES
11,299,526 Habitants

MODELE DISTRICT
15 DISTRICTS
127 DISTRICTS
POPULATIONS BÉNÉFICIAIRES
11,135,200 Habitants

CENTRE D'EXCELLENCE INFAS

"SWEDD, C'est pour nous !"

GRAND ANGLE

P72

LUCARNE

P76

TOUT SUR...

P80

Dossier

SPOTLIGHT

P73

LOOKING AT

P78

ALL ABOUT...

P81

Specific Matter

SECTEUR POSTAL

La Côte d'Ivoire va recevoir « les postiers » du monde entier



Le Vice Président Daniel Kablan Duncan.

Le signe indien a été vaincu. Après d'infructueuses tentatives, la Côte d'Ivoire abritera le 27^{ème} Congrès ordinaire de l'Union postale universelle (UPU), du 10 au 28 août 2020. Pour une bonne organisation de cette grande rencontre, le 18 mars dernier, s'est tenue à la Primature, la cérémonie de lancement des travaux préparatoires du 27^{ème} Congrès de l'UPU. Le ministre de l'Economie numérique et de la Poste, et président du comité de pilotage, Claude Isaac Dé, est revenu sur toutes les initiatives menées par la Côte d'Ivoire, en vue d'organiser ce congrès. Il a traduit toute sa reconnaissance au vice-président Daniel Kablan Duncan qui était, en 1999, au départ du processus pour accueillir les assises de l'UPU.

Les autorités ivoiriennes ont décidé de reconduire le slogan retenu en 2004 à savoir « L'Afrique vous invite, la Côte d'Ivoire vous accueille ». Le Congrès de 2020 sera l'occasion pour la communauté mondiale postale de faire le bilan de la Stratégie postale mondiale d'Istanbul du cycle 2017-2020, de prendre les décisions définitives sur les questions concernant la réforme de l'UPU et les autres questions restées en suspens, de décider définitivement de la position à prendre sur le retrait des Etats-Unis de l'UPU, d'élaborer la Stratégie postale mondiale d'Abidjan (SPMA), de renouveler des organes dirigeants de l'UPU. « Pour la



Le représentant de l'organisation Mondiale des Postes.



Le ministre Isaac Dé en charge de l'Economie numérique et de la Poste.

Côte d'Ivoire, le premier enjeu est donc celui d'une organisation réussie de ce congrès, conformément au cahier des charges et au nom de l'Afrique. Elle assurera la présidence du congrès, puis celle du Conseil d'Administration de l'UPU pour le cycle 2021-2024. In fine, à l'issue de ce Congrès, sera rédigée la stratégie postale mondiale de l'UPU, indiquant les grandes orientations en la matière pour les quatre années du prochain cycle 2021-2024 que notre pays conduira », a confié le ministre Claude Isaac Dé.

Pour rappel, après l'Egypte en 1934, le continent africain va abriter son deuxième congrès avec celui d'Abidjan en 2020.



Le représentant de l'organisation Africaine des Postes.

UPU : les retombées pour la Côte d'Ivoire

L'organisation du 27^{ème} congrès de l'Union postale universelle (UPU) du 10 au 28 août à Abidjan sera très bénéfique à la Côte d'Ivoire. Sur le plan diplomatique, après la tenue du congrès, la Côte d'Ivoire va présider le Conseil d'administration de l'UPU, durant 4 ans, de 2021 à 2024. Cette grande rencontre des postiers permettra de repositionner la poste de Côte d'Ivoire, par le rehaussement de son image. L'opérateur postier ivoirien devra présenter un nouveau visage. Celui-ci bénéficiera de la construction du Bureau de poste du futur, la construction d'un nouveau centre de tri postal et d'express logistique, d'un relooking des agences postales et d'une redynamisation de ses activités. La poste ivoirienne pourra à cette occasion, s'inspirer de l'expérience des opérateurs postaux qui participeront au congrès en termes de plateforme technique, informatique et technologique. Au niveau économique, ce sont plus de 3000 délégués venant de 192 pays qui fouleront le sol ivoirien et les réceptifs hôteliers, les restaurateurs, les transporteurs, les artisans, en tireront des gains substantiels.

POSTAL SECTOR

Cote d'Ivoire will welcome the “postal workers” from all over the world



The country has overcome the hurdle. After unsuccessful attempts, Côte d'Ivoire will host the 27th Ordinary Congress of the Universal Postal Union (UPU) from August 10 to 28, 2020. For a better organization of this major event, the launching ceremony of the preparatory work for the 27th UPU Congress was held at the Prime Minister Office on March, 18. The Minister of the Digital Economy and Post, and Chairman of the Steering Committee, Claude Isaac Dé has reminded the assistance on all the initiatives led by Côte d'Ivoire to organize this congress. He expressed his gratitude to the Vice President Daniel Kablan Duncan, who was in 1999 at the beginning of the process to host the UPU meeting. The 2020 Congress will be an opportunity for the global postal

community to review the Istanbul 2017-2020 Round World Postal Strategy, to make final decisions on issues related to UPU reform and outstanding issues, to decide definitively on the position to take on the withdrawal of the United States from the UPU, to elaborate the Global Postal Strategy of Abidjan (SPMA), to renew the UPU's governing bodies. As for the minister Claude Isaac Dé: “the first challenge for the country remains a successful organization of this Congress, in accordance with the terms of reference ... the country will chair the Congress, then that of the UPU Board of Directors for 2021-2024. Ultimately, at the end of this Congress, the UPU Global Postal Strategy will be written, indicating the main orientations for the next four years”. After Egypt in 1934, Cote d'Ivoire will be the second African country to host a

UPU congress in 2020.

UNIVERSAL POSTAL UNION : The benefits for Côte d'Ivoire

The organization of the 27th Congress of the Universal Postal Union (UPU) from 10 to 28 August in Abidjan will be very important for Côte d'Ivoire. On the diplomatic front, after the Congress, Côte d'Ivoire will preside over the UPU's Board of Directors for four years, from 2021 to 2024. This great meeting of postal workers will give a second birth to the ivorian post office sector by the enhancement its image. The Ivorian postal operator will have to present a new face. This will benefit from the construction of the Post Office of the future, the construction of a new Postal Sorting Center and Express Logistics, a new look of postal agencies and a revitalization of its activities. The Ivorian Post will be able to draw on the experience of the postal operators who will participate to the Congress in terms of technical, computer and technological platform. At the economic level, more than 3,000 delegates from 192 countries will attend the congress and this can be real opportunities to hotels, restaurateurs, craftsmen businesses.





ENVIRONNEMENT

L'Unité Intégrée d'Administration des Projets (UIAP) créée pour la mutualisation des moyens des projets cofinancés par la Banque mondiale

La Côte d'Ivoire est engagée dans la lutte mondiale contre les changements climatiques, à travers plusieurs accords et conventions internationales. Cet engagement se traduit par la mise en place, à travers le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), de plusieurs projets, avec l'appui de la Banque Mondiale.

Pour la mise en œuvre de ces projets financés par la Banque mondiale, à hauteur de plus de 35 700 000 000 de F CFA, une Unité Intégrée d'Administration des Projets (UIAP) a été créée. L'UIAP qui comprend quatre projets à ce jour, à savoir le projet « Réduction des Emissions de gaz à effet de serre issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD+) », le « Projet de Gestion des Pesticides obsolètes en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) », le Projet d'Investissement Forestier (PIF) et le projet d'Investissement pour la Résilience des zones côtières ouest-africaines (WACA-ResiP).

Dirigée par Professeur KOUADIO Kouamé Georges qui en est le Coordonnateur Général (CG), l'UIAP a pour mission d'assurer la coordination stratégique, opérationnelle et technique de ces projets qui ont des spécificités propres, en conformité avec les accords de financement et de dons et les procédures fiduciaires de la Banque mondiale.

Regard sur cet organe de coordination générale des projets environnementaux financés par la Banque mondiale en Côte d'Ivoire.

L'Unité intégrée d'Administration des Projets (UIAP), conformément à sa vision d'intégration et d'optimisation des ressources des différents projets sous sa responsabilité, assure la cohérence et l'harmonisation de certaines fonctions administratives notamment la planification et suivi-évaluation, Suivi-Rapportage et Vérification, communication/sensibilisation, passation des marchés, gestion administrative et financière, sauvegarde environnementale et sociale, pool secrétariat. Le personnel de ces unités communes à tous les projets de l'UIAP, apporte une assistance technique, administrative et logistique aux points focaux-projets dans l'exécution des projets selon les compétences des spécialistes.

Dans cette optique, le Coordonnateur Général, premier responsable de l'Unité Intégrée, est aidé par un Assistant Technique international (ATI) qui assure le contrôle-qualité de tous les documents soumis à sa signature. Pour ce faire, l'ATI

apporte un appui en amont et en aval aux points focaux et leurs équipes pour l'élaboration des Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA), Plans de Passation des Marchés (PPM), Termes de Référence (TdR), rapports d'étude et de suivi et tout autre document relatifs aux projets.

Professeur Kouadio Georges, Coordonnateur Général de l'UIAP, travaille en étroite collaboration avec les Coordonnateurs de Projets, les responsables de services et les assistants techniques et administratifs de l'Unité Intégrée. Ainsi, l'évaluation du personnel se fait annuellement par le Coordonnateur Général, en étroite liaison avec les points focaux et l'ATI et l'avis de la Banque Mondiale, conformément aux outils d'évaluation en vigueur, sur la base des contrats d'objectifs des spécialistes endossés à la signature des contrats.

Les Points focaux, Coordonnateurs spécifiques des projets, sont les premiers responsables de la mise en œuvre de leurs projets, conformément aux procédures opérationnelles et de gestion fiduciaire de la Banque mondiale et de l'Etat de Côte d'Ivoire. Ils élaborent les PTBA et PPM des projets et les demandes d'Avis de Non Objection à la Banque mondiale en mettant en copie le CG, l'ATI et l'équipe fiduciaire.

Afin d'assurer régulièrement le passage en revue de l'état d'avancement des différents projets, le point de mise en œuvre des recommandations portant sur l'amélioration de l'exécution générale des projets et le fonctionnement de l'UIAP, des réunions de coordination sont organisées selon des périodicités bien définies. D'autres questions spécifiques jugées pertinentes sont également débattues au cours de ces réunions.

Le cadre institutionnel de gestion des projets de l'unité intégrée est constitué d'organes tels que le Comité de Pilotage et le Comité Technique. Le Comité de Pilotage (CP) assure la supervision et la coordination des relations entre les Ministères de tutelles et les partenaires techniques et financiers. Il donne des orientations sur les plans d'actions de mise en œuvre des projets. Les projets REDD+ et le PIF ont le même Comité de pilotage. Les projets WACA et PROGEP-CI disposent en propre d'un Comité de pilotage. Quant au Comité Technique il assure la mise en œuvre des décisions du Comité de pilotage et lui fait des propositions stratégiques.



Présentation Professeur Kouadio Georges, Coordonnateur Général de l'UIAP

Professeur Kouadio Georges, est maître de conférences des Universités. Il est spécialiste en sciences environnementales et changements climatiques. Il est enseignant-chercheur à l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (ENS). Il est membre de l'équipe aérosols- pollutions du Laboratoire de Physique de l'Atmosphère et de Mécanique des Fluides (LAPA -MF) de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences des Structures de la Matière et de la Technologie - UFR-SSMT) de l'Université Félix Houphouët Boigny (UFHB). Il a été Directeur Général de l'Environnement de mai 2012 à mai 2017.

Les projets administrés par l'UIAP

Les projets qui composent l'UIAP ont leurs spécificités propres et des coordonnateurs dédiés.

La REDD+/ FCPF-readiness : Le projet de préparation à la REDD+ (FCPF-Readiness), antérieur à la mise en place de l'UIAP, est placé sous la responsabilité du SEP-REDD+ qui gère aussi des projets financés par d'autres Partenaires Techniques et Financiers tels que l'ONU-REDD, la facilité REDD+ de l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement.

Le Colonel AHOULOU Kouamé Ernest, qui est le Coordonnateur du FCPF-Readiness étant également le Secrétaire Exécutif Permanent de la REDD+ (SEP-REDD+). Il assure la coordination dédiée ainsi que les fonctions d'administrateur et d'ordonnateur du don du FCPF-readiness Banque mondiale. L'appui de la Banque mondiale à la REDD+/ FCPF-readiness est évalué à 4, 4 milliards de F CFA.



**Colonel AHOULOU
Kouamé Ernest,
Coordonnateur
REDD+**

La REDD+ contribue à lutter contre le changement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. C'est en 2011 que la Côte d'Ivoire a adhéré à ce mécanisme international de finance environnementale. Il vise à récompenser les efforts des pays qui se sont engagés à protéger, à mieux gérer et utiliser leurs ressources forestières, contribuant ainsi au développement national.

A ce jour, avec l'appui de toutes les parties prenantes, plusieurs acquis ont été enregistrés notamment le niveau de référence des forêts, le système d'information sur les sauvegardes, la stratégie nationale REDD+ et le système national de surveillance des forêts en cours de finalisation.

La mise en œuvre de la REDD+ se poursuit avec 3 projets et initiatives REDD+. Il s'agit du projet REDD+ de la Mé, exécuté dans la région de la Mé (Adzopé) dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Ce projet vise à réduire les pressions anthropiques sur les forêts classées de Mabi et Yaya tout en améliorant les conditions de vie des populations riveraines.

Le Projet de Gestion des Pesticides Obsolètes (PROGEP-CI) : Professeur KOUADIO Kouamé Georges, Coordonnateur de ce projet, étant le Coordonnateur Général de l'UIAP, il continue à assurer les fonctions de coordination du projet, d'administrateur et d'ordonnateur du don FEM PROGEP-CI.

Le Projet de Gestion des pesticides Obsolètes et des déchets associés (PROGEP-CI) a été lancé en 2016. Ce projet d'un montant de 3, 5 milliards, financé par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), vise à aider la Côte d'Ivoire à gérer de manière écologiquement rationnelle les pesticides obsolètes. Dans cette optique, il a réalisé un inventaire des pesticides et des déchets associés sur l'étendue du territoire national, dans près de 6000 magasins et dépôts. Le PROGEP-CI est en cours de mise en œuvre avec le renforcement du cadre réglementaire et la préparation de l'opérationnalisation des champs écoles, la préparation de la collecte, du transport des pesticides obsolètes et des déchets associés en vue de leur élimination ainsi que la promotion des alternatives aux pesticides obsolètes. C'est ainsi que dans le cadre de la promotion des alternatives aux pesticides de synthèse, des journées scientifiques sur les pesticides (JSP) obsolètes ont été organisées les 29 et 30 octobre 2018 avec près de 400 participants. Ces journées ont donné les orientations nécessaires pour accélérer la promotion des alternatives aux pesticides et impliquer de manière durable le secteur de la recherche dans la mise en œuvre de cette composante en vue de la valorisation des résultats obtenus. La mise en place d'un Système d'information sur les Pesticides (SIP) dotera la Côte d'Ivoire d'un outil de gestion des Pesticides Obsolètes et Déchets Associés, intégré et dynamique.

Le Projet d'Investissement Forestier (PIF) : Le Programme d'investissement forestier faisant partie du mécanisme REDD+, sa coordination technique est à ce titre, sous la responsabilité du Secrétaire Permanent REDD+ et Coordonnateur du FCPF-Readiness. Le projet étant entré en vigueur après la mise en place de l'UIAP, les fonctions d'administrateur et d'ordonnateur du don et du prêt PIF sont assurées par le Coordonnateur Général. Des entités nationales chargées de la gestion des Forêts Classées (SODEFOR), des parcs nationaux (OIPR) et du Domaine Rural (MINEF) ainsi que certaines personnalités et organisations de producteurs (Préfet et Président PNO), participent également à la mise en œuvre des activités du PIF.

Le PIF qui bénéficie d'un financement d'un montant d'environ 12 milliards de Francs de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement, est également l'un des projets de l'UIAP. Il a été lancé le 24 septembre 2018 avec pour objectif de contribuer à réduire la déforestation et la dégradation de 14 forêts classées du Sud-Ouest et Centre et du Parc National de Taï.



**Professeur OCHOU Abé Delfin,
Coordonnateur du WACA Côte
d'Ivoire.**

Le Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières Ouest-Africaines (WACA) : le WACA est un projet régional couvrant 6 pays (Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Mauritanie) qui disposent chacun d'un point focal WACA responsable de la coordination des projets WACA-pays et de leur cohérence avec le programme régional.

Professeur OCHOU Abé Delfin, Coordonnateur du WACA Côte d'Ivoire, assure les fonctions de coordination du projet, d'administration et d'ordonnateur du crédit WACA.

Le Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières Ouest-Africaines (WACA) financé à hauteur d'un peu plus de 15, 8 milliards par le Banque mondiale, a démarré officiellement ses activités le 19 Novembre 2018. Il est le dernier né des projets de l'UIAP. Il a pour but d'aider la Côte d'Ivoire à harmoniser la gestion des infrastructures et des ressources naturelles afin d'accroître la résilience au changement climatique en général, à l'érosion côtière et aux inondations en particulier. L'objectif de développement du WACA est de renforcer la résilience des communautés et des zones ciblées de la côte ouest-africaine. En Côte d'Ivoire, bien que le projet ait un caractère national, il sera implémenté sur la zone pilote de Grand-Lahou sur une période de cinq (05) ans de 2018-2023.

Bien qu'ayant des spécificités, les quatre projets de l'UIAP ont pour objectif commun d'apporter leur contribution au respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire au niveau international dans le cadre de la lutte mondiale contre les changements climatiques.



Visite d'un dépôt de pesticides à Yamoussoukro par l'équipe de la Banque mondiale et du PROGEP-CI



Une lycéenne plante un arbre au sein du lycée Sainte Marie de Cocody.



OAPI

Une cérémonie d'Awards sur fond de réflexions



Le ministre Souleymane Diarrassouba.



Le ministre tchadien Ahmat Mahamat Bachir.



Pascal Faure, directeur général de l'INPI.



Marc Sery Koré, représentant du Directeur Général de l'OMPI.

patronat de Côte d'Ivoire (CGECI). Organisé par l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI) en partenariat avec l'Organisation africaine de la Propriété intellectuelle (OAPI) et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, ledit séminaire regroupe des responsables des structures nationales de liaison (SNL) et des mandataires agréés auprès de l'OAPI, ainsi que des chambres consulaires et les organisations patronales des Etats membres de l'OAPI. A cette rencontre, le directeur général de l'Institut National de la Propriété intellectuelle (INPI) de France, M. Pascal Faure, n'a pas manqué de porter la bonne nouvelle, à savoir l'ouverture

prochaine d'un bureau de l'INPI pour l'Afrique francophone à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Pour rappel, la cérémonie d'ouverture officielle a été présidée par le ministre du Commerce de l'Industrie et de la Promotion des PME, Souleymane Diarrassouba, avec à ses côtés, son homologue du Tchad, le ministre Ahmat Mahamat Bachir, par ailleurs, président en exercice du Conseil d'administration de l'OAPI.

Elle a également enregistré la présence de MM. Denis Bohoussou, directeur général de l'OAPI et Marc Sery Koré, représentant du Directeur Général de l'OMPI.

Un séminaire régional sur la protection de la marque pour la compétitivité de l'entreprise et la conquête des marchés, s'est tenu en prélude à la cérémonie de remise des Awards de la marque OAPI

En prélude à la cérémonie de remise des Awards de la marque OAPI, 2ème édition, du 13 avril 2019 à Abidjan, un séminaire régional autour du thème « La protection de la marque pour la compétitivité de l'entreprise et la conquête des marchés, sous le régime du Système de Madrid et de l'Accord de Bangui » s'est tenu le 12 avril dernier, au siège de la Confédération générale du



Denis Bohoussou, directeur général de l'OAPI, répondant aux questions de la presse.

CARTE PRÉPAYÉE BNIFIC

Retraits
en espèces



Achats sur
Internet



Paiements
dans le
commerce
sur TPE



LIBRE DE TOUTE ACTION !

La carte sans compte bancaire et
avec pleins d'avantages

- Retraits d'espèces
- Paiements dans le commerce
- Achats sur internet

Rendez-vous
dans l'agence
la plus proche

www.bni.ci



Financer pour développer



OAPI Award Ceremony

A regional seminar on brand protection for the competitiveness of companies and the conquest of markets, held in prelude to the awards ceremony of the OAPI brand

Prior to the 2nd awards ceremony edition of the brand OAPI on April 13, 2019 in Abidjan, a regional seminar on the issue of «the protection of the brand for the competitiveness of the company and the conquest of markets, under the Madrid System and the Bangui Agreement» was held on 12 April at the head office of the General Confederation of Employers of Côte d'Ivoire (CGECI).

Organized by the World Intellectual Property Organization (WIPO) in partnership with the African



Organization for Intellectual Property (OAPI) and the Government of the Republic of Côte d'Ivoire, this seminar brings together officials of the National Liaison Structures (SNL) and professional representatives to OAPI, as well as consular chambers and employers' organizations from OAPI Member States.

During this meeting, the General Manager of the National Institute of Intellectual Property (INPI) of France

Mr. Pascal Faure, has informed the participants on the upcoming opening of an INPI office for French-speaking Africa in Abidjan, Côte d'Ivoire.

Let us remind that, the official opening ceremony was chaired by both Souleymane Diarrassouba, Minister of Trade, Industry and SME Promotion and Minister Ahmat Mahamat Bachir from Tchad who the current chairman of the OAPI Board of Directors.

HUITIEME EDITION DES JOURNEES NATIONALES PROMOTIONNELLES DES PME



Sous le parrainage de SEM. Amadou Gon DOULIBALY, Premier Ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat.
Sous la présidence de M. Félix ANGBLE, Secrétaire d'Etat chargé de la Promotion des PME.



Thème
**LES TIC & LE DÉVELOPPEMENT
DES PME : ENJEUX, DÉFIS ET
STRATÉGIES.**

8e édition

Du 26 au 28 Sept 2019

Latrille Events - Abidjan II Plateaux

Echanges, promotion et exposition
pour la valorisation des PME-PMI.



Information - inscription

22 41 20 17
secretariat@ipme.ci

RTI

NOSTALGIE

PME AFRICAINES ET EUROPEENNES POUR UNE COOPERATION ACCRUE

La signature d'un mémorandum le 21 mars 2019 à Bruxelles entre PME africaines et européennes marque un pas important dans la coopération nord-sud.

Créer des ponts entre entrepreneurs africains et européens afin de favoriser les échanges d'expériences ; tel est visiblement le défi qu'entendaient relever les initiateurs du sommet UE-UA des petites et moyennes entreprises qui s'est tenu les 21 et 22 mars à Bruxelles (Belgique) et au cours duquel un mémorandum a été signé entre Pme africaines et européennes. Occasion également pour les patrons (européens et africains) de discuter de diverses problématiques relatives à leurs secteurs d'activités respectifs avec pour point d'ancrage la thématique « *entreprise à valeur partagée et le rôle des PME dans la coopération internationale UE- Afrique* ». Selon le Dr DIOMANDE Moussa Elias Farakhan, 1er vice-président de la FIPME, qui y prenait part en qualité de représentant des petites et moyennes entreprises ivoiriennes mandaté pour l'occasion par Dr Joseph BOGUIFO, Président de la FIPME, l'alliance Europe-Afrique au travers des Pme est le chemin à suivre dans l'esprit de la valeur partagée pour favoriser des partenariats entre ces deux continents afin de relever les défis du développement local et favoriser la croissance inclusive. Le but de cette alliance est d'ouvrir la voie à des collaborations plus solides entre Africains et Européens avec leur réseau d'affaires travaillant ensemble pour des échanges mutuellement profitables.

« *La Côte d'Ivoire à travers la FIPME vient de réussir un grand coup. Désormais, les Pme ivoiriennes sont membres du réseau européen des Pme* », se réjouit le 1er vice-président de la FIPME qui a eu des échanges



de haut niveau avec M. Mario OHVEN, président de la Durban BVMV Mitellstand Association, M. Maurizio CASASCA, président de la COFAPI (Confédération des petites et moyennes entreprises d'Italie) et avec M. Jean-Claude TCHATCHOUANG, Executive direction at the World Bank Group. « *Maintenant, il s'agit au niveau africain de mettre en place avec la bénédiction de nos autorités le African Sme Alliance organisation (Alliance africaine des petites et moyennes entreprises), regroupant toutes les associations africaines de tous les pays à l'image de la Confédération européenne de l'association des Pme. Cette initiative doit être portée par le gouvernement ivoirien via la FIPME auprès de l'Union africaine* », espère Dr DIOMANDE.

FACILITER LES INVESTISSEMENTS

A travers la formalisation de la coopération entre Pme africaines et européennes via ce mémorandum, il s'agit entre autres, d'instaurer la confiance entre les PME africaines et européennes, de développer continuellement le réseau et

d'établir des contacts directs entre les PME des deux continents; de renforcer le degré et la voix des associations de PME en Afrique et en Europe; formuler des objectifs communs en matière de politique économique et de développement aux niveaux intercontinental, continental, régional et régional permettant d'intensifier la coopération économique entre tous les signataires; d'encourager la politique d'investissement de l'Europe vers l'Afrique et de mobiliser des fonds pour soutenir les réformes économiques par la fourniture d'une assistance concrète aux entreprises et entités commerciales. Mais, plus concrètement, ce mémorandum devrait, à en croire le représentant de la FIPME à ce sommet, permettre aux Pme africaines de bénéficier de l'expertise de leurs homologues européennes. Des Pme ivoiriennes pourront plus facilement avoir des marchés sur le marché européen grâce à ce mémorandum et vice-versa, en est convaincu Dr Moussa DIOMANDE Elias Farakhan

Francis Kouamé

SECTEUR DE LA PUBLICITÉ

Le ministre Sidi Touré consulte les chefs d'entreprise

« Nous sommes conscients qu'une loi ne fera jamais l'unanimité, ou même l'opération d'assainissement de l'affichage publicitaire commencée n'emportera pas l'adhésion de tous mais, nous avons un devoir d'explication voire même de pédagogie ». Tels sont les propos de Sidi Touré, ministre de la Communication et des Médias.

Cette précision a été faite lors d'une rencontre tenue récemment avec les chefs d'entreprise de la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI). Une rencontre qui a permis au ministre d'expliquer à ces patrons d'entreprise, la décision du Conseil supérieur de la publicité et de son ministère d'interdire la pose des affiches sur les panneaux publicitaires.

Pour rappel, le ministre de la Communication et des Médias avait effectué une visite de terrain le 14 janvier dernier pour faire l'état des lieux de la situation des panneaux publicitaires dans certaines communes d'Abidjan. Suite à cette visite, Sidi Touré a décrié la violation du décret réglementant

l'affichage par les opérateurs du secteur de la publicité.

Pour assainir donc ledit secteur, le Conseil supérieur de la Publicité et le ministère de la Communication ont décidé d'interdire la pose des affiches sur certains panneaux publicitaires.

Cette décision a fait couler beaucoup d'encre au sein de la grande famille de la

publicité. Mais pour le ministre, il était important d'expliquer les enjeux de cette politique d'assainissement de l'affichage publicitaire aux chefs d'entreprise.

Toutefois, Sidi Touré a rassuré tous les acteurs de la publicité de sa volonté d'œuvrer ensemble pour garantir une atmosphère beaucoup plus propice en ce qui concerne l'affichage en Côte d'Ivoire.



Le ministre Sidi Touré, lors des échanges avec les membres de la CGECI.



Stéphane Aka Anghui, directeur exécutif de la CGECI.



Le ministre Sidi Touré avec Pierre Magne de la CGECI

ADVERTISING SECTOR

Minister Sidi Touré meets business leaders

Une vue des membres de la CGECI.

Sidi Touré, Minister of Communication and Media asserted that : *«We are aware that no law has unanimous support, or even the reorganization operation of advertising billboard launched will not win the support of all, but our role is to explain or even to use pedagogy »*. These are the words of Sidi Touré, Minister of Communication and Media.

This clarification was made during a recent meeting with the CEOs of the General Confederation of Enterprises of Côte d'Ivoire (CGECI). A meeting

that allowed the minister to explain to these business owners, the decision of the High Council of Advertising and his department to prohibit the installation of posters on billboards.

The Minister of Communication and Media had made a field visit on January 14 to assess the use of billboards in some municipalities of Abidjan. Following this visit, Sidi Touré denounced the violation of the decree regulating the use of billboards by the operators of the advertising sector.

To clean up the sector, the Higher Council of Advertising and the Ministry of Communication have decided to prohibit the installation of posters on some billboards. Much has been written about this decision. However, for the Minister, the issues surrounding this important decision should be explained to the business leaders. He has reiterated his commitment to work with all relevant actors seeking to improve and guarantee a relevant atmosphere for the running of this business.

Africallia 2019 : Pari réussi pour la CCI-Côte d'Ivoire



La 6^e édition du Forum Ouest-Africain de développement des affaires, dénommé AFRICALLIA, s'est tenue du 12 au 14 juin 2019, à Abidjan, autour du thème : « Monnaie et Intégration économique, enjeux pour le secteur privé en Afrique ». Placée sous la présidence du Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Amadou GON Coulibaly, cette édition a vu la participation de près de 600 entreprises, des délégations issues de 19 pays et de plus de 700 participants et l'organisation de 6100 rendez-vous d'affaires.

Souleymane Diarrassouba, ministre ivoirien du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, représentant le Premier ministre et Faman Touré, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire qui pilotait l'organisation de cette édition, ont indiqué qu'AFRICALLIA 2019 matérialise la bonne santé de la coopération des chambres consulaires ivoirienne et burkinabè. Pour eux, cette plateforme est une opportunité offerte aux entreprises pour tisser des partenariats fructueux. Quant à Harouna Kaboré, ministre burkinabè en charge du Commerce, il s'est félicité de la bonne tenue de l'organisation, estimant que la CCI-Côte d'Ivoire a relevé ce défi avec succès.

La cérémonie d'ouverture et le dîner-gala de clôture, ont été, respectivement, marqués par une conférence autour du thème central, suivie d'un panel et par le passage du flambeau à la CCI-Burkina Faso pour FARICALLIA 2019, ainsi que par la remise de trophées aux délégations les plus fortement représentées.

AFRICALLIA a été initié en 2010 par la CCI-Burkina Faso pour favoriser les partenariats commerciaux entre les entreprises africaines et celles du reste du monde. Cette 6^e édition est la première qui se tient hors du sol burkinabè.





ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

P86-P90

SANTÉ DE L'ÉCONOMIE

P96-P100

Indicateurs

BUSINESS ENVIRONMENT

P92-P94

ECONOMIC HEALTH

P101-P102

Indicators

FORUM DES AFFAIRES 2019

L'Union européenne consolide son partenariat avec la Côte d'Ivoire



Photo de famille.



SEM Jobst von Kirchmann, ambassadeur de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire.

Le Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire a abrité l'édition 2019 du forum des Affaires, initié par l'Union Européenne. Dans son discours d'ouverture de ce forum, le ministre de

l'Economie et des Finances, Adama Koné, s'est félicité de la tenue de cette importante rencontre pour échanger sur les questions relatives au développement des affaires et à la construction d'un partenariat fort entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire, dans le cadre de la nouvelle alliance Afrique-Europe.

Il a insisté sur le fait que ce forum traduisait la volonté commune de rapprocher davantage les secteurs privés de deux espaces qui ont des liens très forts de par l'histoire, les relations économiques et la coopération politique. « L'Union européenne représente le premier client et le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire. Le montant des échanges commerciaux s'élève à plus de 5 179 milliards de FCFA en 2017 ; soit 42% du commerce global de notre pays. L'UE est également la première provenance des IDE (Investissements directs à l'étranger, NDLR) à destination de notre pays avec plus de 224 milliards de FCFA en 2017, soit environ 40% au total des IDE », a-t-il précisé.

Le Ministre Adama Koné a, également, noté que les opportunités d'affaires et de partenariats gagnant-gagnant entre les secteurs privés ivoirien et

européen sont nombreuses, diversifiées et potentiellement porteuses de croissance et de développement ; non sans encourager les acteurs économiques à les exploiter toutes.

SEM Jobst von Kirchmann, Ambassadeur de l'UE, a, quant à lui, rappelé qu'un accord de partenariat commercial a été signé entre son institution et la Côte d'Ivoire. Ce qui permettra à terme, une harmonisation de toutes les lignes tarifaires entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne. « Cela va prendre quelques années avant de se mettre effectivement en place et va doubler le commerce entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire. (...) Nous allons travailler essentiellement avec le secteur privé », a-t-il assuré, tout en présentant la Côte d'Ivoire comme une terre d'opportunités. Pour sa part, Mme Jane Feehan, représentante régionale de la Banque européenne d'investissement (BEI), a souligné que le portefeuille actuel de sa structure en Côte d'Ivoire s'élève à plus de 175 millions d'euros (environ 114 milliards FCFA, ndlr) « Nous sommes ici pour discuter des besoins d'investissement du secteur privé dans toute sa diversité », a-t-elle insisté.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail



AGENCE CÔTE D'IVOIRE PME

Propulser les PME ivoiriennes vers le succès en leur offrant une expertise de classe internationale en vue d'une croissance inclusive.



La Côte d'Ivoire, Créative et Prospère

Making Côte d'Ivoire Prosperous through Creative SMEs

Riviera Astoban (Cocody, Abidjan) à 100 m en contrebas de l'Espace Medical Astoban - Adresse : 01 BP 2941 Abidjan 01
Tel : + 225 20 00 12 28 - Email : ia@agencecjpme.ci
Site web : www.agencecjpme.ci



MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

La ministre Raymonde Goudou sensibilise les ministères techniques



Une vue des participants.

Préserver le ministère de la Modernisation et de l'Innovation du Service Public (MMAISP), ses missions, et surtout le portail du citoyen « Milié » aux usagers. Tel est l'objectif principal de la tournée initiée par la patronne de ce département, Dr Raymonde Goudou Coffie, depuis le mois d'avril 2019.

A cet effet, plusieurs délégations conduites respectivement par le chef de cabinet, Emmanuel Lebié Zahoui Coffie, et le directeur des ressources humaines, Antoine Bessin, sillonnent les différents ministères engagés dans le processus de la dématérialisation des procédures administratives.

La mission d'information et de sensibilisation des points focaux de la MMAISP dans les différents ministères engagés dans le processus de la dématérialisation des procédures administratives veut ainsi apporter son

appui au gouvernement dans cette tâche de la modernisation de l'administration publique. Laquelle démarche passe par quatre principaux objectifs, à savoir la transformation organisationnelle ou structurelle ou transformation globale et intégrée, la transformation managériale ou la révision des méthodes et des modes de gestion adoptés au niveau de l'administration avec des outils modernes de management, la transformation éthique avec des mécanismes pour la promotion des principes de la bonne gouvernance et le renforcement de l'éthique dans l'administration afin de soutenir l'intégrité et la transparence et la transformation digitale ou numérique en mettant un accent sur l'acquisition de moyens technologiques modernes et leur généralisation à tous les services administratifs pour renforcer les applications et les services informatiques communs et ainsi faciliter aux usagers

l'accès aux services publics. L'autre pan de cette modernisation de l'administration est la création d'un outil de dialogue "Milié" signifiant en langue locale "ma propriété, ce qui m'appartient". C'est une plateforme qui apporte du dynamisme à l'Observatoire, qui ne recueillait que par appels (call center) ou courriers physiques les réclamations et plaintes des usagers. Pour la nouvelle formule de ce portail, il devient un outil interactif permettant à l'utilisateur et l'administration d'interagir d'une part et aux administrations d'interagir entre elles d'autre part. Ce mécanisme permet de recueillir les requêtes des citoyens, qui connaissent un premier traitement avant d'être référées aux ministères techniques incriminés. Il est accessible par téléphone aux numéros suivants : 800 000 007 ou le 22 40 98 98 ou par internet en téléchargeant l'application "Milié" sur mobile ou saisir l'adresse www.milie.ci.

					
					
	<div data-bbox="565 783 1045 1229" style="text-align: center;"> <p>GROUPE  CARRÉ D'OR</p> </div> <p data-bbox="428 1315 1208 1412"><i>Votre vie, notre bien</i></p>				
					
					
					
					
					

SECTEUR DU TRAVAIL

Voici les priorités du gouvernement pour les travailleurs



Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Abinan Kouakou, a dévoilé les priorités du gouvernement ivoirien dans le secteur du travail, à l'occasion de la célébration du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), à l'hôtel Pullman d'Abidjan.

Pascal Abinan Kouakou a relevé les efforts du gouvernement pour la réglementation des dispositifs législatifs, des politiques et programmes liés au

travail afin d'améliorer les conditions des travailleurs. Avant de présenter quelques actions réalisées dont la ratification de huit (8) conventions fondamentales de l'OIT, relatives aux principes et droits fondamentaux du travail, la déclaration sur la justice sociale pour un monde équitable. A cela s'ajoute le programme social pour apporter des réponses claires aux différentes préoccupations sociales des travailleurs. De son côté, Pulchérie

Gbale, 4ème secrétaire générale de la centrale syndicale Dignité, n'a pas manqué d'exprimer l'engagement et la détermination des centrales syndicales dans la promotion du travail décent dans notre pays et à travers le monde. Pour Peter Vadroye, représentant de l'OIT, les valeurs promues par ladite organisation fondent la conscience sociale de l'humanité, comme cela a été rappelé dans la déclaration de Philadelphie de 1944 sur les objectifs de l'OIT ; une déclaration qui s'adresse à tous les humains et insiste sur leur dignité. Le Bureau international du Travail (BIT), en collaboration avec le patronat et les organisations syndicales de travailleurs ont placé ces festivités sous le thème : « Faire progresser la justice sociale, promouvoir le travail décent ». Un thème autour duquel « un tour du monde » de 24 heures en direct d'événements de l'OIT de la CI a été diffusé à travers le monde, de 17h à 18h, heure locale. Rappelons que cela fait environ 60 ans que l'Organisation internationale du Travail est présente en Côte d'Ivoire.

COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT Démarrage, en 2020, des travaux de l'Université d'Odienné

En prélude de la 14^{ème} Conférence au sommet de l'organisation de la Coopération islamique (OCI), qui s'est tenue dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin à la Mecque (Arabie Saoudite), le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a eu une séance de travail avec le président de la Banque Islamique de Développement (BID), Bandar Hajjar. Notamment sur la construction de l'Université d'Odienné dont les travaux sont prévus pour démarrer d'ici la fin de l'année 2020.

Les deux hommes ont en profité de cette rencontre pour approfondir leur coopération.

Notons que, depuis son adhésion à la BID en 2002, la Côte d'Ivoire affiche la plus forte progression en termes de volume du portefeuille de la BID dans la sous-région.



Le Premier ministre saluant le Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement, Dr Bandar Al Hajjar.



UNITE DE COORDINATION DES PROJETS SANTE DE LA BANQUE MONDIALE

NOTRE MISSION

Appuyer la mise en place d'un système de santé performant, intégré et équitable pour tous, capable de soutenir durablement la croissance et le développement du pays.



COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE POUR TOUS



CONTRACTUALISATION DES STRUCTURES SANITAIRES A TRAVERS L'APPROCHE DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE



REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES



APPUI A LA LUTTE CONTRE LES MALADIES A POTENTIEL EPIDEMIQUE

NOS PROJETS



PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE ET DE REPOSE AUX URGENCES EPIDEMIQUES (PRSSE - P147740)

Objectif : Améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé en mettant l'accent sur la santé maternelle, néonatale et infantile ainsi que sur les services de nutrition dans 25 Districts sanitaires d'intervention.

Coût : **77 millions USD** Financement :



THE WORLD BANK

Durée du projet : **5 ans (2015 - 2020)**



PROJET D'EQUIPEMENT ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES SANITAIRES EN CÔTE D'IVOIRE

Objectif : Améliorer la fonctionnalité des établissements sanitaires de premier et de second contact, tout en instaurant les conditions favorables à l'accroissement d'une offre de santé de qualité dans 25 Districts sanitaires d'intervention.

Coût : **12 milliards F.CFA** Financement :



Durée du projet : **30 mois (2019 - 2021)**



PROJET D'ACHAT STRATEGIQUE ET D'HARMONISATION DES FINANCEMENTS ET COMPETENCES EN SANTE (SPARK-SANTE)

Objectif : Améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé de manière à réduire la mortalité maternelle et infantile en Côte d'Ivoire.

Coût : **220 millions USD** Financement :



MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL

Durée du projet : **2019 - 2025**

THE WORLD BANK

UNITE DE COORDINATION DES PROJETS SANTE DE LA BANQUE MONDIALE
Abidjan, Cocody II Plateaux 7ème tranche, Ilôt 234 Bis, Lot 4153, Quartier Zinsou
Tel: +(225) 22 51 51 55 / 60 Fax: +(225) 22 51 51 59 www.bpcotedivoire.org

2019 BUSINESS FORUM

The European Union consolidates its partnership with Côte d'Ivoire

Initiated by the European Union, the 2019 edition of the Business Forum was held in the Sofitel Abidjan Hotel Ivoire. In his speech during the opening ceremony, the Minister of Economy and Finance, Adama Koné, welcomed this important meeting would discuss the issues related to business development and the setting of a strong partnership between the European Union and Côte d'Ivoire, as part of the new Africa-Europe Alliance. In addition, he laid the emphasis upon the fact that this forum is the expression of the common desire foster the historical, economic and political collaboration that have existed between the private sectors of the different zones.

HE Mr. Jobst von Kirchmann, EU Ambassador, noted that a Trade Partnership Agreement has been signed between his institution and Côte d'Ivoire. This will eventually allow harmonization of all tariff lines between Côte d'Ivoire and the European Union.

As for Jane Feehan, Regional Representative of the European Investment Bank (EIB), he pointed out that the current portfolio of its structure in Côte d'Ivoire amounts to more than 175 million Euros (about 114 billion FCFA).



MODERNIZATION OF THE ADMINISTRATION

Minister Raymonde Goudou raises awareness among technical ministries

Introduce the Ministry of Modernization and Innovation of the Public Service (MMAISP), its missions, and especially the "citizen e-platform called Milié" to users. This is the main objective of the trip initiated by the head of this department Dr. Raymonde Goudou Coffie since

April 2019. For this purpose, several delegations led respectively by the head of Cabinet, Emmanuel Lebié Zahoui Coffie and the Director of Human Resources, Antoine Bessin, are visiting the various departments involved in the process of the dematerialization of the administrative procedures. Focal

points information and sensitization mission of the MMAISP in the various ministries involved in the process of the administrative procedures dematerialization aims at supporting the government. Another aspect of the administration modernization is the creation of a dialog tool 'Milié' meaning in the local language "my property, which belongs to me". It is a platform that brings dynamism to the Observatory Board, which was previously collected information by call (call center) or mail sent by users.

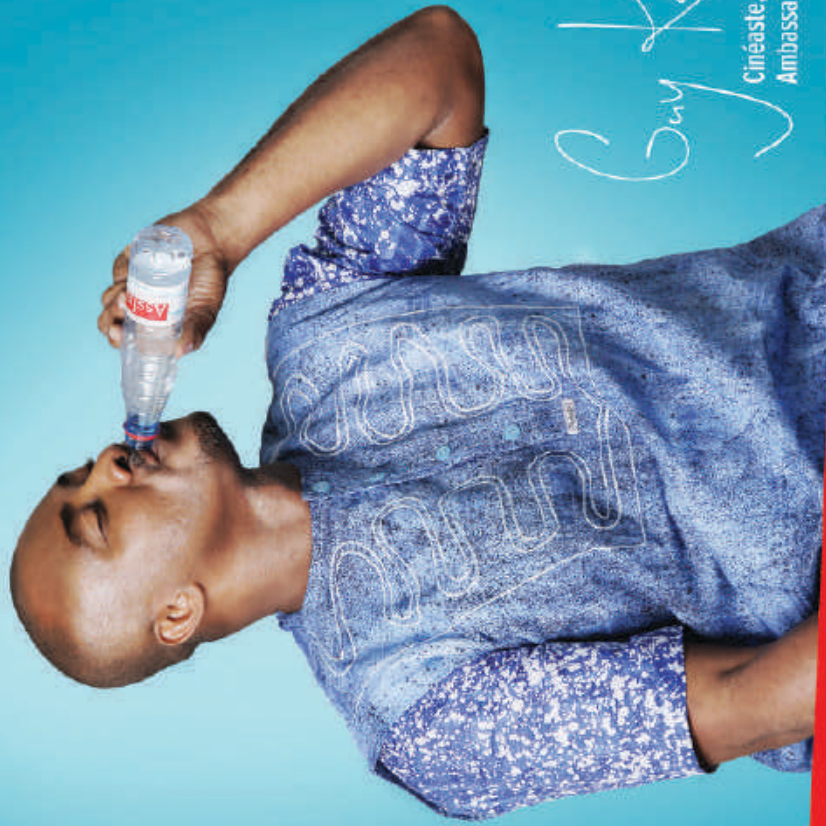
With this new platform which is an interactive tool allowing the user and the administration to interact on the one hand and administrations to interact with each other on the other hand. This mechanism makes it possible to collect the requests of the citizens. It is accessible by telephone (800 000 007 or 22 40 98 98) or internet by downloading the application "Milié" on mobile or enter the address www.milie.ci.



Assinie

Eau minérale naturelle

Equilibre et bien-être



Guy Kabon
Cineaste,
Ambassadeur de la marque Assinie



La Nouvelle Brasserie de Côte d'Ivoire
Service Consommateur : 80 00 18 80 - Tél. : (225) 21 30 99 55 - 21 30 99 57
f AssinieCotedIvoire



LABOUR SECTOR

The Government's priorities for workers



The Minister of Employment and Social Protection, Pascal Abinan Kouakou, unveiled the priorities of the Ivorian government in the labor sector, during the celebration of the centenary of the International Labor Organization (ILO) held in Pullman

Hotel Abidjan. Pascal Abinan Kouakou pointed out the government's efforts to regulate labor-related legislation, policies and programs to improve the conditions of workers. He highlighted some of the achievements, including the ratification of eight (8) fundamental ILO

Conventions on Fundamental Principles and Rights at Work, the Declaration on Social Justice for a Fair World. We also have the government social program to address to the different social concerns of workers.

COOPERATION CÔTE D'IVOIRE-ISLAMIC DEVELOPMENT BANK

The building of the University of Odienné will start in 2020



In the run-up of the 14th Summit Conference of the Organization of Islamic Cooperation (OIC), held in the night of May 31 to June 1 in Mecca (Saudi Arabia), the Ivorian Prime Minister Amadou Gon Coulibaly, had a working session with the president of the Islamic Development Bank (IDB), Bandar Hajar. Among others, they talked about the construction of the University of Odienné whose work is scheduled to start by the end of 2020. During this meeting, the two men took the opportunity to deepen their cooperation. It should be noted that since joining the IDB in 2002, Côte d'Ivoire has registered the largest increase, in terms of IDB portfolio volume in the sub-region.



Projet Emploi jeunes et Développement De Compétences (PEJEDEC)



PRESENTATION DU PROJET

- **OBJECTIFS** : Améliorer l'accès aux emplois et le Développement de compétences professionnelles des jeunes, hommes et femmes de tout niveau de qualification, âgés de 18 à 35 ans en situation de sans emploi ou sous-emploi.
- **COMPOSANTES** : (C1) Opportunités d'emplois temporaires ; (C2) Développement des compétences et Aide à l'emploi et (C3) Renforcement des capacités institutionnelles.
- **CIBLES** : FI¹ : 27 500 jeunes / FA¹ : 31 500 jeunes
- **MONTANT** : FI : 50 millions USD DUREE : 2012 -2017
FA: 50 millions USD 2015 -2020
- **PROGRAMMES** : Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO), Stage, Apprentissage, Formation Professionnelle, Entrepreneuriat.
- **AGENCES D'EX2CUTION** : AEJ, AGEFOP, Collectivités territoriales, ONG, Cabinets

Quelques commentaires



Le projet PEJEDEC m'a été très bénéfique car il m'a permis d'avoir un travail, d'avoir plus d'expérience, de mettre mes connaissances théoriques en pratique et au plan financier de ne plus dépendre de mes parents. Depuis lors je suis très fier u PEJEDEC et je conseille toujours à mes connaissances de s'inscrire sur le site du projet www.pejedec.org

M. KOUASSI BI TRAORE Hamidou Pierre, bénéficiaire du Stage en Janvier 2014. En CDD ADVANS CI. (micro finance)



Après avoir été gestionnaire d'une Cabine téléphonique puis serveur, j'ai intégré le programme PEJEDEC. Après mon apprentissage, j'ai été embauché, depuis 2016, j'occupe le poste de chef pâtissier avec à ma charge 3 jeunes apprentis que je forme. Le projet a été très important dans ma vie, car il me permet de m'occuper de ma famille.

M. KOUASSI BI David ancien bénéficiaire de l'Apprentissage

RESULTATS

FINANCEMENT INITIAL (2012-2017)



Total : 27 675 bénéficiaires (101% de taux de réalisation)

■ THIMO : 12.675 ■ Stage : 2.388 ■ Apprentissage : 4.301

■ Formation professionnelle : 987 ■ Entrepreneuriat : 7.324

NB : 60% taux d'insertion (CDD, CDI, auto-emploi)*

FINANCEMENT ADDITIONNEL (2015-2020)

Total : 27 675 bénéficiaires (101% de taux de réalisation)

■ THIMO : 11.711 ■ Stage : 1.128 ■ Apprentissage : 6.502

- 2.800 jeunes formés
- 1.440 plans d'affaires AGR/MPE sélectionnés
- 1.498 projets AGR/MPE en cours d'installation
- 80 AVEC² constituées et fonctionnelles (2.000 jeunes) avec 36 millions d'épargne mobilisé pour 875 AGR créées/égrandies



Quelques bénéficiaires de l'apprentissage en milieu rural (porciculture, aviculture, maraichage)

C H I F F R E S M A R Q U A N T S

17 le nombre de vols hebdomadaires entre Abidjan-Paris

249% La hausse de la production aurifère en Côte d'Ivoire

283 milliards de FCFA c'est le montant accordé par la BAD pour soutenir le programme social du gouvernement

76,6% le taux d'utilisation des services financiers en Côte d'Ivoire.

150.000 c'est le nombre de femmes financées par le FAFCI

882 c'est le nombre de localités qui bénéficie des projets de filets sociaux productifs

20% la part réservée aux PME dans les opérations de passation de marchés publics en Côte d'Ivoire.

0002 le nombre d'emplois journaliers créé en Côte d'Ivoire

394 milliards de FCFA la somme mobilisée par le trésor public au 10 mai 2019.

582,3 milliards de FCFA C'est le montant généré par le secteur minier en Côte d'Ivoire en 2018

142 milliards de FCFA le coût total du 3^{ème} pont devant relier la commune de Yopougan à celle du Plateau.

60 milliards de FCFA C'est le montant du financement accordé par la Banque mondiale en faveur des projets des jeunes en Côte d'Ivoire.

3200 milliards de FCFA C'est le montant du financement de « Sublime Côte d'Ivoire », stratégie de développement du Tourisme en Côte d'Ivoire.

158 tonnes c'est le niveau de production d'or au Ghana qui devient le premier producteur d'or en Afrique

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Le Premier ministre lance les travaux de construction du CHR d'Aboisso

Le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a présidé le 27 mai dernier, la cérémonie de pose de la première pierre des travaux de construction du Centre hospitalier régional (CHR) d'Aboisso.

Prévu sur une superficie de 10 hectares, le CHR d'Aboisso aura une capacité de 198 lits selon le Premier ministre, le programme de construction et de réhabilitation va accélérer le développement des régions. Il a aussi indiqué que le gouvernement, sous la houlette du Président Alassane Ouattara, travaille ardemment afin de trouver des solutions idoines aux grandes problématiques qui doivent permettre de rendre le système sanitaire ivoirien plus performant. Ce qui justifie le lancement de ce vaste programme présidentiel hospitalier, en vue de la construction d'une vingtaine d'hôpitaux modernes neufs répartis sur l'ensemble du territoire national et de 3 hôpitaux militaires à Bouaké, Daloa et Korhogo. « L'ensemble de ce programme de construction et de réhabilitation, d'un coût global d'environ 800 milliards de FCFA, marquera le début d'une ère nouvelle pour le dispositif sanitaire de notre pays », a indiqué le Premier ministre. Le gouvernement envisage également de renforcer l'offre de santé

dans le Sud-Comoé par la construction à Bassam d'un centre de radiothérapie et d'oncologie médicale, le plus important de l'Afrique de l'Ouest ainsi que le démarrage des travaux d'un Institut national de Formation d'agents de Santé (INFAS) à Assouba (Aboisso) d'ici la fin de l'année 2019.



Par Ebenisaire N'cho

AÉROPORT INTERNATIONAL FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

Moussa Sanogo s'imprègne du fonctionnement des services

Comment se comportent les scanners installés à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan ? Ceux-ci peuvent-ils booster réellement les recettes ? Ce sont toutes ces préoccupations qui ont amené le Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, à se rendre récemment sur le site de l'aéroport.

Lors de la visite guidée, il a pu s'imprégner du fonctionnement des différents scanners. Des scanners qui, aujourd'hui, permettent de détecter, au-delà des colis apparents, ceux qui sont illicites. Le Secrétaire d'Etat a pu réaliser que ces instruments de dernière technologie dont s'est dotée la Côte d'Ivoire, permet de contrôler les colis avec beaucoup plus de célérité, de précision. En effet, le contrôle se faisait auparavant de façon horizontale et les passagers ou malfrats les plus avertis, pour éviter d'être épinglés lors de la traversée, plaçaient les produits verticalement. Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas parce que les scanners présents assurent les contrôles, aussi bien de façon horizontale que verticale. Il n'est plus besoin également d'ouvrir des colis pour des vérifications, les scanners arrivent à détecter, avec précision tout ce qui est y est enfoui.

Le Secrétaire d'Etat a pu visiter également un entrepôt de l'Ecor. L'Opération d'Ecor consiste à assurer de la concordance des colis manifestes (déclarés dans le manifeste) avec les colis réellement débarqués (déchargés). Des colis dont des drones détectés et récupérés y sont entreposés, attendant leurs propriétaires. Selon le Colonel Lambert Goubo, adjoint au chef

du projet scanner douane, les différents acteurs de la plateforme aéroportuaire se félicitent de l'avènement de ces quatre scanners au niveau de l'aéroport d'Abidjan. Car les équipements étaient devenus vétustes et ne répondaient plus aux normes. « C'est un plus pour la sûreté et la sécurité aéroportuaire de bénéficier de ces scanners de dernière génération. Nous recevons beaucoup d'avis favorables. Bientôt nous allons équiper en scanners les zones fret de l'aéroport d'Abidjan, l'aéroport de Bouaké qui va faire des vols internationaux », a relevé le Colonel Goubo.

Au terme de sa visite ponctuée de cas pratique de contrôle, Moussa Sanogo a expliqué que ces scanners visent à améliorer le confort des passagers par le biais de la célérité lors des opérations de contrôle.



INDUSTRIE

Le fabricant du lait « Bonnet Rouge » choisit Abidjan comme siège Afrique



Le 16 mai dernier, la société de produits laitiers, Friesland Campina, fabricant du lait « Bonnet Rouge » a procédé à la pose de la première pierre de son siège Afrique à Abidjan. Présent à cette cérémonie, le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, n'a pas manqué d'exprimer sa reconnaissance face à la confiance que les responsables du groupe ont en la Côte d'Ivoire.

« L'implantation du siège Afrique en Côte d'Ivoire est le signe de la confiance que le groupe place en notre pays et surtout sa volonté de jouer un rôle majeur dans l'industrialisation de la Côte d'Ivoire, afin de contribuer à la création de richesses et d'emplois », a-t-il indiqué. Le Premier ministre a cependant rassuré l'entreprise à continuer à mettre l'accent sur la qualité et la compétitivité de ses activités.

Entretien avec Dr Adama Coulibaly, Directeur Général du Conseil Coton Anacarde et Coordonnateur du PPCA

1- Monsieur le Directeur Général, présentez-vous à nos lecteurs ?

Je suis Dr Adama COULIBALY, Directeur Général du Conseil du Coton et de l'Anacarde, et en cette qualité, j'assume la fonction de Coordonnateur du Projet de Promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'Anacarde, en abrégé PPCA.

Je suis vétérinaire de formation, diplômé de l'Université de Louvain-La-Neuve au Royaume de Belgique en 1986. J'ai exercé des responsabilités au sein de structures en charge du développement agricole notamment l'ex-SODEPRA, l'ANADER et le Centre des métiers ruraux. Militant convaincu et dévoué à la formation agricole et rurale, j'ai été Président du Réseau International Formation Agricole et Rurale (FAR) à titre bénévole. Dans l'Administration, j'ai assuré entre autres la fonction de Directeur de Cabinet du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, avant d'être nommé en juin 2014, Directeur Général Adjoint du Conseil du Coton et de l'Anacarde en charge de la filière coton, puis Directeur Général depuis le 2 août 2017.



2- Pouvez-vous nous dire quelques mots sur le PPCA, Comment est-il financé et quels sont ses objectifs et ses différentes articulations ?

Le financement du PPCA a été acquis principalement avec la Banque mondiale sur le guichet BIRD, avec la garantie de l'Etat, par un accord de prêt signé le 21 avril 2018 entre la Banque mondiale et la Côte d'Ivoire représentée par le Conseil du Coton et de l'Anacarde. Le coût global du projet est de 131 Milliards FCFA dont 107 Milliards FCFA sur financement BIRD, 20 Milliards FCFA sur financement du secteur privé et 4 Milliards USD sur financement de l'Etat de Côte d'Ivoire y compris le CCA. La mise en vigueur du PPCA a été notifiée à la partie Ivoirienne, le 20 août 2018.

Ce financement vient renforcer les actions du Conseil du Coton et de l'Anacarde et donne une meilleure visibilité pour réaliser les objectifs de développement de la filière pour la période 2018-2023 à savoir améliorer la productivité et la qualité des noix brutes de cajou, et accroître le taux de transformation locale. Dans ce sens, sont prévues des actions d'appuis aux producteurs à travers le conseil agricole et l'accès à divers services agricoles pour l'entretien et la réhabilitation de plantations. Le projet financera aussi la construction et la réhabilitation de magasins de stockage ainsi que le reprofilage de pistes de desserte en ce qui concerne le volet accès au marché. La problématique du financement est aussi adressée à travers des subventions qui seront accordées aux acteurs sur toute la chaîne de valeur pour la réalisation de leurs projets.

Les principaux groupes cibles du Projet sont les exploitants agricoles des zones de savane productrices de noix de cajou. Il est prévu qu'au moins 225 000 producteurs bénéficient directement des interventions du projet, dont 15% de femmes. Les autres bénéficiaires importants du projet sont les transformateurs de noix de cajou et les négociants. Le Projet cible également les

organisations professionnelles agricoles, de même que des institutions publiques ayant un lien avec la filière anacarde. Il couvre le territoire national avec un focus sur la zone de production de l'anacarde, la partie savannicole du territoire Ivoirien.

3- Que pèse aujourd'hui le secteur de l'anacarde dans l'économie ivoirienne ? Donnez-nous quelques chiffres.

L'anacarde est le deuxième produit d'exportation agricole après le cacao, et le troisième produit d'exportation de la Côte d'Ivoire après le cacao et le pétrole. Le chiffre d'affaires est

passé de 222 milliards en 2014 à 576 milliards en 2018 dont 400 milliards distribués aux producteurs. L'anacarde constitue 20 à 25% des recettes d'exportations agricoles.

L'assainissement et l'organisation de la filière a permis aujourd'hui de faire de la filière anacarde une filière stratégique pour le développement de la côte d'Ivoire. Aujourd'hui l'anacarde fait vivre environ 350 000 bénéficiaires directs et plus de 2 450 000 bénéficiaires indirects soit environ 10% de la population ivoirienne. La production de noix de cajou a passé le cap des 700 000 tonnes en 2015 faisant de la Côte d'Ivoire le premier producteur mondial et a atteint 761 317 tonnes en 2018. La production attendue en 2019 est estimée à 750 000 tonnes. Enfin, au niveau de la superficie, elle est évaluée à 1 375 000 ha, répartie dans 19 principales régions de production.

Toutefois, nous pouvons faire plus. En effet, la filière anacarde a été identifiée comme un secteur à forte valeur ajoutée en raison de son important potentiel de création d'emplois et de richesses. Par exemple, une unité semi-mécanisée de 5 000 tonnes crée environ 400 emplois pour les femmes et les jeunes et peut supporter des SIMG de 89 000 FCFA. Sur cette base, c'est environ 56 000 emplois directs que nous pouvons créer au niveau des usines de transformation pour absorber et transformer 700 000 tonnes.

4- A ce jour quel est le niveau de réalisation du PPCA en termes techniques et financiers qu'est-ce qui a été fait concrètement jusque-là ?

Dix mois après la mise en vigueur du prêt BIRD Enclave, le taux de décaissement est d'environ 16% et les valeurs cibles des principaux résultats assignés au PPCA pour l'année 2018 ont été atteintes. Ainsi, de 2017 (année de référence) à 2018, le volume de noix de cajou transformée est passé de 45 000 tonnes à 68 000 tonnes, le nombre de bénéficiaires est passé de 25 000 à 29 320 producteurs dont 18% de femmes (contre 15% prévu). Les superficies réhabilitées et/ou plantées avec du matériel végétal amélioré ont atteint 2 400 ha sur 2 500 prévus. Les formations du conseil agricole ont bénéficié à 109 680 producteurs contre 98 000 prévus.

Pour l'année 2019, plusieurs actions sont en cours.

Le PPCA a initié l'installation de 30 unités de décorticage d'une capacité annuelle de 90 tonnes/an au sein de sociétés coopératives. Cette opération suscite un vif intérêt des populations. Cette phase permettra d'analyser les conditions

de création de valeur ajoutée à travers le décorticage et la production d'amandes non dépêchées au sein des sociétés coopératives.

Le PPCA appuie aussi l'Autorité de Régulation du Système de Récépissé d'entreposage (ARRE) en vue de rendre opérationnel dès 2019, le système pour l'anacarde.

Le Centre d'Innovation et des Technologies de l'Anacarde (CITA) sis à Yamoussoukro, a fait l'objet d'investissements en termes bâtiments et d'équipements. Il pourrait être disponible pour la formation des industriels dès Septembre 2019, et ce en vue de préparer la campagne de 2020.

Au titre du Programme National de Recherche sur l'Anacardier (PNRA) les projets de recherche en cours d'exécution au CNRA et dans les universités (UFHB, UNA, UPG) ont bénéficié de financements plus importants, assurant ainsi une meilleure visibilité pour le futur.

Pour la première fois, Un laboratoire de pédologie a été acquis et sera installé au plus tard en fin août 2019 pour la réalisation d'analyse des sols. Ce premier laboratoire servira à tous les producteurs des régions du Hambol, Tchologo, de la Bagoué et du Poro. En outre, 34 stations agro-météo ont été installées dans toute la zone de production et permettent de disposer de données météo en temps réel et mieux apprécier les changements climatiques observés en vue d'adapter les itinéraires techniques.

Le projet finance depuis 2018, la mise en œuvre du conseil agricole dédié aux producteurs d'anacarde contractualisé avec l'ANADER. Le dispositif déployé a permis de fournir le conseil à 109 000 producteurs.

Le projet contribue au renforcement des métiers existants notamment celui des pépiniéristes privés et à la professionnalisation des opérateurs en charge des opérations d'élagage et d'éclaircie des plantations denses d'anacardier. Cette mise à disposition des producteurs de ces services spécialisés permettra de réhabiliter 10 000 Ha de plantations pour cette année 2019.

S'agissant des pistes rurales, les premiers marchés pour la réhabilitation et l'entretien de 264 km de pistes rurales dans le Gontougo, le Hambol et le Gbèkè, ont été attribués à 18 entreprises, qui ont entamé les travaux d'implantation et la construction des ouvrages de franchissement (dalots et passage de buses).

Le projet prévoit la construction de quatre zones agroindustrielles (ZAI) dédiées à l'anacarde dans les localités de Bouaké, Bondoukou, Korhogo et Séguéla. A ce jour, l'appel d'offres international pour la réalisation des travaux de la zone agroindustrielle de Korhogo a fait l'objet de publication dans la presse et sur « UNDB online » ainsi que le « DG Market » qui sont des plates-formes sur lesquelles apparaissent les publications de la Banque Mondiale. Le lancement de l'Appel d'offres des travaux de la zone industrielle de Bondoukou est prévu pour septembre 2019.

Dans le cadre du Mécanisme de Dépôt de Garantie (MDG) qui facilite aux transformateurs locaux l'accès à la matière première, pour la campagne 2019, un diagnostic a été réalisé par l'Agence pour le Développement et la Compétitivité des Industries en Côte d'Ivoire (ADCI) pour évaluer les capacités techniques, managériales et financières de 21 unités de transformation d'anacarde en activité, ainsi qu'un plan d'actions pour leur mise à niveau. Sur cette base, la liste des entreprises éligibles au MDG a été publiée.

L'accès au financement se traduit aussi par le Mécanisme de Subventions à Coûts Partagés (SCP) qui vise à accorder des subventions sous diverses modalités (Guichets A, B et C) en fonction de la nature des idées de projets, des bénéficiaires et des montants. Le lancement officiel de l'opération a été réalisé le 13 Juin 2019. Les premières subventions seront accordées dès le mois d'Août 2019.

5 - Quelles sont vos perspectives pour les prochaines années ?

Nos perspectives sont de plusieurs ordres. Elles viseront à poursuivre les initiatives et renforcer les engagements pris par l'Etat de Côte à l'endroit des acteurs pour consolider les progrès acquis dans la transformation de la noix de cajou, conformément aux objectifs du Plan National de Développement du pays (PND) 2016-2020.

Pour commencer, nous allons accélérer le processus d'industrialisation de la filière anacarde à travers le démarrage de travaux d'aménagement des quatre plateformes agroindustrielles. Des mesures sont envisagées pour faciliter l'installation d'industriels sur ces zones dédiées à l'anacarde. Parallèlement des efforts de promotion de la transformation de cajou en Côte d'Ivoire auprès des acteurs des grands pays consommateurs d'amandes de cajou, notamment les Etats-Unis d'Amérique (où une table ronde, présidée par Son Excellence Monsieur Amadou GON COULIBALY, Premier ministre, a eu lieu le 12 avril 2019, à la Chambre de Commerce Américaine de Washington), l'Europe et de plus en plus la Chine. Ces pays pourront soutenir les actions de soutien à la transformation de cajou initiées par le Conseil du Coton et de l'Anacarde et par le Gouvernement à travers notamment le renforcement des relations commerciales directes avec les transformateurs ivoiriens de la noix de cajou, la vente d'équipements de transformation de la noix de cajou et le transfert de technologie. Aussi, nous visons l'accroissement de la consommation domestique des produits de l'anacarde. En plus des gros industriels, l'opportunité est donnée aux sociétés coopératives de producteurs et à des promoteurs de développer la transformation à petite échelle, de la noix et de la pomme, ce qui contribuera à la création d'emplois notamment pour les jeunes et les femmes (engagées à plus de 60% dans la culture du cajou et à plus de 70% dans les usines de transformation), et à rendre accessibles les produits finis sous diverses formes.

Il s'agira aussi de promouvoir les initiatives de valorisation des sous-produits de la transformation du cajou, notamment la coque, qui représente 80% du poids de la noix brute et dont la gestion pourrait représenter un défi écologique avec l'accroissement du taux de transformation du cajou.

Enfin, le volet productivité sera renforcé avec les activités du Programme National de Recherche sur l'Anacardier (PNRA) qui bénéficiera aussi du financement PPCA. La mise en œuvre du PNRA permettra d'intensifier la production et la valorisation de la transformation et de ses sous-produits.

6- Monsieur le Directeur Général, nous sommes au terme de cet entretien ; quel est votre mot de fin ?

Je tiens tout d'abord à remercier son Excellence M. Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire pour sa vision de faire des filières coton et anacarde des fers de lance de l'économie ivoirienne. Je remercie aussi M. Amadou Gon COULIBALY, Premier Ministre, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Chef du Gouvernement pour le soutien indéfectible et la volonté politique de développer les filières agricoles dont la filière anacarde. Enfin, je salue également M. Mamadou Sangafowa COULIBALY, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural pour ses actions quotidiennes dans le renforcement de ces filières agricoles.

Je voudrais également lancer un vibrant appel à l'endroit des acteurs et investisseurs, et leur dire que la filière anacarde présente de nombreuses opportunités. Ces opportunités sont soutenues par la volonté politique à travers les facilités de paiement, les subventions octroyées, les sous projets à coûts partagés et l'amélioration des services offerts.

Nous vous invitons à venir nous rejoindre pour faire de la filière anacarde un secteur dynamique créateur de richesse et de valeur ajoutée.

LANCEMENT DU SIGICI

La DGI procède à la réforme de toutes ses applications informatiques



Moussa Sanogo, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

La Direction Générale des Impôts (DGI) vient de procéder à la réforme de toutes ses applications informatiques par la mise en place d'une nouvelle plateforme numérique dénommée Système Intégré de Gestion des Impôts en Côte d'Ivoire (SIGICI). Elle vise à améliorer la sécurisation des recettes et l'atteinte continue des objectifs de performance. Le jeudi 14 mars dernier, au 20^{ème} étage de l'immeuble Sciam Abidjan-Plateau, a eu lieu la cérémonie de lancement de cette plateforme.

Une initiative saluée par le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. Après ses félicitations à l'équipe en charge du SIGICI, conduite par Kanaté Mafemory, le Secrétaire d'Etat a relevé qu'il s'agit d'une solution qui permet de disposer de données fiables concernant les activités de l'administration fiscale en matière de gestion des contribuables, de suivi de la fiscalité professionnelle, de la fiscalité immobilière et mobilière, du contrôle fiscal, du recouvrement, de la comptabilité et des statistiques. Au chapitre du recouvrement des impôts et taxes, le SIGICI garantit un mécanisme de rapprochement bancaire automatisé avec une sécurisation des procédures d'encaissement et de génération des quittances sécurisées. Ajoutant que d'autres innovations suivront dans les mois à venir.

Bien avant, la Directrice générale adjointe (Dga) des Impôts,

M'Bahia Bamba Maférima a précisé que les utilisateurs du Sigici peuvent accéder au fichier des contribuables et connaître leur situation fiscale complète. Le premier lot du Sigici est désormais déployé à la Direction des Grandes Entreprises (DGE) dont relèvent les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 3 milliards de francs CFA hors taxe. Désormais, tous les états comptables sont générés avec célérité selon les règles en vigueur en Côte d'Ivoire définies par la loi de finances.

Les contribuables de la DGE ont l'obligation de télédéclarer et d'utiliser le portail e-impôts pour souscrire leur déclaration périodique. Ainsi, aucun dépôt papier n'est autorisé à la DGE. Par ailleurs, les contribuables relevant de cette direction sont invités à privilégier les instruments de paiement électronique pour s'acquitter de leurs impôts et taxes en utilisant le prélèvement, le virement ou le téléphone mobile. Autre information capitale : tout document généré par le SIGICI est signé électroniquement avec un code de sécurité permettant la vérification de l'authenticité des documents sur e-impôts. Selon la DGI, dans les prochains mois, de nouvelles fonctionnalités seront intégrées dans le SIGICI pour prendre en compte les contribuables relevant des Centres des moyennes entreprises, ceux gérés par les Centres des impôts et tous les services de la DGI.

Par Eugène N'DRI

I M P O R T A N T S T A T I S T I C S

17 weekly flights between Abidjan and Paris

249% it represents the rise of the gold production rate in Côte d'Ivoire.

283 billion CFA this is the amount of money provided by ADB to support the government social program

76,6% the covering rate of the financial services in Côte d'Ivoire

150.000 the number of women who were provided with FAFCI fundings.

882 the number of municipalities which benefit from productive social network program.

20% the share of the SME IN THE procurement operations in Côte d'Ivoire

0002 the number of daily wage labor set in Côte d'Ivoire

394 billion CFA amount of money collected by the Treasury on May 2019.

582,3 billion CFA the revenue produced by the mining sector in Côte d'Ivoire in 2018

142 billions CFA the total cost of the bridge building between Yopougon and Plateau

60 Billion CFA

World Bank financing for youth projects in Côte d'Ivoire.

3200 billion CFA

this is the amount of « Sublime Côte d'Ivoire » project for the development strategy of tourism industry in Côte d'Ivoire.

158 tones

this is the volume of gold production in Ghana which becomes the first producer of gold in Africa.

HEALTH INFRASTRUCTURES

The Prime Minister launches the construction works of Aboisso Regional Hospital Center

On 27 May, the Ivorian Prime Minister Amadou Gon Coulibaly presided over the foundation stone-laying ceremony for the construction of Aboisso Regional Hospital Center (CHR).

Built on an area of 10 hectares, the CHR of Aboisso will have a capacity of 198 beds according to the Prime Minister. The Construction and Rehabilitation Program will accelerate the development of the regions. He also said that the government, under the leadership of President Alassane Ouattara, is working hard to address major issues that would make the Ivorian health system more efficient. During his speech, the prime minister declared that the program of construction and rehabilitation of the hospitals throughout the country will cost about 800 billion FCFA and it will be the beginning of a new era for the sanitary system of our country. The government also is planning to strengthen the health offer in the Sud-Comoé with the construction in Bassam of radiotherapy and medical oncology center, the largest in West Africa, as well as the start of the

construction work of a National Institute of Training of Health Agents (INFAS) in Assouba (Aboisso) by the end of 2019.



FELIX HOUPHOUET-BOIGNY INTERNATIONAL AIRPORT

Moussa Sanogo visits the different services

Moussa Sanogo, Secretary of State to the Prime Minister Office, responsible for the Budget and the State Portfolio, has visited Felix Houphouet-Boigny International Airport infrastructures, namely the luggage scanners recently set up. During the guided tour, he has familiarized with the various scanners operations. These state-of-the-art instruments make it possible to control different luggage much more speedily and efficiently. There is also no need to open packages for checking since

the scanners can accurately detect what is hidden in the packages. The Secretary of State also visited an Ecor warehouse. Operation Ecor consists in ensuring the concordance of the manifest parcels (declared in the manifest) with the parcels actually landed (unloaded). Detected and recovered parcels are stored there, waiting for their owners. At the end of his visit punctuated by a practical case of control, Moussa Sanogo explained that these scanners aim to improve the comfort of the passengers.



INDUSTRIAL SECTOR

Abidjan has become the African head office of the milk product called Bonnet Rouge

On May 16, dairy company Friesland Campina, manufacturer of Bonnet Rouge milk, laid the foundation stone of its Africa head office in Abidjan. During this ceremony, the Ivorian Prime Minister Amadou Gon Coulibaly expressed his gratitude for the confidence that the leaders of the Group have in Côte d'Ivoire. During his speech, he declared that: "The establishment of the Africa head office in Côte d'Ivoire is a sign of the Group's confidence in our country and above all its desire to play a major role in the industrialization of Côte d'Ivoire, in order to contribute to the creation of wealth and jobs,"

SIGICI LAUNCHING

Reform of all The DGI computer applications

The Tax Authority Department (DGI) has just renewed all its IT applications by setting up a new digital platform called the Integrated Tax Management System in Côte d'Ivoire (SIGICI). It aims to improve revenue security and pursue its performance objectives. On Thursday, March 14th, the launching ceremony of this platform took place on the 20th floor of the Sciam Abidjan-Plateau building. Moussa Sanogo, the Secretary of State noted that this solution will provide reliable data on the activities of the tax administration in the management of taxpayers, monitoring of professional taxation, real estate and movable taxation, tax control, collection, accounting and statistics. Just before the Secretary of the State, the Deputy General Manager of the Tax Authority Department, M'Bahia Bamba Maférima said that users of SIGICI platform can get access to the taxpayer file and know

their full tax situation. The first SIGICI is now effective in Big Enterprises Section of the Tax Authority Department (DGE) which is responsible for companies with an annual turnover greater than or equal to 3 billion CFA francs excluding tax. From now on, all accounting statements are promptly generated according to the rules in force in Côte d'Ivoire defined by the Finance Act.





**PRIX PIERRE
CASTEL 2019**
2^{ÈME} ÉDITION



AGRIPRENEURS, GAGNEZ :

1^{er} PRIX 10 000 000 FCFA
2^e & 3^e PRIX MENTORATS

Inscription : avant le 1^{er} Juillet

www.solibra.ci

Infoline : 21 21 12 00



fonds de dotation
PIERRE CASTEL
Agir avec l'Afrique



Daniel Orlaj
Lauréat 2018

L'Afrique particulièrement la Côte d'Ivoire a un incroyable potentiel dans les domaines de l'agriculture, de l'agrotransformation et de l'agritech. **SOLIBRA** est convaincue que la promotion de l'esprit entrepreneurial des jeunes ivoiriens dans ces domaines aura un impact considérable sur les communautés rurales.

Le prix vise à récompenser un entrepreneur, des groupements associatifs, des coopératives en activité.

3 récompenses sont offertes :

1^{er} prix : 10 000 000 Fcfa et du mentorat nécessaire à l'accélération du projet

2^e prix : Un mentorat adapté aux besoins du finaliste

3^e prix : Un mentorat adapté aux besoins du finaliste

Fidèle à son engagement de participer au développement social et économique de la Côte d'Ivoire, **SOLIBRA** intervient dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'entrepreneuriat, de l'environnement et de la culture.

SOLIBRA, AMBIANCEUR CITOYEN DEPUIS 1955



République de Côte d'Ivoire
Union - Dignité - Travail



CCESP

COMITÉ DE
CONCERTATION
ÉTAT/ SECTEUR PRIVÉ



COMITÉ DE
CONCERTATION
ÉTAT/ SECTEUR PRIVÉ

ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE

SECRETARIAT EXÉCUTIF

Tél. : (225) 20 221 125

Fax : (225) 20 227 894

E-mail : ccesp@aviso.ci / comiteconcertation@yahoo.fr

Site : www.ccesp.ci